

Stéphane COURTOIS
Jean-Louis PANNÉ

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(4) LE BASCULEMENT
ANTISÉMITES
DES EXTRÊMES GAUCHES
ET SES CONSÉQUENCES

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Mars 2026

FONDATION^{POUR}
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

fondapol.org

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(4) LE BASCULEMENT ANTISÉMITES DES EXTRÊMES GAUCHES ET SES CONSÉQUENCES

Stéphane COURTOIS
Jean-Louis PANNÉ

La Fondapol est un think tank libéral, progressiste et européen.

Président : Nicolas Bazire

Vice-Président : Grégoire Chertok

Directeur général : Dominique Reynié

Président du Conseil scientifique et d'évaluation : Christophe de Voogd

FONDAPOL

Un think tank libéral, progressiste et européen

Née en 2004, la Fondapol s'inscrit dans une perspective libérale, progressiste et européenne. Par ses travaux, elle contribue à un débat pluraliste et documenté.

Reconnue d'utilité publique, la Fondation met gratuitement à la disposition de tous la totalité de ses travaux sur le site **fondapol.org**. De plus, sa plateforme **data.fondapol** permet à chacun de consulter l'ensemble des données collectées dans le cadre des enquêtes. Ses bases de données sont utilisables, dans le prolongement de la politique d'ouverture et de partage des données publiques voulue par le gouvernement. Enfin, lorsqu'il s'agit d'enquêtes internationales, les données sont proposées dans les différentes langues du questionnaire.

Sous l'appellation « **Anthropotechnie** », la Fondation dédie une partie de ses travaux aux territoires ouverts par l'amélioration humaine, le clonage reproductif, l'hybridation homme-machine, l'ingénierie génétique et les manipulations germinales.

La Fondapol est indépendante et n'est subventionnée par aucun parti politique. Ses ressources sont publiques et privées.

SOMMAIRE

I. DE LA DEUXIÈME <i>INTIFADA</i> AU 11 SEPTEMBRE 2001	10
II. LA MULTIPLICATION DES VECTEURS DE MOBILISATION	15
III. DÉCOLONIALISME ET RETOUR DES NÉGATIONNISTES	19
IV. DAECH, LE CHOC DES ATTENTATS ANTISÉMITES ET LE VIRAGE IDÉOLOGIQUE DES GAUCHES	22
V. LE SÉISME DU 7 OCTOBRE 2023	32
VI. DE QUOI LE SLOGAN « GÉNOCIDE À GAZA » EST-IL LE NOM ?	43
VII. LIBERTÉS ACADÉMIQUES ET VÉRITÉS HISTORIQUES	54
POSTFACE	61

RÉSUMÉ

Depuis la fin du xx^e siècle, l'antisémitisme s'est progressivement déplacé des marges de l'extrême droite vers une partie significative de l'extrême gauche et de la gauche radicale, sous couvert d'antisionisme, de décolonialisme et d'anticapitalisme. Longtemps marginal, ce phénomène s'est structuré à partir de la deuxième *intifada*, de la conférence de Durban et des attentats du 11 septembre 2001, qui ont favorisé l'émergence d'un récit global opposant un « Occident impérialiste », dont les Juifs seraient devenus l'archétype dominant, à des peuples supposés opprimés. La cause palestinienne a servi de vecteur central à cette recomposition idéologique, favorisant des convergences durables entre mouvements d'extrême gauche, réseaux islamistes, courants négationnistes et activisme identitaire.

Au fil des années, ce nouvel antisémitisme s'est diffusé dans les partis, les syndicats, l'université, les médias et la culture, banalisant les comparaisons nazies, la rhétorique du « génocide » et la délégitimation d'Israël. Le choc du 7 octobre 2023 en a révélé l'ampleur, en mettant au jour des mécanismes de justification, de déni et d'inversion morale. L'ouvrage montre ainsi comment, sous la direction idéologique de nouveaux entrepreneurs politiques, l'antisionisme est devenu une forme socialement acceptable d'antisémitisme, rompant avec l'héritage universaliste et républicain de la gauche française.



© Antonin UTZ / AFP

Mur des Justes du Mémorial de la Shoah, à Paris. Dans un acte de vandalisme, des mains rouges ont été apposées sur le Mur, au cours de la nuit du 13 au 14 mai 2024. Ces mains renvoient au lynchage de deux soldats israéliens dans un commissariat palestinien, à Ramallah, en 2000. À la suite du massacre, un homme s'était alors présenté à la foule en exhibant triomphalement ses mains rouges du sang des victimes. L'acte de vandalisme du Mur des Justes est donc aussi un appel à la violence antisémite.

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(4) LE BASCULEMENT ANTISÉMITES DES EXTRÊMES GAUCHES ET SES CONSÉQUENCES

Stéphane COURTOIS

Directeur de recherche honoraire au Centre national de la recherche scientifique (CNRS),
membre du conseil scientifique et d'évaluation de la Fondapol.

Jean-Louis PANNÉ

Historien, éditeur.

Jusqu'à la fin du ^{xx}e siècle, l'antisémitisme a été en France porté par divers courants d'extrême droite – tenants d'un catholicisme ultra-traditionnaliste, adeptes du vieil antidreyfusisme, nostalgiques du régime de Vichy et de la collaboration –, peu à peu rejoints à bas bruit après la Libération par certains éléments issus d'un antisémitisme structurel de la gauche du ^{xix}e siècle, puis après Mai 68 de l'extrême gauche. À partir du premier quart du ^{xxi}e siècle, cet antisémitisme d'extrême gauche a pris une ampleur inédite sous l'effet de trois événements internationaux concomitants : le début de la deuxième *intifada* en septembre 2000, la Conférence mondiale contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance organisée par l'UNESCO du 2 au 9 septembre 2001 à Durban en Afrique du Sud, et enfin les attentats perpétrés par Al-Qaïda le 11 septembre 2001 aux États-Unis.

I. DE LA DEUXIÈME INTIFADA AU 11 SEPTEMBRE 2001

La chute de l'URSS en 1991 a rebattu les cartes internationales et obligé Yasser Arafat, le chef de l'OLP, à revoir ses positions anti-israéliennes. Formé dès 1948 dans l'entourage immédiat du Grand Mufti de Jérusalem à un antisionisme antisémite radical, adepte durant deux décennies du terrorisme et adoubé par le camp communiste, Arafat ne dirigeait pas un État mais une organisation politico-militaire qui fonctionnait selon le vieux modèle de pouvoir tribal et clanique du monde arabe. C'est d'ailleurs le cœur de la question, comme l'expliquait dès 1967 A. Razak Abdel-Kader :

« En aucun cas, les Juifs de Palestine d'il y a un demi-siècle comme ceux qui constituent aujourd'hui la nation israélienne, ne sont plus étrangers que les ethnies locales. [...] Au cours de sa longue histoire, la Palestine a souvent changé de frontières, de royaumes et d'occupants. Après les royaumes antiques des Palestiniens et des Hébreux, les occupations étrangères n'ont cessé de se succéder sur ce territoire. [...] Durant tous ces siècles de domination étrangère, dont celle des Arabes, il n'a pas existé de nation palestinienne, ni d'État palestinien. Majorité arabophone, minorité juive et de multiples autres ethnies, druze, circassienne, arménienne et allemande, se côtoyaient sous une domination étrangère.¹ »

Le 9 septembre 1993, Arafat adressa une lettre à Yitzhak Rabin, le Premier ministre israélien, où il écrivait : « L'OLP reconnaît le droit d'Israël à vivre en paix et en sécurité. [...] Ainsi l'OLP renonce à recourir au terrorisme et à tout autre acte de violence ». Cette déclaration fut confirmée au plus haut niveau avec les accords d'Oslo du 13 septembre 1993 et la reconnaissance réciproque du droit à l'existence des Palestiniens et des Israéliens, et de la légitimité de leurs dirigeants. Il est vrai que, quelques mois plus tard, le 10 mai 1994, s'adressant à un groupe de fidèles dans une mosquée de Johannesburg, Yasser Arafat déclarait : « le djihad continuera [...] Je vois cet accord comme n'étant pas plus que l'accord signé entre notre prophète Muhammad et les Qurayshites à La Mecque »².

Cependant, même l'assassinat de Rabin le 4 novembre 1995 par un extrémiste juif, adepte fanatique d'un sionisme religieux, ne mit pas fin au processus de paix qui se poursuivit à Camp David en 2000. Mais déjà le mouvement islamiste du Hamas, créé en 1987 et commandité par la République islamique d'Iran, contrecarrait cette démarche et la direction d'Arafat en organisant des attentats suicides en Israël.

1. Rajak Abdel-Kader, *L'Événement*, n° 18, juin 1967, p. 41. Cet arrière-petit-fils de l'Émir fut représentant du FLN en RDA puis membre de l'organisation spéciale de la Fédération de France du FLN ; mais opposant à Ben Bella il fut emprisonné en 1963-1964.

2. « Yasser Arafat : premier accroc », *Les Échos*, mai 1994 [en ligne].

En septembre 2000, la visite du député israélien Ariel Sharon sur l'esplanade des Mosquées à Jérusalem servit de prétexte au déclenchement de la deuxième *intifada* qui dura jusqu'en 2005 et montra qu'Yasser Arafat, président de l'Autorité palestinienne, était débordé par des mouvements radicaux, y compris au sein de l'OLP. Cette *intifada* fut marquée par une vague de 146 attentats suicides qui provoquèrent la mort de plus de 500 personnes en Israël. Ceux-ci entraînèrent de brutales représailles qui suscitèrent de violentes critiques éclatant publiquement à Durban à l'occasion de la troisième Conférence contre le racisme organisée par l'UNESCO, du 2 au 9 septembre 2001, où des discours très agressifs furent prononcés contre les États-Unis et Israël. En réalité, une conférence préparatoire s'était tenue à Téhéran où l'Iran avait refusé tout visa à des Israéliens ou à des personnes associées à des ONG juives ; et le projet de résolution qui y fut adopté s'inspirait d'un texte de l'Organisation de la Conférence islamique qualifiant déjà le sionisme de « forme de génocide ».

À Durban, parallèlement à la conférence officielle se tint un forum réunissant des milliers d'ONG qui qualifièrent Israël « d'État raciste » qui commettait « des actes de génocide ». L'antisémitisme était omniprésent : plusieurs participants juifs furent insultés et physiquement menacés et le stand de l'Union des Avocats arabes vendait *Les Protocoles des sages de Sion* et affichait la caricature d'un rabbin avec *Les Protocoles* sous le bras, coiffé d'une casquette de l'armée israélienne. Tout cela sous l'égide de fonctionnaires de l'ONU indifférents. La 61^e résolution adoptée par la Conférence mit en scène un parallélisme, appelé à un grand avenir, entre deux notions. D'un côté l'antisémitisme qui stigmatise les Juifs comme individus et comme peuple – croyants ou non, vivant en Israël ou en diaspora. De l'autre, un terme inédit, « islamophobie » qui devrait signifier la défiance ou la peur de l'islam – *phobie* signifiant la crainte (*phobos* en grec) – et dont l'antonyme serait la judaïsmophobie ; or les propagandes islamistes donnèrent à « islamophobie » la connotation de haine – *misos* en grec – des musulmans, et le terme servit désormais à stigmatiser toute personne émettant une critique de l'islam, et surtout des islamistes, de leurs régimes et de leurs actes barbares.

Le forum établit pour sa part un glissement très significatif entre « crime contre l'humanité » – reconnu au Tribunal de Nuremberg en 1946 – et « génocide ». Or, en tant qu'État, Israël n'avait montré à cette date – et depuis – aucun acte génocidaire envers les Palestiniens. En réalité, comme l'écrivent David Hirsh et Hilary Miller : « La proposition de reconnaître que le sionisme était la principale forme symbolique de racisme dans le monde après la chute de l'apartheid a permis d'unifier différents mouvements et milieux : le post-colonialisme, les droits de l'Homme et le droit humanitaire, le mouvement féministe, l'antiracisme, une grande

partie de la gauche mondiale et des ONG, voire des gouvernements oppressifs s'ils se positionnent comme anti-impérialistes ou "islamistes"³. » Et d'ajouter : « La question de savoir quand l'antisionisme devient antisémite ou si l'antisionisme est un antisémitisme est redondante. L'antisionisme du ^{xxi} siècle, tel qu'il s'est cristallisé à Durban, est un mouvement qui place les Juifs au centre symbolique et matériel de tout ce qui est le plus craint et le plus haï dans le monde. » Avant de conclure : « L'antisionisme de Durban est une vision du monde qui fait d'Israël la clef de voûte d'un système d'oppression mondial interconnecté et cohérent. »

Dès 2006, les dérives de l'ONU furent confirmées en vue d'un Durban II en 2009. Le rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, Doudou Diène, déclara que « d'ores et déjà énoncer une critique contre le port de la burqa constitue une agression raciste, que la laïcité est ancrée dans une culture esclavagiste et coloniale et que la loi française contre le port de signes religieux à l'école participe du racisme antimusulman, renommé "islamophobie occidentale"⁴ ». Après le 7 octobre, les prises de position partisans de l'ONU seront de plus en plus marquées.

La concomitance entre la conférence de Durban et les attentats perpétrés par Al-Qaïda aux États-Unis le 11 septembre 2001 suscita cette réflexion de l'historienne Annette Wieviorka : « Il ne s'agit plus de l'histoire dont les historiens ont fait leur métier. Il s'agit d'un nouveau récit historique, rapidement élaboré, à consommation et recyclage immédiats, qui doit inspirer la compassion pour les victimes et de l'horreur pour les bourreaux. L'histoire comme nouvelle modalité de l'action immédiate. C'est ce [...] nouvel aspect qui est inquiétant car il a pu donner l'impression à Durban d'un véritable terrorisme historique dont l'attentat du 11 septembre pourrait être la mise en actes⁵. » Et de fait, les images de ces attentats ont été accueillies par des scènes de liesse dans nombre de pays arabes et/ou musulmans.

Dès mars 2002, un certain Thierry Meyssan développa dans une émission de télévision l'idée que ces attentats avaient été organisés par les services secrets américains, ce qui lui donna d'un coup une audience considérable⁶. À ce complotisme s'ajoutait alors la rumeur selon laquelle les 4 000 employés juifs du World Trade Center auraient été prévenus de l'attaque par le Mossad. Alors qu'il avait été dans les années 1990

3. David Hirsch, Hilary Miller, « Généalogie de la critique d'Israël comme État d'apartheid : l'antisionisme de Durban [2001] », *K. Les Juifs, l'Europe et le ^{xxi} siècle*, mai 2023 [en ligne]. David Hirsch est directeur du London Center for the Study of Contemporary Antisemitism. Hilary Miller termine une recherche sur les droits de l'homme à l'université de Columbia.

4. « L'ONU contre les droits de l'homme », tribune parue dans *Le Monde*, 28 février 2008, signée notamment par Élisabeth Badinter [en ligne].

5. Annette Wieviorka, « L'étrange défaite », *Le Monde*, 19 septembre 2001 [en ligne].

6. Thierry Meyssan, *L'effroyable imposture*, Éditions Carnot, 2002.

un militant actif contre l'extrême droite et l'homophobie, et le secrétaire général du Parti radical de gauche, Meyssan se manifesta soudain, lors de la guerre en Irak de 2006, comme un fervent admirateur d'Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah, ainsi que de la révolution islamique en Iran et du Venezuela d'Hugo Chavez. Il se rendit au Liban en compagnie de Dieudonné et Alain Soral, en passant par la Syrie, et bénéficia désormais de l'accès à toutes les chaînes islamiques et aussi russes.

Dès 2005, Antoine Vitkine, spécialiste des mouvances complotistes, écrivait : « Quatre ans après [le 11 septembre], le constat s'impose : la théorie du complot a gagné les esprits. Ses bras armés : les Américains, les Israéliens, mais aussi la haute finance ou encore le FMI. Derrière ces fantasmes se dessine bien vite le visage d'un anti-américanisme primaire et d'un antisémitisme résurgent. Des *Protocoles des Sages de Sion* à ceux de Washington, le mythe du complot est donc de retour ». Et d'ajouter : « La théorie du complot a changé de main. Jadis monopole de l'extrême droite, elle séduit maintenant une partie de l'extrême gauche, prospère dans le monde arabe, sur Internet⁷. »

En France, l'écho de ces événements fut considérable, tant dans une partie de la population issue de l'immigration maghrébine que du côté des gauches. Le 23 mars 2002 fut organisée à Paris une manifestation de soutien au peuple palestinien, appelée par une dizaine d'associations pro-palestiniennes et par l'extrême gauche et une partie de la gauche – Ligue des droits de l'homme, PCF, MRAP, JCR, LCR, syndicats SUD, les Verts. S'y ajoutait l'Union juive française pour la paix (UJFP), association créée en 1994 et dirigée par André Rosevègue, vieux militant trotskiste, et Pierre Stambul, de la mouvance juive communiste, qui instaura une comparaison Auschwitz/Gaza. La manifestation du 23 mars suscita nombre de polémiques à gauche. S'appuyant sur des sondages, la sociologue Nona Mayer publia un article intitulé « La France n'est pas antisémite » où elle écrivait néanmoins : « Tout se passe comme si la situation explosive du Proche-Orient et la réprobation suscitée par la politique d'Israël dans les territoires rejaillissaient négativement sur l'image de tous les Juifs, libérant un antisémitisme jusqu'ici latent mais censuré⁸. » À l'inverse, Piotr Smolar observait à propos de l'antisémitisme : « Cette fois-ci, impossible d'évoquer des “actes isolés” ou une simple “recrudescence” : il s'agit bien d'une vague » ; et de citer 395 actes antisémites ayant donné lieu à des signalements entre le 29 mars et le 17 avril 2002 : des inscriptions, des insultes mais aussi des agressions physiques et des incendies ou tentatives d'incendie de lieux de culte juifs⁹. Et le 12 avril 2002, sous le titre

7. Antoine Vitkine, *Les nouveaux imposteurs*, Éditions de la Martinière, 2005.

8. *Le Monde*, 4 avril 2002.

9. *Le Monde*, 19 avril 2002.

« Comment les jeunes de banlieue sont gagnés par la judéophobie », *Le Monde* publiait une page où des jeunes de Trappes revendiquaient leur haine des Juifs ; était ainsi soulignée l'articulation, dans certains quartiers de banlieue, entre l'identification d'une génération issue de l'immigration maghrébine et le sort des Palestiniens, ainsi qu'avec un activisme islamiste de plus en plus prégnant et un antisémitisme décomplexé.

Simultanément à cette mobilisation était diffusé dans les milieux islamistes, à travers des librairies et sur les réseaux sociaux, un violent pamphlet intitulé *Le Manifeste judéo-nazi d'Ariel Sharon*. C'était la reprise d'un long entretien que l'écrivain israélien Amoz Oz, militant du camp de la paix, avait enregistré en 1982 avec un extrémiste se définissant comme « judéo-nazi », prêt à exterminer les Arabes et décédé depuis. Or ce témoignage, attribué faussement à Sharon, servait de « preuve », sur le modèle des *Protocoles des sages de Sion*, à la propagande islamiste. Il était diffusé en particulier par un activiste tunisien, Mondher Sfar, universitaire marxiste vivant en France et étroitement associé à la *Revue d'histoire négationniste* ; mais aussi par Ginette Skandrani, ex-dirigeante écologiste.

Par ailleurs apparut une convergence entre pro-palestinisme, antisémitisme et défense du communisme stalinien. Ainsi, dans les années 2000, l'emploi de l'expression « lobby juif » se répandit dans les milieux d'extrême gauche pro-palestiniens ; il était revendiqué par Maria Poumier, maître de conférences à l'université Paris-VIII, rédactrice du bulletin *Palestine-Info* et activiste procastiste : « Certains mettent encore en doute l'influence hégémonique du lobby juif dans la logique de l'impérialisme nord-américain toutes confessions confondues ; [...] L'holocauste est l'élément principal du Nouvel Ordre Mondial. [...] Depuis l'origine, d'ailleurs, les dirigeants de la CIA sont juifs¹⁰. » Les liens avec les courants islamistes étaient bien réels et profonds, comme l'attesta une interview de Tariq Ramadan donnée à l'occasion du Forum social européen de Paris en 2003, dont il fut la vraie vedette. Il n'écartait pas une convergence entre socialisme et islamisme : « Je ne pense pas que l'idée du socialisme soit un anachronisme mais il faut la définir. [...] On peut donc parler de courants que l'on peut appeler socialistes et qui se nourriront d'une manière ou d'une autre aussi de références à l'islam¹¹ ». À l'époque, Patrick Farbiaz, dirigeant de l'association Sortir du colonialisme, se fit remarquer pour ses prises de position en faveur du Hamas et, lors d'un conseil national des Verts, il se serait écrié : « Vive le Hamas ! Le Hamas vaincra ! » Ce que l'intéressé a ensuite démenti. Farbiaz qui avait joué un rôle dans le développement et l'institutionnalisation des radios libres, était devenu secrétaire parlementaire de Noël Mamère, avant d'être responsable des relations internationales des Verts pendant dix ans.

10. « Mais qui c'est, cette Poumier que personne ne connaît ? », *L'Arche*, n° 551-552, janvier-février 2004.

11. *Nowy Robotnik*, n° 6, juillet 2004, sous le titre « Islam, lewica, Europa ».

Une nouvelle fois des militants de gauche, défenseurs des Palestiniens, étaient associés aux islamistes radicaux et aux négationnistes français. Dans un article intitulé « Cette Shoah qui ne passe pas », Françoise Giroud, alors éditorialiste au *Nouvel Obs*, en tira la conclusion : « Que se passe-t-il aujourd'hui ? L'occasion de transformer la figure du juif martyr en juif bourreau. D'évacuer cette culpabilité récurrente qui excède pour libérer le petit fond d'antisémitisme que tout le monde trouve dans son berceau ¹². » En réalité, toutes les problématiques agitées en France depuis le 7 octobre 2023 étaient déjà clairement posées vingt ans plus tôt.

II. LA MULTIPLICATION DES VECTEURS DE MOBILISATION

Sous l'effet des événements et d'une puissante propagande venue d'Iran et focalisée sur les Palestiniens – à travers le Hezbollah au Liban et le Hamas à Gaza, sans oublier les anciennes organisations comme le FPLP et le FDPLP –, les mouvances révolutionnaires en France comme en Europe et aux États-Unis ont commencé à abandonner leurs bases idéologiques traditionnelles. Face à l'échec des révolutions communistes, les vieilles organisations – PCF, LCR, MRAP, UJFP, PCI, mais aussi les Verts et bientôt une fraction du PS derrière Jean-Luc Mélenchon – s'intéressèrent de beaucoup plus près aux Palestiniens, tandis que de nouvelles structures émergeaient sous l'effet de la deuxième *intifada*.

Un cas symptomatique est celui du Collectif 69 animé par Jérôme Faynel, un militant de gauche mobilisé contre le Front national, qui en 2002, pour raison humanitaire, se rendit à Hébron en Cisjordanie et y rencontra Arafat. Dès son retour, il fit le nécessaire pour que le Collectif obtienne le statut d'association et, keffieh sur les épaules, il mena une action systématique en faveur des Palestiniens, ce qui en novembre 2024 l'incita à poser cette question rhétorique : « Dans quel monde vivrions-nous si nous ne réagissons pas à un génocide ? ¹³ » Le message était passé et reprenait le slogan « Génocide à Gaza », inauguré à Durban en 2001. Slogan toujours aussi fallacieux.

En contrepoint fut créé en 2003 le CCIF – Collectif contre l'islamophobie en France – par Sammy Debah, un représentant caractéristique d'une nouvelle génération d'activistes d'origine maghrébine, née et formée en France

12. *Le Monde*, 13 juin 2002.

13. Khalissa Kebbab, « Jérôme Faynel, un CV en trois mots : manifs, Palestine et mégaphone », *L'Écornifleur*, 29 novembre 2024.

au début des années 1970. Professeur d'histoire en lycée, prédicateur un temps d'un islam rigoriste puis influencé par le Collectif des Musulmans de France animé par Tariq Ramadan, Debah voulait accélérer le « retour à l'islam » de la deuxième génération d'immigrés. L'« islamophobie » était alors le porte-étendard du CCIF où le successeur de Debah, Marwan Mohamed, allait publier en 2013 un ouvrage intitulé *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le problème musulman*¹⁴ ; il y déclarait : « Dans la France contemporaine, l'islamophobie relève d'une relation établis/marginaux dont l'enjeu central est la légitimité de la présence des musulmans et des immigrés post-coloniaux sur le territoire national »¹⁵. Une manière de maquiller la réalité du refus de certains musulmans de vivre selon les lois de la République – en particulier celle de la laïcité –, en le transformant en problème social, mémoriel « post-colonial » et politique – alors que les Français musulmans disposent de tous les droits du citoyen et que leur présence est donc « légitime ». Le CCIF fut reconnu d'intérêt général en 2011, avec tous les avantages fiscaux afférents, et se montra très actif dans tous les milieux originaires de l'immigration, avant d'être interdit par le gouvernement en 2020.

En 2004 apparut la CAPJO – Coordination pour une paix juste au Proche-Orient –, créée par un couple formé d'Olivia Zemor, journaliste de l'AFP, et Nicolas Shashahani, né aux États-Unis d'un père chiite iranien et d'une mère juive. Ces deux ex-trotskistes de Lutte ouvrière abandonnèrent les ouvriers que défendait leur lointaine ancêtre Arlette Laguiller – « Travailleurs, travailleuses ! » – pour les troquer contre un « peuple palestinien ». La CAPJO s'associa à Dieudonné pour monter en Île-de-France une liste euro-palestine à l'occasion des élections européennes de 2004. En 2011 puis en 2012, elle organisa l'envoi de plusieurs centaines de militants en Israël, dont une centaine à Gaza qui fut reçue par des dirigeants du Hamas et du FPLP. En décembre 2012, la CAPJO organisa à Toulouse une rencontre avec un dirigeant du FPLP et se mobilisa en faveur de Salah Hamouri, un Franco-Palestinien de Jérusalem-Est arrêté pour avoir voulu préparer l'assassinat du grand rabbin Ovadia Yossef ; Hamouri fut libéré dans le cadre des échanges contre le soldat israélien Gilad Shalit. Comme toute la mouvance pro-palestinienne et anti-israélienne, la CAPJO initia et multiplia les actions dans le cadre de la campagne anti-israélienne « Boycott, désinvestissement et sanctions » (BDS) lancée en 2002.

En janvier 2005 fut créé le Mouvement des Indigènes de la République (MIR) dont l'un des fondateurs était le sociologue Saïd Bouamama,

14. Marwan Mohammed, Abdellali Hajjat, *Islamophobie : comment les élites françaises fabriquent le problème musulman*, La Découverte, 2013.

15. Déclaration sur Rue 89, nouvelobs.com.

né en 1958 à Roubaix, accompagné de Sadri Khiari, militant tunisien de la IV^e Internationale trotskiste installé en France depuis 2003 ; ce dernier publia une charge contre la journaliste et militante de la laïcité Caroline Fourest¹⁶, ce qui indiquait la proximité du MIR avec les deux mouvances, trotskiste et islamiste. Un demi-siècle après Césaire et Fanon, ce basculement d'un groupuscule « antiraciste » vers le thème colonial signait l'éloignement de l'extrême gauche des rivages du bolchevisme. Les deux axes de propagande des Indigènes étaient ainsi posés. Mais faute de colonies puisque les indépendances étaient obtenues depuis longtemps, il leur fallut inventer le « décolonialisme » qui postule que les rapports de domination du temps colonial persistent aujourd'hui contre des Français issus d'ex-colonies. La pensée de la lutte des classes – bourgeoisie *versus* prolétariat –, devenue obsolète, fut remplacée par la pensée de Pierre Bourdieu – une sorte de marxisme primitif opposant « dominants » et « dominés » –, elle-même transposée en « colonialiste blanc » *versus* « ex-colonisé racisé ».

C'est dans un climat déjà agité qu'en octobre 2003 éclata une nouvelle affaire de voile au lycée Henri-Wallon d'Aubervilliers dont les élèves Alma et Lila furent exclues. En mars 2004, le gouvernement fit adopter une loi interdisant le port de tout signe religieux « ostensible » – voile, kippa, grande croix – dans l'enseignement public. Les islamistes avaient perdu une bataille, mais engagèrent une guerre de longue haleine qui commença par fracturer l'extrême gauche. En effet, le père des deux élèves était Laurent Lévy, l'un des avocats du MRAP, défenseur habituel de la cause palestinienne. Et si la majorité de la LCR trotskiste soutenait de fait le principe de laïcité sous le slogan « ni loi ni voile », sa dirigeante historique Catherine Samary, leader de la minorité et proche de Tariq Ramadan, publia en juin 2006 un long texte, « Au-delà du voile et de la laïcité », où elle adhérerait aux thèses de Saïd Bouamama qui dès 1991 avait publié *Vers une nouvelle citoyenneté. Crise de la pensée laïque* ; et elle dénonçait la fausse vision du « choc des civilisations » de l'islam contre l'Occident.

Au même moment éclata l'affaire du « gang des barbares ». Le 20 janvier 2006, un jeune juif d'origine marocaine vendeur de téléphonie, Ilan Halimi, fut attiré dans un guet-apens et kidnappé par une bande dirigée par Youssouf Fofana, un Français originaire de Côte d'Ivoire. En attente d'une rançon de sa famille, Halimi fut séquestré, maltraité et torturé durant vingt-quatre jours, puis lavé, tondu, assassiné, brûlé et abandonné le long d'une voie ferrée le 12 février. La nature antisémite du crime était avérée, Fofana ayant déclaré qu'il fallait enlever un Juif « parce qu'ils sont bourrés de thunes ». Des documents de soutien au Comité de bienfaisance et

16. Sadri Khiari, *Sainte Caroline contre Tariq Ramadan : le livre qui met un point final à Caroline Fourest*, Éditions de la Revanche, 2011.

de secours aux Palestiniens et de propagande salafiste furent retrouvés par la police chez les ravisseurs, l'un d'eux ayant même récité une sourate du Coran lors d'un coup de téléphone à la famille Halimi. Rendue publique, l'affaire provoqua un énorme choc dans l'opinion, et une grande manifestation eut lieu à Paris le 25 février 2006, à laquelle la LCR décida de ne pas participer – premier signe de son désintérêt pour la lutte contre l'antisémitisme. Vingt-sept personnes – hommes et femmes – avaient participé à la séquestration et aucune n'avait tenté d'y mettre fin. Quant à Fofana, extradé de Côte d'Ivoire où il s'était enfui, il se revendiqua de plus en plus de l'islam, arrivant à son procès en criant « Allah vaincra ». La plupart des 27 furent accusés d'enlèvement, séquestration en bande organisée, actes de tortures et de barbarie, et d'assassinat, avec en outre pour sept d'entre eux l'accusation d'association de malfaiteurs en vue de commettre un meurtre avec préméditation en raison de l'appartenance, vraie ou supposée, de la victime à une ethnie, une race ou une religion, avec donc la circonstance aggravante d'antisémitisme.

Certains étant mineurs, le procès se tint à huis clos mais l'indignation fut générale, tant en France qu'à l'étranger. Le 25 février 2006 eut lieu à Paris une manifestation de plusieurs dizaines de milliers de personnes, avec des représentants de plusieurs organisations de gauche – PS, PCF, SOS Racisme – qui refusaient tout amalgame entre antisémitisme et islamisme. Pourtant c'est alors que commença à émerger l'idée qu'un antisémitisme lié à un islamisme d'« atmosphère » se développait en France. Impression confirmée quand une stèle à la mémoire d'Halimi érigée à Bagneux fut brisée en 2015, puis à nouveau en 2017, couverte d'inscriptions antisémites. De même, un arbre planté à sa mémoire en 2006 sur le lieu où avait été découvert le corps, fut scié en 2019, de même qu'un autre à Épinay-sur-Seine en 2025.

Dès lors, les gauches furent de plus en plus souvent interpellées par cette montée de l'antisémitisme, et fracturées par cette question. Ainsi, en juillet 2008 le dessinateur Siné fut licencié de *Charlie Hebdo* pour une chronique considérée comme antisémite par son directeur Philippe Val, ce qui valut à Siné une pétition de soutien signée, entre autres, de Daniel Bensaid, Alain Krivine et Olivier Besancenot de la LCR trotskiste, de Rony Brauman et de Pierre Stambul de l'UJFP¹⁷. Cette pétition appela une réponse de deux ex-militants de la LCR qui s'indignaient que leur parti eût refusé de participer à la manifestation de protestation contre le meurtre d'Ilan Halimi, au prétexte que « les Juifs sont riches ». Et de conclure : « Nous savons combien ce fléau [l'antisémitisme] a imprégné le mouvement ouvrier [...] comment l'antisémitisme a été

17. Philippe Val, *La gauche et l'antisémitisme*, Éditions de l'Observatoire, 2025.

considéré comme “un premier pas vers l’anticapitalisme” par des leaders du mouvement socialiste révolutionnaire à ses débuts. [...] et a été une constante du stalinisme [...] »¹⁸.

III. DÉCOLONIALISME ET RETOUR DES NÉGATIONNISTES

Dès ces années, le nombre d’agressions antisémites augmenta brusquement comme le relevait *Le Monde* qui notait qu’entre le 29 mars et le 17 avril 2002, 395 actes antisémites avaient été commis – des graffitis aux agressions physiques –, ajoutant que « le lien avec la tournure dramatique prise par le conflit israélo-palestinien apparaît clairement »¹⁹. C’est dans ce climat « antisioniste » et « décolonialiste » de plus en plus communautariste que Dieudonné revint sur la scène politique, attaquant aussi bien « le Blanc esclavagiste », que « le capitaliste puissant » ou encore le pape Jean-Paul II parce que « l’Église catholique cautionne l’argent, la différence et le racisme »²⁰. Il évoqua de plus en plus souvent « le racisme inventé par Abraham », le « lobby juif », « les Juifs, une secte et une escroquerie ». Il se présenta à nouveau aux élections législatives de 2002, mais dans une posture beaucoup plus communautariste « noire et antillaise », contre le député sortant Dominique Strauss-Kahn à qui il reprochait sa position sur la Palestine, tout en établissant, sur le modèle de Césaire, une fausse comparaison entre traite négrière et génocide des Juifs. Il mettait en scène une concurrence des mémoires, entre de prétendues hypermnésie de la Shoah et amnésie de l’esclavage, et tenait un discours marqué au coin de l’antisémitisme. Promoteur de la « quenelle » – salut nazi inversé devenu un signe de reconnaissance des antisémites entre eux –, il fut l’auteur de provocations avec des chansons (« Shooananas »), consacra un spectacle en l’honneur du président iranien antisémite Mahmoud Ahmadinejad et fustigea le « puissant lobby des youpins sionistes »²¹. En juin 2004, il figura sur la liste présentée en Île-de-France par la CAPJO-EuroPalestine aux élections européennes. Et le 29 décembre, au Zénith de Paris devant cinq mille personnes, il présenta son nouveau spectacle où il attaquait des artistes juifs connus, obtenant un triomphe du public. Il était alors toujours soutenu par

18. Bernard Schalscha, Gérard Garnier, « Le soutien de la LCR à Siné, une affligeante dérive », *Le Monde*, 2 août 2008. Sur les arrière-plans de ce crime ignoble voir le beau livre de Morgan Sportès, *Tout, tout de suite*, Fayard, 2011.

19. *Le Monde*, 19 avril 2002.

20. *France Soir*, 21 mars 2000.

21. Voir Michel Briganti, André Déchot, Jean-Paul Gautier, *La Galaxie Dieudonné*, Syllepse, 2011, p. 35-43.

des personnalités de gauche – Guy Bedos, Gérard Miller, Noël Mamère, Pascal Boniface –, même si Anne-Sophie Mercier, collaboratrice de *Charlie Hebdo*, rapporta qu'on venait d'assister « au plus grand meeting antisémite qu'on ait vu en France depuis soixante ans »²².

En mars 2005, Dieudonné se rendit en Martinique où il fut reçu par Césaire qui l'assura de son soutien ; et en mai il participa à une manifestation des Indigènes de la République à Paris. Il mit alors son théâtre à la disposition du franco-béninois Kémi Séba, un activiste suprémaciste noir, violent, raciste et antisémite qui, après l'assassinat d'Ilan Halimi, avait menacé des associations juives : « Que notre frère [Fofana, le chef du « gang des barbares »] soit coupable ou pas, nous vous prévenons que si d'aventure, il vous prenait l'envie d'effleurer ne serait-ce qu'un seul de ses cheveux au lieu de lui laisser avoir un procès équitable, nous nous occuperons avec soin des papillotes de vos rabbins »²³. Bientôt converti à l'islam et ayant créé le Mouvement des Damnés de l'Impérialisme, Séba fut sollicité en 2009 pour participer à la liste de Dieudonné aux élections européennes, avant de se rallier à l'Iran d'Ahmadinejad et à la Russie de Poutine où il fut reçu officiellement, jusqu'à ce qu'en 2024 un décret le prive de sa nationalité française.

En même temps, Dieudonné se rapprocha de Thierry Meyssan et d'Alain Soral – un ex-communiste à qui sa maîtrise de la langue et de la grammaire du totalitarisme permit, en changeant de vocabulaire, de passer à l'extrême droite antisémite. Il fréquentait les islamistes mais aussi le Front national et il demanda à Jean-Marie Le Pen d'être le parrain de sa fille. Il fit l'éloge de Ramadan et du Hamas, tout en appelant à voter José Bové puis Ségolène Royal lors de l'élection présidentielle de 2007. En 2009, il lança avec Soral, en vue des élections européennes, une « liste antisioniste » issue du Parti antisioniste lié au centre Zahra (Grande-Synthe), une organisation musulmane proche du régime iranien et du Hezbollah libanais. En 2019, ce parti fut dissout en conseil des ministres au motif de la promotion du *djihad* armé. Dieudonné diffusa à cette occasion une affiche intitulée « Pour une Europe libérée de la censure, du communautarisme, des spéculateurs et de l'OTAN » où figurait en arrière-plan un Juif religieux avec sa barbe et son chapeau, et au premier plan Dieudonné faisant le geste de la « quenelle » qu'il reprit dans ses spectacles et qui fit fureur sur les réseaux sociaux²⁴. Lorsque le ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, fit interdire ses spectacles, Dieudonné fut soutenu à gauche au nom de la liberté d'expression.

22. Anne-Sophie Mercier, *Dieudonné démasqué*, Seuil, 2009.

23. « Les délires antisémites de la Tribu Ka », *Le Figaro*, 30 mai 2006.

24. Voir Sara Amadori, « La "quenelle". Valeurs symboliques et rhétoriques d'une insulte gestuelle », *Mots. Les langages du politique*, n°110, 2016, p. 83-98.

Le masque tomba quand le 26 décembre 2008 au Zénith, lors de son spectacle *J'ai fait l'con*, il invita le négationniste Robert Faurisson à monter sur la scène, le fit applaudir par les spectateurs et lui fit remettre le « Prix de l'inféquentabilité et de l'insolence » par un comparse déguisé en pseudo-déporté portant une étoile jaune, pendant qu'une partie de la salle criait « Vive la Palestine ». Dès lors il fréquenta les principaux négationnistes – Ginette Skandrani, Serge Thion, Maria Poumier et Paul-Éric Blanrue. Ce dernier réalisa en 2012 un film à la gloire de Faurisson, diffusé sur le site de Dieudonné, qui obtint le premier prix « du courage, de la résistance et de la combattivité » en Iran où Blanrue fut reçu en audience privée par le président Ahmadinejad, antisémite patenté aspirant à la destruction d'Israël.

En effet, parallèlement à la montée en puissance d'une mobilisation pro-palestinienne radicalement antisioniste et de plus en plus associée à des expressions d'antisémitisme, le courant négationniste poursuivait son action. En février 2005, sur la chaîne TV iranienne Sahar, Robert Faurisson déclara que pour les nazis l'expression « solution finale » signifiait « territoriale » et visait l'installation des Juifs sur un territoire non européen, niant ainsi toute politique d'extermination physique. En décembre 2006, il fut invité à participer à Téhéran à un rassemblement de négationnistes où il dénonça « le complot judéo-sioniste ». Ainsi, ce discours issu de l'extrême gauche puis relayé par l'extrême droite fut récupéré et diffusé par de nombreux régimes – arabes et iranien, sunnites ou chiïtes –, ce qui eut pour effet mécanique à la fois de disculper les idéologies antisémites et d'annuler la réalité des Juifs comme victimes du génocide nazi, tout en inversant systématiquement le statut de victime et de bourreau : les Juifs devenaient les bourreaux d'un génocide arabo-musulman imaginaire.

Cette même année fut créé le Front uni des Immigrations des quartiers populaires dont l'un des principaux animateurs était Saïd Bouamama, membre de la Coordination communiste²⁵ et cofondateur des Indigènes de la République, favorable à un « mouvement autonome de l'immigration », qui soutenait Dieudonné en 2005 et qui militait en 2016 pour la libération de Georges Ibrahim Abdallah – un communiste libanais, chef de la Fraction armée révolutionnaire libanaise, condamné à perpétuité en France pour deux assassinats. S'accomplit ainsi la convergence finale des antisémitismes pluriels, cimentée par le négationnisme et dont Pierre-André Taguieff définit les principes – « l'anticapitalisme (marxiste), l'anti-occidentalisme (islamiste) et l'antiracisme anti-Blancs (décolonialisme) »²⁶.

25. Il s'agit d'une tendance apparue au sein du PCF en 1991 sous l'intitulé Coordination communiste pour le renouveau révolutionnaire du PCF, puis en 1994 comme Coordination communiste pour la renaissance léniniste et continuité révolutionnaire du PCF.

26. Pierre-André Taguieff, *Liaisons dangereuses. Islamo-nazisme, islamisme-gauchisme*, Hermann, 2021, p. 68.

IV. DAECH, LE CHOC DES ATTENTATS ANTISÉMITES ET LE VIRAGE IDÉOLOGIQUE DES GAUCHES

À partir de mars 2012, dans un climat où l'antisémitisme était de plus en plus prégnant, la France fut à nouveau visée par une série d'attentats islamistes qui renvoyaient à la création depuis 2006 de l'État islamique d'Irak – connu sous l'intitulé Daech –, issu d'une branche d'Al-Qaïda. Très actif sur les réseaux sociaux, Daech parvint à recruter, en particulier en France, de nombreux jeunes d'origine arabo-musulmane ou convertis à l'islam, qui s'acheminèrent vers le territoire de Daech en Syrie-Irak. Beaucoup d'entre eux y eurent un comportement cruel et abominable, mettant en esclavage sexuel les femmes et exterminant les hommes – les chrétiens et les yézidis qui pratiquent une ancienne religion mésopotamienne. Daech appelait tous les musulmans à tuer les non-musulmans et surtout ceux qui critiquaient l'islam.

En mars 2012, Mohamed Merah, un jeune d'origine algérienne né à Toulouse, entama une sanglante virée. Il assassina dans sa ville un militaire d'origine marocaine – « Tu tues mes frères, je te tue » –, puis à Montauban deux militaires d'origine algérienne. Le 19 mars, il attaqua à Toulouse l'école juive Ozar Atorah, y assassina Jonathan Sandler et ses deux enfants de trois et six ans et une autre fillette ; venu récupérer les corps pour les enterrer en Israël, le père de Jonathan, Samuel Sandler, déclara : « Mon petit cousin a été déporté à Auschwitz à l'âge de huit ans en 1943. Je pensais que les enfants ne seraient plus assassinés en France, ou dans le monde ». Apparut alors dans certaines banlieues le slogan « Vive Merah » peint sur des murs, slogan qui allait resurgir en 2024 accompagné de menaces de mort à l'encontre de Latifa Ibn Zlaten, la mère d'un des assassinés de mars 2012, peint sur sa maison : « Juif bientôt mort. » Le 8 octobre 2023 à Carcassonne, le slogan « Tuer les Juifs est un devoir » fut encore peint sur la palissade du stade Jean-Claude Mazet.

En juin 2012, après l'agression de trois jeunes Juifs à coups de marteau et de barre de fer à Villeurbanne, l'hebdomadaire *Marianne* s'interrogeait sur « cet antisémitisme que l'on ne veut pas voir ». Les paroles des jeunes interrogés à la sortie de la mosquée Rahma étaient significatives : « Mohammed Merah, un jeune comme nous qui a mis en échec toute la police française pendant plusieurs jours et qui a tué des juifs comme les soldats israéliens qui tuent des enfants palestiniens ! », « On a été scandalisé par la minute de silence dans les écoles de France pour les enfants juifs victimes de Merah, alors que pour les milliers d'enfants palestiniens, afghans ou iraniens, il n'y a que le silence ! » Enfin : « La Shoah, c'est une invention pour dominer le monde ! » Autant de discours

nourris d'une fausse symétrie et d'ignorance, alors que l'enquête annonçait toutes les dérives et actes qui suivront le 7 octobre 2023²⁷.

Élevé dans une famille musulmane adhérant à un islam radical, Mohamed Merah fut alors élevé au statut de héros, non sans une certaine obscurité, par ceux qui refusaient de s'interroger sur les conséquences meurtrières de l'antisémitisme en France. Le prestige de l'assassin perdurait toujours quand, le 19 mars 2025, jour anniversaire des assassinats de 2012, apparut au Toulouse Football Club un maillot floqué du nom de Merah, ce qui déclencha une enquête pour apologie de terrorisme. Après l'assassinat de la rédaction de *Charlie Hebdo*, l'historienne Mona Ozouf fit alors remarquer qu'« il y avait du chagrin le 11 janvier [2015] mais aussi, je crois, une sorte de remords collectif de ne pas avoir suffisamment pleuré les victimes de Mohamed Merah²⁸ », signifiant par là que la mesure de ces assassinats n'avait pas été prise ; en effet, la tragédie n'a pas été considérée comme un avertissement appelant une véritable politique pour contrer l'antisémitisme montant.

Ainsi, chez les écologistes, de nombreux militants reprochèrent à leur direction dont Eva Joly, d'avoir participé aux cérémonies d'hommage aux victimes à Toulouse et Montauban. Ils lui reprochèrent de ne pas « en faire autant » pour les enfants palestiniens tués lors d'échanges de coups de feu²⁹, confusion entre ce qui se passe au Proche-Orient et des assassinats survenus en France. De son côté Jean-Luc Mélenchon appela à « ne pas laisser le poison se répandre » mais quelques années plus tard il allait verser dans le complotisme lors de la campagne présidentielle de 2022, quand, le 6 juin au cours de l'émission « Questions politiques » sur France Inter, il fit une insinuation qui relativisait la signification des assassinats de Merah : « [...] De même vous verrez que dans la dernière semaine de la campagne présidentielle, nous aurons un grave incident ou un meurtre. Cela a été Merah en 2012. Cela a été l'attentat la dernière semaine sur les Champs-Élysées. Tout ça, c'est écrit d'avance. » Signe de sa part d'un certain complotisme et surtout d'une révision de la question de l'antisémitisme en France.

Les appels de Daech à « tuer les Juifs » et du Hamas à l'*intifada* arrivèrent en France sur un terrain déjà profondément labouré par une propagande islamo-gauchiste portée par une multitude de maisons d'éditions apparues à la fin des années 1990. Celles-ci publiaient de violents pamphlets, à bases pseudo-historiques, qui attaquaient systématiquement le monde européen, démocratique et « blanc » – et donc obligatoirement

27. *Marianne*, 23-29 juin 2012.

28. *La Dépêche*, 31 mars 2015.

29. *Le Monde*, 23 mars 2012.

esclavagiste, colonisateur et génocidaire. Mouvement « décolonial », études de genre, anti-impérialisme, radicalisme postmarxiste, antipatriarcat, postféminisme LGBT, condamnation de « l'Occident collectif » allaient désormais se fondre en un courant « intersectionnel » dont l'un des piliers fut l'antisémitisme déguisé en antisionisme, « Le Juif » devenant l'archétype de l'opresseur blanc³⁰. Cette nouvelle idéologie radicale venue des universités américaines prétendait réécrire l'histoire à travers la *cancel culture* : la volonté de chasser – « effacer » – du champ universitaire, intellectuel, médiatique et politique des personnes, des groupes ou des institutions dont le discours ou l'action étaient considérés comme intolérables par des mouvances activistes d'extrême gauche se réclamant de diverses minorités.

Cette idéologie trouva de multiples supports du côté d'éditeurs militants. Au catalogue des éditions d'Amsterdam, notons en 2004 l'ouvrage dirigé par Charlotte Nordman, *Le Foulard islamique en questions*, avec vingt-trois auteurs dont Bourdieu, Balibar, Bouteldja et autres habitués de cette mouvance. Nordman était la traductrice de Judith Butler, vieille militante marxiste américaine et juive antisioniste devenue la grande prêtresse américaine des études de genre, de la théorie *queer* et de la révolution « intersectionnelle » fédérant genre, lesbianisme, décolonialisme, écriture inclusive (y compris le pronom « iel »). Dès 2006, Butler considérait le Hamas et le Hezbollah comme des mouvements de libération authentiquement « de gauche » méritant d'être soutenus à ce titre.

En 2012, Houria Bouteldja, Sadri Khiari, Félix Boggio Éwange-Épée et Stella Magliani-Belkacem y publièrent *Nous sommes les indigènes de la République*. Et en 2013, Sadri Khiari signa *Malcolm X : stratège de la dignité noire*. C'est aux éditions La Fabrique, fondées par le chirurgien Éric Hazan qui militait aux côtés des communistes et soutint le FLN algérien, que parut l'essai *L'Industrie de l'Holocauste*³¹ dont l'auteur, Norman G. Finkelstein, dénonçait de supposés intérêts politiques œuvrant à la transformation de la mémoire de la Shoah en dogme destiné à interdire toute réflexion et critique de l'État d'Israël. Et aussi l'ouvrage de Zygmunt Bauman, présentant l'extermination des Juifs comme un phénomène purement bureaucratique lié à la modernité, en « oubliant » d'évoquer la dimension fondamentale de l'idéologie raciale et antisémite des nazis³². Déjà se dessinait l'un des contre-feux

30. François Rastier, « Antisémitisme intersectionnel et liberté académique », *Sciences de la société*, n° 109, 2022. L'auteur signale qu'un extrait de *Mein Kampf* où le mot « juif » avait été remplacé par « blanc », fut accepté sans sourciller par une revue intersectionnelle.

31. Norman G. Finkelstein, *L'Industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, Postface de Rony Brauman, La Fabrique, 2001.

32. Zygmunt Bauman, *Modernité et Holocauste*, La Fabrique, 2002.

que les courants pro-palestiniens allaient développer au fil des ans, à savoir l'instrumentalisation présumée par Israël de l'antisémitisme. Depuis, la ligne éditoriale de La Fabrique s'est encore radicalisée, ce qui lui a permis de gonfler son chiffre d'affaires de 20 % entre 2023 et 2024, preuve de l'existence dans l'université d'un lectorat acquis aux thèses du Hamas³³.

À côté de cette myriade de publications, *Le Monde diplomatique* fut un relais essentiel, devenant une sorte d'organe central de la mouvance pro-palestinienne, sous la houlette de son rédacteur en chef adjoint, Dominique Vidal, qui publia en 2003 chez Agone *Le mal-être juif* ; parmi les collaborateurs de l'ouvrage, Michel Warschawski, fils du grand rabbin de Strasbourg et fondateur de la LCR israélienne, associé au FPLP, puis à Vidal et Leila Shahid, déléguée de la Palestine auprès de l'Union européenne – avec qui il donna de nombreuses conférences, en particulier dans les quartiers de banlieue sur le thème de la Palestine. *Le Monde diplomatique* publia sur ce thème un dossier hétéroclite où était dénoncée une « stratégie qui assimile la culture musulmane à l'antisémitisme », comme s'il n'existait qu'une culture musulmane³⁴. Dans ce dossier figurait un article de Sonia Combe à propos de l'imputation d'antisémitisme envers la RDA. Or on sait que pour asseoir leur pouvoir en Allemagne de l'Est, les communistes, sous contrôle soviétique, employèrent nombre de nazis parmi lesquels le général Vincenz Müller, responsable de massacres de Juifs, chargé de créer la nouvelle armée de RDA. Le rejet de toute responsabilité de la RDA à l'égard de la Shoah fut relevé par *Le Monde* qui, dans son éditorial du 10 février 1991, soulignait que dans le conflit du Proche-Orient, « la RDA a toujours renchéri sur l'« antisionisme » du camp communiste ». Mme Combe avait pourtant elle-même signalé la difficulté du gouvernement est-allemand à prendre en considération la communauté juive³⁵.

Toute cette « agitation-propagande » vient conforter les choix de la gauche et de l'extrême gauche. En 2008, Jean-Luc Mélenchon quitta le PS et créa le Parti de gauche en cherchant à capter un électorat plus radical en vue de l'élection présidentielle de 2012 ; il demeura cependant dans la vieille épure léniniste de la lutte des classes, contre la social-démocratie. De son côté, en 2009, la Ligue communiste révolutionnaire créa le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) qui dès février 2010 présenta aux élections régionales dans le Vaucluse une candidate voilée, manière de dénoncer un « climat d'islamophobie ». Dès 2011 se dégagea au sein du NPA

33. Ismaël El Bou-Cottureau, « La lente dérive de la Fabrique, maison d'édition radicale-chic », *Le Point*, 23 novembre 2025.

34. *Le Monde Diplomatique*, « Manière de voir », mars 2025.

35. Sonia Combe, « Berlin-Est : du cimetière juif faisons table rase », *Libération*, 9-10 août 1986.

le courant communiste révolutionnaire qui s'éloignait déjà des rivages trotskistes avant de se renommer en 2022 « Révolution permanente » et faire de la cause palestinienne et du soutien inconditionnel au Hamas, organisation antisémite s'il en est, son combat majeur.

Un grand virage idéologique allait faciliter une nouvelle vision des luttes politiques. Déjà, en 2001, il avait été proposé au PS d'effectuer un virage stratégique. Pascal Boniface, spécialiste de géopolitique et favorable aux thèses de Tariq Ramadan, avait remis à la direction une note où il s'interrogeait sur la pertinence d'une ligne politique trop favorable à Israël en vue de l'élection présidentielle de 2002, expliquant que « dans l'évolution de la société française, désormais, le PS doit tenir compte du vote des musulmans »³⁶. Alors critiqué en interne, Boniface quitta le PS en 2003, tout en publiant *Est-il permis de critiquer Israël ?*³⁷.

En 2012, en prévision de la proche élection présidentielle, les responsables de la fondation socialiste Terra Nova examinèrent les différents moyens qui permettraient au candidat socialiste d'emporter la victoire. Ils actèrent le fait que la gauche portait « les valeurs de la classe ouvrière » mais que Mai 68 avait changé la donne et que le facteur socio-économique était remplacé par le « facteur culturel » : « Ce mouvement sur les questions de société se renforce avec le temps pour s'incarner aujourd'hui dans la tolérance, l'ouverture aux différences, une attitude favorable aux immigrés, à l'islam, à l'homosexualité, la solidarité avec les plus démunis »³⁸. Parmi les catégories à rallier, les jeunes, les diplômés, les femmes et « les minorités et les quartiers populaires », parmi lesquels « les Français de la diversité ».

Après avoir constaté que cette population, quand elle vote, le faisait massivement à gauche, le rapport rappelait qu'en 2006 près de 150 000 acquisitions de la nationalité française avaient été accordées, en augmentation de 60 % par rapport à 1995. Ainsi, « dans l'hypothèse d'une continuation à l'identique, ce sont entre 500 000 et 750 000 nouveaux électeurs, naturalisés français entre 2007 et 2012, qui pourront participer au prochain scrutin présidentiel [...] », étant entendu qu'« aujourd'hui, 6 à 7 % des Français sont musulmans et 23 % des Français ont au moins un parent immigré ». Et de conclure : « C'est un fait politique important : la France de la diversité est aujourd'hui la composante la plus dynamique, tant électoralement que démographiquement, de la gauche en France. » Le rapport de Terra Nova marqua l'abandon par le PS de la défense du monde ouvrier – qui n'a pas manqué, depuis, de rallier le FN

36. Julien Dray, *Qui est Mélenchon*, Plon, 2024, p. 185.

37. Pascal Boniface, *Est-il permis de critiquer Israël ?*, Robert Lafont, 2003, p. 138.

38. Bruno Jeanbart, Olivier Ferrand, « Gauche : quelle majorité électorale pour 2012 ? », Terra Nova, 2012.

puis le RN –, et une attention accrue à la population de culture musulmane, accompagnée d'un premier désamour pour la communauté juive. De fait, il y eut un très net survote à gauche des électeurs se déclarant de confession musulmane, tant pour Jean-Luc Mélenchon que pour François Hollande qui fut élu président³⁹.

Le choc des attentats islamistes de masse

L'euphorie qui saisit la gauche et l'extrême gauche à la suite de l'élection de François Hollande fut frappée de plein fouet, le 7 janvier 2015, quand fut massacrée la rédaction du journal satirique *Charlie Hebdo* – porte-étendard de toute la gauche et l'extrême gauche soixante-huitarde –, par le commando islamiste des frères Kouachi (12 morts), en même temps que des clients juifs d'un hyper-cacher à la porte de Vincennes (4 morts). Ces attentats marqués au sceau d'un antisémitisme radical, provoquèrent une vague de manifestations de protestation dans toute la France. Le 13 novembre, un commando actionné depuis l'étranger par Daech attaqua à Paris, en plein concert, la salle du Bataclan et ses alentours (132 morts et 413 blessés dont 99 très graves). Enfin, le 14 juillet 2016 à Nice, un terroriste fonçait dans la foule avec un camion et tuait 86 personnes. Encore ne s'agissait-il là que des attaques les plus meurtrières. Impossible ici de rappeler tous les attentats commis au fil des ans, impossible aussi de ne pas évoquer l'assassinat de Samuel Paty, le 16 octobre 2020, à la suite d'une campagne diffamatoire sur des réseaux sociaux islamistes radicaux.

C'est dans ce contexte de terreur islamiste qu'éclata l'affaire Bensoussan, emblématique du nouvel antisémitisme pluriel. Le 10 octobre 2015, dans son émission « Répliques » sur France Culture, Alain Finkielkraut recevait l'historien Georges Bensoussan, auteur de nombreux ouvrages sur l'antisémitisme et le sionisme, rédacteur en chef de la *Revue d'histoire de la Shoah*. Il avait en 2002 publié, sous le pseudonyme d'Emmanuel Brenner, *Les Territoires perdus de la République* où déjà il notait l'apparition d'un antisémitisme chez des jeunes d'origine maghrébine⁴⁰. En 2012, il montra comment les communautés juives s'étaient progressivement émancipées du statut de *dhimmi* – le régime de soumission des non-musulmans – qui était le leur en pays arabes⁴¹. Au cours de l'émission, il évoqua le fait qu'une partie de la jeunesse issue de l'immigration maghrébine et africaine rejetait la France au bénéfice d'une identité politico-religieuse portée par l'islam radical.

39. Voir Blandine Chelini-Pont, « Le vote des musulmans en France (2002-2022). De l'électorat captif à l'électorat capté ? », *Revue du droit des religions*, n°16, 2023.

40. Emmanuel Brenner (dir.), *Les Territoires perdus de la République. Antisémitisme, racisme et sexisme en milieux scolaires*, Mille et une nuits, 2002.

41. Georges Bensoussan, *Juifs en pays arabes. Le grand déracinement 1850-1975*, Tallandier, 2012.

Et d'évoquer un collègue algérien disant en substance que dans les familles arabes en France, « l'antisémitisme on le tète avec le lait de sa mère ». Dès le 13 octobre 2015, le site *Mediapart*, créé en 2008 par Edwy Plenel après sa démission forcée du *Monde*, relaya contre l'historien une pétition lancée par l'enseignante d'extrême gauche Laurence de Cock⁴². Il est vrai qu'un an plus tôt, en écho au « Pour les Juifs » d'Émile Zola paru dans *Le Figaro* du 16 mai 1896, Edwy Plenel avait publié *Pour les musulmans* (La Découverte) où il avançait l'idée que les musulmans étaient confrontés en France à la même persécution d'État que les Juifs au moment de l'affaire Dreyfus⁴³. Simultanément, le site Oumma.com dénonça « l'islamophobie la plus grotesque » et ajouta : « Si personne ne vient crier “halte à la haine”, armons-nous et préparons maintenant la guerre civile⁴⁴. »

Cinq mois plus tard, le CCIF déposa plainte, rejoint par la Ligue des droits de l'homme – créée en 1898 pour défendre Dreyfus –, SOS Racisme et la LICRA. Lors du procès tenu le 27 janvier 2017, l'accusation porta notamment sur l'usage par Georges Bensoussan de l'expression « têter au lait de sa mère », interprétée de manière littérale et biologique, ce qui conduisit à lui imputer un supposé « racisme biologique ». Le CCIF soutint ainsi que « l'antisémitisme serait transmis automatiquement dans les familles par le lait maternel qui nourrit tous les bébés ». Michel Laval, l'avocat de Bensoussan, rappela pour sa part que cette expression relève d'un usage métaphorique ancien dans la langue française, citant notamment Corneille, Racine, Bossuet, Mirabeau, George Sand et Victor Hugo. Le 7 mars 2017, l'historien fut relaxé. Cette affaire est souvent analysée comme un exemple des dérives d'un certain militantisme « antiraciste », dans lequel certains acteurs mobilisent le recours judiciaire à des fins d'intimidation ou de dissuasion à l'encontre de discours critiques portant sur le monde arabo-musulman. Plusieurs observateurs y voient également une stratégie visant à judiciaireiser le débat public et à fragiliser la légitimité intellectuelle d'un historien juif reconnu par ses pairs. En janvier 2016, Houria Bouteldja, figure de proue des Indigènes de la République, publia un ouvrage au ton violemment polémique, *Les Blancs, les Juifs et nous*, marqué par une dénonciation systématique de ce qu'elle désigne comme la « blanchité », ciblant notamment des figures comme Albert Camus. Elle y affirme notamment : « Le “je” cartésien va jeter les fondements philosophiques de la blanchité ». Ce texte s'inscrit dans une logique explicitement raciste, perceptible notamment dans le chapitre intitulé « Vous les Juifs », où l'auteure écrit :

42. Elle publiera en 2018 *Dans la classe de l'homme blanc : l'enseignement du fait colonial en France des années 1980 à nos jours*, Presses universitaires de Lyon.

43. Didier Leschi, « Antisémitisme, encore tant à faire », *L'Arche*, novembre-décembre 2024.

44. Cité par Jacques Tarnier, « Les tartuffes de l'antiracisme », in Olivier Geay et alii, *Autopsie d'un déni d'antisémitisme. Autour du procès fait à Georges Bensoussan*, l'Artilleur, 2016.

« Je vous reconnaîtrais entre mille », mobilisant ainsi des stéréotypes historiquement associés aux formes les plus classiques de l'antisémitisme. Une telle rhétorique, fondée sur l'assignation identitaire, rappelle des procédés déjà observés dans les idéologies totalitaires du ^{xx}^e siècle. Elle intervient, par ailleurs, dans un contexte marqué par les attentats islamistes ayant fait de nombreuses victimes juives depuis 2012, dimension largement absente de son analyse. Lors de la présentation de l'ouvrage à Paris, le 17 mars 2016, Houria Bouteldja déclara : « Il y a un problème, c'est le monde blanc. [...] Il y a un sous-problème, ce sont les Juifs ». Le fondateur des éditions La Fabrique, Éric Hazan, ajouta quant à lui : « De façon plus générale, il faut résister à mort à l'instrumentalisation du génocide nazi. [...] C'est devenu une espèce de religion internationale. Il faut lutter contre ça par tous les moyens ». Ces propos interrogent d'autant plus qu'Éric Hazan, né en 1936, dut vivre caché à Marseille pendant l'Occupation afin d'échapper aux persécutions antisémites. Ce contraste souligne les tensions et les ambiguïtés qui traversent certains courants intellectuels contemporains lorsqu'ils abordent la question juive. À la suite de l'attaque de la mosquée de Bayonne le 28 octobre 2019, par un homme de 84 ans, un appel à manifester contre l'islamophobie fut lancé pour le 10 novembre, à l'initiative d'un élu communiste de Saint-Denis (93), Madjid Messaoudene, qui s'était déjà fait remarquer en 2012 quand, après le massacre des enfants juifs de l'école de Toulouse, il avait tweeté à plusieurs reprises, ironisant sur « le présumé tueur [qui] n'est pas resté casher très longtemps ». C'est encore lui qui avait mis à disposition la bourse du travail de Saint-Denis pour le congrès de fondation du Parti des Indigènes de la République (PIR) en 2010, puis le 11 décembre 2015 – en pleine vague d'attentats antisémites – sur le thème de l'islamophobie avec en invité vedette Tariq Ramadan, et encore pour un meeting commun en 2016 avec le PIR et l'UOIF – l'Union des organisations islamiques de France, émanation des Frères musulmans⁴⁵. Cet appel à manifester était signé de cinquante personnalités dont des journalistes – Alain Gresh et Dominique Vidal du *Monde diplomatique*, Edwy Plenel de *Mediapart*, Pierre Jacquemain de *Regards* –, des élus communistes, écologistes et de LFI, des syndicalistes de la CGT, et des universitaires – Étienne Balibar, Ludvine Bantigny, Éric Fassin. Tout en n'évoquant à aucun moment les attentats islamistes, cet appel les mettait de manière subliminale en équivalence avec une prétendue « stigmatisation grandissante » des musulmans, « allant même jusqu'à des tentatives de meurtre » – mais seulement des « tentatives »⁴⁶ !

45. Voir Hadrien Matoux, « À Saint-Denis, l'embarrassant Monsieur Messaoudene, à l'origine de la marche contre l'islamophobie », *Marianne*, 8 novembre 2019.

46. « Le 10 novembre à Paris, nous dirons STOP à l'islamophobie », *Libération*, 1er novembre 2019.

La manifestation réunit plus de dix mille personnes et donna lieu à une mobilisation exceptionnelle de l'ensemble des organisations de l'extrême gauche et de la gauche radicale : PCF, NPA, UNEF, UCL (Union communiste libertaire), EELV (les Verts), Lutte ouvrière, Génération.s, Attac, ainsi que des militants issus du CCIF, du PIR et de plusieurs associations pro-palestiniennes. De nombreuses personnalités politiques y participèrent, parmi lesquelles Jean-Luc Mélenchon et plusieurs dirigeants de La France insoumise, Benoît Hamon, ancien ministre de l'Éducation nationale et de l'Enseignement supérieur, ainsi qu'Ian Brossat, figure du Parti communiste à Paris et adjoint de la maire de Paris Anne Hidalgo. Tout au long de la manifestation, des slogans religieux tels que « *Allahu akbar* » furent scandés à plusieurs reprises, donnant à l'événement une dimension identitaire et confessionnelle inhabituelle dans un rassemblement présenté comme relevant du combat antiraciste.

Le cas d'Esther Benbassa apparaît, à cet égard, particulièrement révélateur. Sénatrice écologiste élue en 2011 puis à nouveau en 2017, elle participa à la manifestation entourée de participants arborant une étoile jaune et un croissant jaune portant la mention *Muslim*. Cette mise en scène établissait un parallèle implicite entre la situation des musulmans en France et la persécution, la déportation et l'extermination des Juifs durant l'Occupation, rapprochement historiquement infondé et moralement indigne. Cette initiative suscita de vives polémiques au sein de la gauche. Le 18 novembre, le Huffington Post publia ainsi une tribune intitulée « Esther Benbassa fait honneur à la République », signée par plus de cent-vingt intellectuels, universitaires, militants associatifs et responsables politiques français et étrangers, illustrant les profondes divisions qui traversent désormais ce camp politique. Il est néanmoins frappant de constater que nombre de ces manifestants, mobilisés après une attaque ayant fait deux blessés, ne mentionnaient pas, dans leurs prises de position publiques, la vague d'attentats islamistes qui, entre 2012 et octobre 2019, a causé en France et au même cri de « *Allahu akbar* » plusieurs centaines de morts et de blessés. Cette asymétrie dans l'indignation interroge la hiérarchisation des violences et des victimes opérée par certains courants militants de gauche. De son côté, Jean-Luc Mélenchon, qui avait recueilli près de quatre millions de voix au premier tour de l'élection présidentielle de 2012, engagea rapidement la préparation de l'échéance suivante. S'inspirant du mot d'ordre léniniste selon lequel « le parti se renforce en s'épurant », il réduisit volontairement les effectifs du Parti de gauche, passés d'environ 6 000 à 4 000 adhérents, afin de consolider un noyau militant étroitement loyal. En février 2016, il transforma ensuite son mouvement en La France insoumise. Ce changement d'identité politique s'accompagna d'une inflexion idéologique marquée, caractérisée par un recul des références traditionnelles de la gauche,

telles que l'universalisme et la laïcité, dont il avait jusque-là été l'un des défenseurs les plus visibles, et par le développement d'un discours plus radical en direction des populations issues de l'immigration, notamment originaires d'Afrique du Nord et d'Afrique subsaharienne, majoritairement musulmanes. Lors de l'élection présidentielle de 2017, Jean-Luc Mélenchon échoua à accéder au second tour pour environ 600 000 voix. À la suite de ce scrutin, il s'appuya sur les analyses issues notamment des travaux de Terra Nova pour orienter sa stratégie vers une mobilisation accrue des quartiers populaires. Cette évolution s'accompagna d'un rapprochement avec certains réseaux militants défendant une conception communautariste de l'engagement politique, parfois en tension avec les principes d'intégration républicaine. Dans ce contexte, le soutien affirmé à la cause palestinienne constitua un axe central de sa stratégie de rassemblement. L'ensemble de ces choix s'inscrit dans une démarche de conquête politique structurée, visant à articuler implantation locale, mobilisation étudiante et influence intellectuelle. Cette réorientation fut saluée par Houria Bouteldja, qui déclara : « Dans ce magma, il y a un butin de guerre qui s'appelle Mélenchon. Il a fait un choix, on revient de loin. C'était une espèce de laïcard de dingue, il dit des choses qu'il n'avait jamais dites il y a quinze ans. » À partir de 2013 au moins, notamment lorsqu'il mit en cause Pierre Moscovici en évoquant des origines qui, selon lui, l'amèneraient à « ne plus penser en français mais dans la langue de la finance internationale », Jean-Luc Mélenchon multiplia les déclarations suscitant de vives interrogations quant à leur portée symbolique. Le 15 juillet 2020, sur BFMTV, il déclara ainsi : « Je ne sais pas si Jésus était sur la croix. Je sais qui l'y a mis, paraît-il, ce sont ses propres compatriotes ». Cette affirmation réactive un motif ancien de l'antijudaïsme chrétien, fondé sur l'accusation collective de déicide, pourtant formellement condamnée par l'Église catholique lors du concile Vatican II en 1964, et historiquement contredite par le fait que la crucifixion fut décidée et exécutée par les autorités romaines. Par ailleurs, en 2019, Jean-Luc Mélenchon participa à la manifestation parisienne contre « l'islamophobie », dont l'appel fut notamment signé par Rachid Eljay, ancien imam de Brest, connu pour des prises de position publiques radicales, notamment en 2015, appelant des enfants à renoncer à la musique sous peine de châtement divin, et tenant des propos visant à justifier les violences sexuelles à l'encontre de femmes ne respectant pas certaines normes vestimentaires religieuses. Pour construire cette nouvelle idéologie, Mélenchon créa en octobre 2019 l'Institut La Boétie censé « porter et partager une pensée critique qui [...] représente aujourd'hui la seule alternative au système dominant et dévastateur néo-libéral ». Parmi la vingtaine de membres de son conseil scientifique, on notait la présence de Bernard Pignerol, énarque, conseiller d'État, cofondateur

de SOS Racisme et délégué général aux relations internationales de la ville de Paris de 2007 à 2014 ; ou encore d'Ignacio Ramonet, directeur du *Monde diplomatique* de 1990 à 2008, étroitement associé à Fidel Castro et au Venezuela d'Hugo Chavez et Nicolas Maduro ; et surtout de Jean Ziegler, le protecteur en Suisse de Tariq Ramadan. Tous pro-palestiniens inconditionnels. L'une des figures de l'Institut n'est autre que le prix Nobel de littérature Annie Ernaux dont la complaisance envers l'Union soviétique, pendant les années sombres de la répression contre les dissidents, est de notoriété publique. Elle est aujourd'hui un fervent soutien de Houria Bouteldja, partisane du boycott d'Israël, y compris en matière culturelle, et milite avec l'association France Palestine Solidarité.

V. LE SÉISME DU 7 OCTOBRE 2023

L'attaque surprise du Hamas contre Israël provoqua le 7 octobre la mort de près de 1 200 personnes, dont plus de 800 civils – dont 282 femmes, 37 enfants et de nombreux salariés étrangers (39 Thaïlandais, 10 Népalais, etc.) –, et près de 5 000 blessés ; elle aboutit à la prise d'otages de 251 personnes, dont une quarantaine d'enfants et d'adolescents. Pour appréhender l'ampleur du traumatisme, il suffit de rapporter ce nombre de victimes à la population si une telle action terroriste avait touché la France : cela aurait entraîné en une journée l'assassinat de plus de 7 000 personnes, dont 1 900 femmes, 260 enfants, et plus de 45 000 blessés – du jamais vu. Au regard du choc provoqué par l'attaque contre *Charlie Hebdo* (12 morts), on imagine le formidable traumatisme que cela aurait entraîné. Cette attaque suscita en retour une violente réaction militaire d'Israël, liée au choc subi qui rappelait trop les pogroms barbares de la Russie tsariste (viols systématiques, égorgements, événements, etc.) et surtout des événements beaucoup plus proches sur les plans temporel et territorial. Ainsi du pogrom qui éclata en 1941 à Bagdad en Irak, visant des Juifs présents sur place depuis l'époque babylonienne : 600 d'entre eux furent massacrés au sabre et au couteau au nom du « farhoud » – le pillage violent –, une main rouge étant peinte sur la porte de leur maison pour les désigner à la foule aux cris de « Allah » et de « Tuez les Juifs »⁴⁷. Bagdad où précisément s'était réfugié le Grand Mufti de Jérusalem à partir d'octobre 1940 et jusqu'en novembre 1941, avant qu'il ne rejoigne l'Allemagne hitlérienne. L'attaque du 7 octobre inaugura de fait une guerre régionale avec les forces de l'« axe de la résistance »

47. Douglas Murray, « Ce qu'il nous faut défendre », *Le Point*, 6 novembre 2025.

conduite par l'Iran et ses affidés – Hamas, Hezbollah, Jihad islamique, Houthis du Yémen et de Syrie jusqu'à la chute de Bachar el-Assad en décembre 2024.

On a depuis mesuré chaque jour ce que payaient les Gazaouis, en vies, en blessés et en destructions, ce qui interroge sur la décision du Hamas d'engager cette opération. Selon *Libération* du 12 juin 2024, sur la base de ses échanges interceptés avec les négociateurs du Hamas, le cynisme de son chef militaire, Yahia Sinwar, fut révélé. Il montrait « un froid mépris pour la vie humaine » et faisait « un calcul selon lequel davantage de combats – et davantage de morts civiles palestiniennes – joueraient à son avantage ». Retranché à Gaza, le leader affirmait : « Ce sont des sacrifices nécessaires ». Un feu vert pour l'action et des garanties ultérieures ont-ils été donnés au Hamas par certaines puissances ? Ainsi la Russie n'a jamais condamné l'action du 7 octobre et a reçu dès le 26 octobre à Moscou une délégation du Hamas dont le chef politique, Ismaël Haniyeh, déclarait le 1^{er} novembre 2023 : « Il y aura d'autres 7 octobre jusqu'à ce qu'Israël disparaisse ». Ce qui correspond à l'article 20 de la charte du Hamas mise à jour en 2017 : « Le Hamas rejette toute alternative à la libération complète et achevée de la Palestine, du fleuve à la mer ».

À cet égard, rappelons que le 26 février 2022 l'agence russe RIA Novosti publia un éditorial signé de Piotr Akopov, qui justifiait *ad nauseam* l'invasion russe de l'Ukraine tout en indiquant le sens plus général de l'opération : « La Chine, l'Inde, l'Amérique latine, l'Afrique, *le monde islamique* [c'est nous qui soulignons] et l'Asie du Sud-Est, plus personne ne croit que l'Occident dirige l'ordre mondial, et encore moins qu'il en fixe les règles du jeu. La Russie n'a pas seulement défié l'Occident, elle a montré que l'ère de la domination occidentale mondiale peut être considérée comme complètement et définitivement révolue.⁴⁸ » Ce message, contredit par l'échec évident de l'« opération militaire spéciale », fut très vite effacé, mais il était une claire contestation du fonctionnement démocratique des États, fondé sur le respect de la personne humaine et sur l'État de droit. Autant de « règles » violemment combattues par les islamistes de toute obédience.

Le 7 octobre, en signe de victoire, les assaillants du Hamas brandirent leurs mains couvertes de sang juif, tout comme des Palestiniens l'avaient fait à Ramallah quand, le 12 octobre 2000, ils avaient surpris deux soldats israéliens et les avaient lynchés. Rappelons ici que Gilbert Mury, ex-membre du PCF passé du côté du FLN, puis devenu un thuriféraire de la Chine maoïste et de l'Albanie d'Enver Hodja, proclamait : « Un jour viendra où notre cri de guerre deviendra : “Celui qui n'a pas

48. Décryptage Fondapol, 2 mars 2022 [en ligne].

trempé ses mains dans le sang de l'ennemi de classe est à peine digne du nom de communiste"⁴⁹ ». Mury qui était depuis des années en contact avec le Fatah et le FPLP, annonçait déjà en 1973 tous les thèmes d'un antisionisme radical – Israël colonialiste, raciste, agent de l'impérialisme américain, héritier des nazis menaçant les Palestiniens d'une « tentative d'extermination massive »⁵⁰. L'ennemi de classe a depuis été remplacé par l'ennemi juif. À l'extrême gauche, les plus radicaux exprimèrent leur joie après le 7 octobre, comme le grand héraut des écologistes radicaux, Andreas Malm, militant de la branche suédoise de la IVe Internationale trotskiste : « La première chose que nous avons dite dans ces premières heures n'était pas tant des mots que des cris de jubilation. Ceux d'entre nous qui ont vécu leur vie avec et à travers la question de la Palestine ne pouvaient pas réagir autrement aux scènes de la résistance prenant d'assaut le checkpoint d'Erez. [...] Comment ne pas crier de stupeur et de joie ?⁵¹ »

De son côté, le NPA publia un communiqué stupéfiant : « Depuis ce matin, une vaste offensive a été lancée depuis Gaza par le Hamas en territoire "israélien". Il s'agit d'une offensive sans précédent qui a pris de court la direction militaire israélienne. En plus des roquettes tirées sur plusieurs postes militaires, certaines colonies autour de Gaza ont été acquises aux résistant/es. [...] Le NPA ne se joint pas à la litanie des appels à la prétendue "désescalade". En effet, la guerre contre les Palestinien/nes dure depuis 75 ans, et la gauche devrait se rappeler de la nécessaire solidarité avec les luttes de résistances contre l'oppression et l'occupation. Le NPA rappelle son soutien aux Palestinien/nes et aux moyens de luttes qu'ils et elles ont choisi pour résister. [...] Aujourd'hui comme hier, nous sommes toutes et tous palestien/nes. *Intifada* ! ». Soixante-quinze ans plus tard, le NPA s'alignait sur les positions du Grand Mufti de Jérusalem en 1947-48, visant à la destruction d'Israël.

La France insoumise était sur les mêmes positions mais s'exprimait avec plus de prudence. Mélenchon salua une « offensive armée de forces palestiniennes ». La « juriste » Rima Hassan déclara un peu plus tard que le Hamas avait mené « une action légitime du point de vue du droit international ». Manuel Bompard estima que le Hamas avait « commis des actes qui visent à semer la terreur », mais refusa de qualifier l'organisation de terroriste. La députée Danièle Obono, dirigeante du NPA ralliée à LFI, laissa entendre, le 17 octobre 2023 sur Sud-Radio, que le Hamas était « un mouvement de résistance qui se définit comme tel », ce qui

49. Cité par Philippe Buton, *Histoire du gauchisme. L'héritage de Mai 68*, Perrin, 2021, p. 265.

50. Gilbert Mury, *On leur fera la peau*, Éditions du Cerf, 1973, chapitre sur la « Palestine résistante », p. 118.

51. Discours à l'université américaine de Beyrouth le 8 avril 2024, cité par Sylvaine Bulle, « Andreas Malm et l'antisémitisme », 11 septembre 2024.

résonne comme une légitimation du viol comme arme de guerre et en dit long sur la perception qu'elle pouvait avoir de la nature du Hamas et de sa théocratie totalitaire. On ne peut que constater une perversion du langage comme dans 1984 de George Orwell dont on connaît les aphorismes en langage totalitaire – « La guerre c'est la paix/ la liberté c'est l'esclavage/ l'ignorance c'est la force » – qui peuvent se traduire aujourd'hui en langage LFI : le terrorisme c'est la résistance, l'ignorance c'est la conviction⁵², l'antisémitisme c'est l'antiracisme.

Dès lors, la position de l'extrême gauche se déploya selon quatre axes : l'enthousiasme provoqué par l'attaque du 7 octobre, le déni de la réalité du massacre de masse devenu un acte de « résistance », la délégitimation de l'existence d'Israël et le renversement de la culpabilité avec le slogan « génocide à Gaza ». Cette position fractura à nouveau les gauches. Fabien Roussel, secrétaire national du PCF, dénonça le 11 octobre sur France Bleu Nord « cette incapacité de leur part [LFI] de qualifier un acte terroriste avec les mots qu'il faut, donc il faut avoir ce débat [...] ». Et la maire de Paris, Anne Hidalgo, quant à elle, avait déjà demandé au PS de quitter l'alliance de la gauche, la Nupes, en raison des positions de LFI sur le conflit au Proche-Orient.

La nouvelle orientation de J.-L. Mélenchon, inaugurée en 2017, impliquait de s'investir dans le soutien au « peuple palestinien » et donc d'envoyer des signaux antisémites. Ce fut d'abord la participation de Louis Boyard, député LFI, à des manifestations quotidiennes en avril 2024 devant les locaux de Sciences Po Paris, dénonçant le « génocide à Gaza » et visant des étudiantes pour leur appartenance à la communauté juive. La chose n'était guère surprenante puisque depuis les années 1990 l'Iran subventionnait le FPLP et par ce biais l'association étudiante Samidoun, très active dans l'occupation de l'Université Columbia de New York et qui exerçait une influence grandissante sur les campus⁵³. En France, peu après le 7 octobre, Samidoun fut autorisée à ouvrir un bureau à Sciences-Po Paris et organisa une occupation des locaux universitaires, bientôt imitée à la Sorbonne et dans d'autres universités. Son slogan de ralliement était « *Palestine will be free, from the River to the Sea* ». En avril 2024 devant Sciences Po, elle manipula des symboles qui étaient de véritables appels au meurtre : les mains rouges de sang, reprises de la scène de lynchage des deux soldats israéliens à Ramallah. Plus récemment, à l'Université Paris-I Panthéon-Sorbonne, un étudiant lança sur un groupe WhatsApp

52. À plusieurs reprises, Mathilde Panot s'est fait remarquer par son ignorance de simples faits historiques – à propos de Léon Blum – ou géographiques, se révélant incapable de situer la Palestine par rapport au Jourdain.

53. L'organisation est considérée comme terroriste aux États-Unis, au Canada, aux Pays-Bas, et comme antisémite en Allemagne. En juin 2024, la remise des diplômes à l'École normale supérieure fut l'occasion d'une séance pro-Hamas, sans véritable réaction de la direction.

un « sondage » avec pour question « Les Juifs pour ou contre ? » revendiquant un « sondage à but informatif et humoristique⁵⁴ » [sic].

Bientôt, ce furent le député socialiste Jérôme Guedj et le député européen Raphaël Glucksmann qui furent la cible de LFI. Désormais lié aux réseaux des Frères musulmans, J.-L. Mélenchon reçut, après le 7 octobre, le soutien du journal antisémite d'extrême droite *Rivarol* : « Jean-Luc Mélenchon [...] refuse avec un certain courage, et même un courage certain, de s'aligner inconditionnellement sur l'entité sioniste et de cautionner les crimes abominables commis ces dernières semaines, de manière incessante, par le gouvernement israélien », écrivait dans son éditorial Jérôme Bourbon, le directeur de la publication⁵⁵. Très vite, Mathilde Panot dénonça la guerre à Gaza comme le « premier génocide du XXI^e siècle », surenchère qui oubliait le Darfour, les Yézidis et les Ouïghours⁵⁶.

L'élu LFI de la 9^e circonscription du Nord, David Guiraud, qui s'était formé, selon les dires de son père socialiste, avec « les vidéos de Dieudonné et Alain Soral », utilisa dans son langage la métaphore des « dragons célestes » qui, dans le langage de Soral désignait les Juifs. Il était ami de Mehdi Meklat, un blogueur qui dans les années 2010 diffusait des tweets explicites : « Faites entrer Hitler pour tuer les Juifs. », et aussi « Regrette que Ben Laden soit mort. Il aurait pu tout faire péter » (8 juillet 2011), ou encore « Pourquoi les Juifs ont le droit de prendre le métro aussi ? » (10 avril 2014)⁵⁷. Guiraud ne s'est jamais désolidarisé de ce genre de déclaration. Il avait d'ailleurs apporté son soutien à l'Imam Hassan Iquioussen, proche des Frères musulmans et en voie d'expulsion à la suite de propos antisémites dès 2003.

LFI entretient également des liens avec le FPLP. Ainsi, Mariam Abou Daqqa, membre du bureau politique du FPLP, fut invitée par l'UJFP pour une tournée de conférences, en collaboration avec Ersilia Sourdaïs, élue LFI de la 7^e circonscription de Seine-et-Marne. Vice-présidente du groupe d'étude consacré à l'antisémitisme à l'Assemblée nationale, elle n'a jamais émis la moindre condamnation du Hamas ni du FPLP, pourtant classés comme organisations « terroristes » par l'Union européenne en raison de leurs multiples crimes terroristes. C'est d'ailleurs elle qui organisa la venue de M. A. Daqqa à l'Assemblée nationale, invitation finalement interdite. Mais Sourdaïs a soutenu Ahed Tamimi, militante palestinienne qui déclara à l'adresse des colons juifs de Cisjordanie : « Nous allons vous massacrer, et vous vous direz que ce que Hitler vous a fait n'était qu'une blague. Nous allons boire votre sang et manger vos crânes. »

54. *Le Monde*, 19 septembre 2025.

55. Jérôme Bourbon, « Éditorial », *Rivarol*, 25 octobre 2023.

56. Mélenchon s'est opposé à une résolution parlementaire dénonçant le génocide des Ouïghours : « Vous ne pensez pas que c'est un génocide. Vous avez des phrases [sic] et vous abaissez ce qu'est un génocide ».

57. « Le chroniqueur Mehdi Meklat mis en cause pour d'anciens tweets haineux », *Sud Ouest*, 20 février 2017.

Ersilia Sourdis a justifié les massacres du 7 octobre au prétexte que Gaza était « une prison à ciel ouvert », l'un des thèmes récurrents mis en avant par les pro-Hamas. Prison tenue d'une main de fer, comme l'on sait, par le Hamas, financée par le Qatar via Israël, et aidée de multiples façons par les ONG et l'UNRWA.

D'autres députés de LFI œuvrèrent sur la même ligne. Le 5 octobre 2023, Thomas Portes, élu de Seine-Saint-Denis, se rendit à la frontière entre l'Égypte et Gaza pour une rencontre avec Abu Amir Eleiwa, coordinateur de l'association française Humani'Terre, organisation qui s'est signalée par l'achat de petits véhicules électriques destinés aux handicapés, qui furent retrouvés dans les tunnels du Hamas. Il était accompagné de Ratiba Saï, militante LFI de Marseille, qui relayait sous divers pseudonymes, sur le net, la propagande du Hamas et du FPLP. Le député LFI de Marseille Sébastien Delogu, qui brandit le drapeau palestinien dans l'hémicycle, était un ancien du PCF et ami de Tahar Bouhafs, cet « indigène de la République » dont la candidature LFI en 2022 dans la 14^e circonscription du Rhône suscita l'opposition de la maire communiste de Vénissieux, Michèle Picard ; celle-ci a maintenu sa candidature avec le soutien du secrétaire national du PCF Fabien Roussel, refusant celle d'un homme « condamné [en 2022] en première instance pour injure raciale ». Le FPLP présent à Gaza a donc noué des liens indéfectibles avec LFI. En dépit de tous ces éléments avérés, Manuel Bompard, sur France Inter le 29 novembre 2024, affirmait sans vergogne : « Nous ne connaissons pas le Front de libération de la Palestine, nous n'avons jamais travaillé avec eux. » Ainsi, s'est constitué autour de J.-L. Mélenchon un « état-major » qui a diffusé et exploité à demi-mots et parfois ouvertement, les thèmes antisémites les plus classiques.

Autant de faits qui finirent par troubler la rédaction du *Monde*. *A priori* non hostile à Mélenchon et enclin à prendre sa défense sur le problème de l'antisémitisme en France, le quotidien a évolué : le 24 juin 2024, à la veille des élections législatives, l'éditorial « L'antisémitisme de droite ou de gauche, un même poison », faisant allusion au viol d'une adolescente juive à Courbevoie, dénonça les « préjugés qui, au xx^e siècle, menèrent le monde à la catastrophe », fustigea les ambiguïtés du RN, mais ajouta : « À ce ravalement de façade, la gauche devrait opposer son intransigeance historique, de l'affaire Dreyfus à Vichy face à toute forme de racisme et d'antisémitisme. Au lieu de cela, Jean-Luc Mélenchon, lui même abonné aux sous-entendus nauséabonds [nous soulignons] et renouant avec d'anciennes dérives de gauche, tente d'exploiter la colère liée au massacre des Palestiniens de Gaza pour conquérir des électeurs issus de l'immigration⁵⁸. » Après la diffusion en mars 2022 d'une affiche

58. *Le Monde*, 24 juin 2024. Déjà le 6 janvier 2024, le journal signalait « la lente dérive de Mélenchon » à propos de l'antisémitisme, et celle de ses proches.

de LFI, qui visait l'animateur-télé Cyril Hanouna et reprenait les codes graphiques antisémites du nazisme, *Le Monde* du 22 mars 2025 titra son éditorial : « Antisémitisme : les mensonges de Jean-Luc Mélenchon » ; niant tout caractère antisémite de cette affiche et rejetant les accusations, celui-ci s'attira ce commentaire : « Qu'une organisation se réclamant de la gauche choisisse une illustration clairement antisémite, qui plus est pour appeler à un défilé contre le racisme, est à la fois inquiétant et scandaleux. »

Le ralliement de J.-L. Mélenchon aux thèses pro-palestiniennes, autrement dit favorables au Hamas, apparut de manière spectaculaire lorsqu'il se présenta le soir du premier tour des élections européennes de juin 2024 avec à ses côtés la nouvelle députée Rima Hassan, couverte d'un keffieh. Le double signal à destination d'une partie de la population musulmane et de descendants de l'immigration maghrébine et africaine était clair. Le personnage de Rima Hassan devint central dans le dispositif LFI. Pour elle, Israël « est une monstruosité sans nom » et elle affirmait en août sur le réseau X, qu'« en dehors de la pensée hégémonique occidentale, personne ne considère le 7 octobre comme un acte terroriste »⁵⁹, belle illustration d'un relativisme justificatif. L'analyse de sa longue interview du 2 septembre 2025 sur le site *Thinkerview* montre qu'elle n'est pas revenue sur cette appréciation tout en maquillant sa manière de présenter les événements⁶⁰. Sa rhétorique consiste désormais à légitimer le pogrom du Hamas à l'aide d'arguments pseudo-historiques. Dans sa manière de raconter l'histoire de la Palestine, les Juifs présents depuis la nuit des temps dans l'ensemble du Proche-Orient sont absents – « invisibilisés » pour reprendre une terminologie du wokisme –, nulle mention des pogroms subis par eux en 1929, 1936 ou 1941 à Bagdad⁶¹.

Depuis, Rima Hassan s'est illustrée avec la « croisière » pour Gaza. L'opération dite « Global Sumud Flottilla »⁶², a été organisée en particulier par Zaher Birawi, dont les liens avec le Hamas sont avérés, et qui a livré le sens réel de cette action d'agit-prop : « Le véritable succès réside dans l'attention médiatique et politique que nous réussissons à attirer ». Trois députés LFI y participaient : François Piquemal, Emma Fourreau et Marie Mesmeur. Parmi les autres participants, notons la présence de Greta Thunberg, devenue une farouche pro-palestinienne, qui n'hésite pas à manipuler les images, utilisant la photo d'un otage israélien du Hamas, décharné et exsangue, pour « illustrer » la famine proclamée à Gaza.

59. *Le Monde*, 28 septembre 2024.

60. Elle en revient toujours à 1948 et à la création d'Israël, sans préciser que ce sont les États arabes qui ont déclenché la guerre qui allait, par leur défaite, entraîner la Nakba – l'exil volontaire ou forcé des Palestiniens des territoires perdus.

61. Voir Georges Bensoussan, *Les Pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)*, Fondapol, avril 2024 [en ligne].

62. Cette organisation relaie volontiers, sur X, les communiqués du Hamas, comme l'indique un article de *Franc-Tireur* du 18 octobre 2025.

Dans un double mouvement ont été escamotées la pratique du terrorisme par les organisations palestiniennes et leur politique suivie depuis les années 1960. Tant d'euphémismes et de maquillages des réalités ne peuvent conduire qu'à favoriser l'antisémitisme : « Juifs toujours et partout coupables⁶³ ». Rima Hassan qui relayait les messages d'Alain Soral sur la plateforme X, s'est aussi accordée avec le réseau frériste *European Network against Racism*, qui pratique le lobbying au sein des institutions européennes. Elle est aussi une manipulatrice avérée : elle a mis en ligne une vidéo tronquée, montrant un soldat israélien frappant une Palestinienne, mais a coupé la séquence précédente où l'on voit cette femme poignarder ce soldat. En octobre-novembre 2024, Rima Hassan a exposé à Tunis les portraits de six Palestiniens à l'occasion de la biennale d'art contemporain financée par l'homme d'affaires suisse-tunisien Kamel Laazar dont la fille avait organisé en novembre 2023 une conférence « Peut-on encore défendre les Palestiniens en France ? », en présence de Tahar Bouhafs et David Guiraud, déjà cités.

Manon Aubry, qui conduisit la liste de LFI aux élections européennes de 2024, s'est abstenue lors d'un vote demandant la libération de l'écrivain algérien Boualem Sansal, tandis que Rima Hassan votait contre. Et le 15 juillet 2024, elle a légitimé l'action communautariste des activistes islamistes en se déclarant en faveur de l'abrogation de la circulaire du 31 août 2023, qui interdit le port de l'abaya ou du qamis dans l'enceinte des écoles, collèges et lycées publics. Quant à Judith Butler, l'égérie américaine de tout le mouvement wokiste, invitée d'honneur le 3 mars 2024 d'un meeting d'extrême gauche à Pantin intitulé « Contre l'antisémitisme et son instrumentalisation »⁶⁴, elle déclara : « Nous pouvons avoir des positions différentes sur le Hamas comme organisation politique ainsi que sur la résistance armée. Mais je pense qu'il est plus honnête, et plus correct historiquement, de dire que le soulèvement du 7 octobre était un acte de résistance armée. Ce n'est pas une attaque terroriste, ce n'est pas une attaque antisémite : c'était une attaque contre les Israéliens⁶⁵. » Rappelons que 80 % de la population israélienne est juive. Concernant les viols commis par les hommes du Hamas sur les Israéliennes, Judith Butler a ajouté : « Si ces allégations sont documentées, nous déplorons ces actes, mais nous insistons pour voir cette documentation ». Scepticisme en totale contradiction avec les vidéos tournées par les assaillants eux-mêmes, ce qui en dit long. Depuis, Judith Butler reste silencieuse sur ce sujet.

63. *Le Monde*, 21 juin 2024 : « Une partie de la gauche radicale a disséminé un antisémitisme virulent et subvertit les valeurs qu'elle prétend défendre », texte signé de Judith Lyon-Caen, Michelle Perrot, Pascal Ory, Christophe Prochasson, Jacques Revel, etc.

64. Titre également du numéro spécial de février-mars 2025 du *Monde diplomatique*.

65. *Le Monde*, 14 mars 2024.

Cependant, les leaders de LFI ne se sont pas contentés de paroles et participèrent à des actions de soutien au « peuple palestinien », ouvertement antisémites, organisées sous la houlette d'une association nouvelle venue, Urgence Palestine, créée le 8 octobre 2023. Celle-ci était dirigée par Omar Alsoumi, affilié au FPLP, qui dénonçait Israël et « son armée coloniale génocidaire », ainsi que par Elias d'Imzalène, alias El Yess Zareli, un prédicateur salafiste né à Versailles, proche de Dieudonné et Soral, et fiché S. Le 8 septembre 2024, lors d'une manifestation pro-palestinienne sur la place de la République, d'Imzalène déclara : « C'est un génocide et avec les génocidaires, il y a des complices : ils s'appellent Biden ; ils s'appellent Macron. Le voleur des élections, on connaît les voleurs qui habitent à l'Élysée. Est-ce qu'on est prêt à les virer, eux aussi ? Est-ce qu'on est prêt à amener l'*intifada* à Paris ? Dans la banlieue, dans nos quartiers ? Pour leur montrer que la voie de la libération vient de nous⁶⁶ ? » Or les députés de LFI Thomas Portes, Ersilia Soudais, Manuel Bompard et Rima Hassan étaient sur la tribune à ses côtés et prirent la parole.

Les Verts n'étaient pas en reste comme l'indique l'invitation à leurs journées d'été au Havre en août 2023, du rappeur Médine, vieil ami de Dieudonné. Auteur de la chanson « Don't Laïk » et proche d'une organisation locale tenue par les Frères musulmans, Havre de Savoir, Médine se permit un ignoble jeu de mot antisémite à l'encontre de la journaliste Rachel Khan. En dépit de certaines protestations en interne, Marine Tondelier assumait et acta l'adhésion de son parti au mouvement BDS financé par le Fatah. L'historien Emmanuel Debono a tiré la conclusion de cette attitude : « [...] une partie de la gauche a choisi l'absolution plutôt que l'examen critique de ses textes, de ses gestes et affinités électives », ajoutant : « une partie de la gauche ne fait donc pas obstacle à l'antisémitisme, en raison de ses positionnements idéologiques, notamment antisionistes, ou de ses silences, mais aussi parce qu'elle baigne dans la confusion⁶⁷. »

En mai 2025, Marine Tondelier refusa de commenter l'expulsion *manu militari* de Jérôme Guedj, numéro 2 du PS, de la manifestation parisienne du 1^{er} Mai, victime d'insultes antisémites ; elle finit par s'excuser et reconnaître l'existence « d'un antisémitisme d'extrême gauche ». Ces décisions étaient largement dues à l'infiltration massive de militants d'abord maoïstes puis trotskistes chez les Verts à partir des années 2000, ce qui mena à leur rapprochement avec Tariq Ramadan lors des Forums sociaux européens en 2002 et 2003⁶⁸. Emmanuel Debono

66. Cité dans « Ces islamistes qui soufflent à l'oreille de LFI », *Marianne*, 25 septembre 2025.

67. *Le Monde*, 15 septembre 2023.

68. Erwan Seznec et Géraldine Woessner, « Heureux comme un islamiste chez les Verts », *Le Point*, 21 août 2025.

remarque : « Les écologistes ne saisissent pas le lien entre antisionisme et antisémitisme. Depuis les attaques du 7 octobre 2023, cet impensé est devenu plus lourd de conséquences⁶⁹. »

Pour preuve, l'initiative surprise de la maire écologiste de Strasbourg, Jeanne Barseghian, qui annonça le 22 mai 2025 qu'elle avait l'intention de jumeler sa ville avec un village palestinien, en même temps qu'elle « gelait » le jumelage prévu avec une ville israélienne ; et dans la foulée elle reçut une délégation palestinienne qui la couvrit d'un keffieh et lui remit ostensiblement une carte de la Palestine où ne figurait pas l'État d'Israël. Selon le politologue Arnaud Lacheret, ces positions relèveraient chez les Verts d'une posture morale – le musulman étant perçu comme « l'opprimé » exigeant une compassion inconditionnelle –, à la différence de LFI chez qui c'est une stratégie électorale⁷⁰. Cette infiltration islamo-palestinienne s'est faufilée jusque dans l'affiche appelant à la Marche des Fiertés du 28 juin 2025, sur laquelle figurait une femme voilée et un drapeau palestinien, bien loin du slogan affiché « Queers de tous les pays unissons-nous » surtout quand on connaît la haine des islamistes à l'encontre des homosexuels.

Le 9 mars 2022, le président Macron signa un décret prononçant la dissolution de deux groupuscules, le Comité Action Palestine et surtout le Collectif Palestine Vaincra (CPV) animé à Toulouse par des militants d'un groupe maoïste très sectaire – l'Organisation communiste marxiste-léniniste-Voie prolétarienne. Le CPV était accusé « d'appel à la haine, à la discrimination, à la violence » et « sous couvert de la défense du peuple palestinien », de « cultiver le sentiment d'oppression des "peuples musulmans" face à ce qu'il présente comme "l'impérialisme et le sionisme mondial" et le "colonialisme" dans l'objectif de diffuser l'idée d'une islamophobie à l'échelle internationale [...] ». Il lui est reproché d'appeler « à la destruction du peuple d'Israël » et de soutenir des terroristes palestiniens du FPLP, du Jihad islamique et des Fractions armées révolutionnaires libanaises. En particulier d'exiger la libération de Georges Ibrahim Abdallah, membre d'honneur du CPV, condamné en France pour complicité dans l'assassinat d'un attaché militaire américain et d'un diplomate israélien.

Soutenu par l'association France Palestine Solidarité, par l'Union syndicale Solidaires – animée par de nombreux trotskistes – et par l'Union juive française pour la paix (UJFP), le CPV déposa immédiatement un recours auprès du Conseil d'État qui, dès le 29 avril, a suspendu le décret

69. Emmanuel Debono, « Les Verts face à l'antisémitisme », in Alexandre Bande et alii [dir.], *Histoire politique de l'antisémitisme en France*, Robert Laffont, 2024, pp. 189-229.

70. Arnaud Lacheret, « Une foi presque religieuse dans le "camp du bien" », *Le Point*, 21 août 2025 [en ligne].

et condamné l'État aux dépens. Il fallut attendre le 20 février 2025 pour que le décret fût définitivement adopté. Sans surprise, au lendemain du 7 octobre 2023, le CPV s'était dit soulevé par « une vague de fierté », se félicitant de « l'offensive surprise du Hamas ». Il est vrai qu'à Gaza, le Hamas était allié au Jihad islamique et au FPLP, créé en 1967 par Georges Habache, qui refusa toujours une solution à deux États. Et en mars 2025, Tom Martin, porte-parole du CPV, signa la préface de l'ouvrage *Rien n'est plus précieux que la liberté* qui réunit des textes fondateurs de Habache, postfacés par Jean-Marc Rouillan, ancien d'Action directe, et Jean Ronald Augustin, ancien de la Fraction Armée rouge allemande⁷¹. La boucle était ainsi bouclée et la vieille extrême gauche associée au terrorisme palestinien des années 1970 renouait avec ses premières amours. Enfin, la Justice donna satisfaction au CPV en libérant G. I. Abdallah et en le renvoyant au Liban le 25 juillet 2025, où il fut accueilli en héros. Chaque samedi à Toulouse, le CPV organise une manifestation qui dénonce le « génocide à Gaza », exige « la Palestine du fleuve à la mer » et rejette le projet de la mairie de jumeler la ville avec Tel Aviv.

De son côté, avec le Parti des Indigènes de la République et le NPA, l'UJFP s'est fait une spécialité de nier la réalité de l'antisémitisme en France, dénonçant une « instrumentalisation », et évacuant toute interrogation sur la nature du Hamas⁷². Censée soutenir des projets humanitaires, l'association qui, par ailleurs dénonçait le blocus de Gaza, se targue d'y avoir fait parvenir depuis décembre 2023, en pleine guerre, 700 000 euros, sans en indiquer le destinataire, alors que de nombreux détournements de fonds « humanitaires » sont connus⁷³ ; mais elle vient de voir ses comptes au Crédit coopératif suspendus⁷⁴. Son dirigeant Pierre Stambul compare le 7 octobre 2023 au 1^{er} novembre 1954 en Algérie, soutenant que l'attaque du Hamas avait pour objectif d'« infliger des pertes militaires à l'occupant » – rien de plus militaire qu'un concert de musique – et de « montrer que les Israéliens ont tort de se croire en sécurité⁷⁵ », apologie directe du terrorisme.

71. Georges Habash, *Rien n'est plus précieux que la liberté. Textes de la révolution palestinienne*, éditions Premiers Matins de Novembre, mars 2025.

72. Jonas Pardo, Samuel Delor, *Petit manuel contre l'antisémitisme. Reconnaître, décrypter, combattre*, Éditions du commun, 2025, voir p. 255 et s. et 276 et s.

73. *Franc-tireur*, 28 novembre 2025.

74. Benoît Vitkine, Marc Angrand, « L'UJFP, association juive « antisioniste », voit ses comptes au Crédit coopératif fermés », *Le Monde*, 20 août 2025 [en ligne].

75. Pierre Stambul, *Du projet sioniste au génocide*, Acratie, 2024, p. 148.

VI. DE QUOI LE SLOGAN « GÉNOCIDE À GAZA » EST-IL LE NOM ?

Un ouvrage récent intitulé *Gaza, une guerre coloniale*, a voulu imposer l'idée que dès 1948 l'État israélien avait engagé une opération de colonisation de peuplement de toute la Palestine, et de Gaza en particulier depuis 1967⁷⁶, thème qui converge évidemment avec celui de l'anticolonialisme qui nourrit l'idéologie d'extrême gauche depuis des décennies. Or les deux directrices de l'ouvrage, chercheuses institutionnelles, ont des engagements politiques très marqués. Stéphanie Latte Abdallah, installée en 2013 en territoire palestinien, appelait publiquement à voter Mélenchon en 2022, et après le 7 octobre refusa de qualifier le Hamas de « groupe terroriste », distinguant sur la chaîne Public Sénat, avec un comble d'hypocrisie, « les actes commis et l'organisation qui les commet ». Elle est soutenue par Révolution permanente. Quant à Véronique Bontemps, elle est intervenue le 20 juin 2025 sur le site Pas de quartier dans un « débat » sur Gaza avec Alma Dufour – activiste écologiste radicale et députée LFI de Seine-Maritime – et avec Taoufiq Tahani, président d'honneur de France Palestine Solidarité. Créée en 2001, cette association, qui revendique plusieurs milliers d'adhérents, développa en France les positions de l'OLP et a soutenu – en compagnie de l'UJFP – le Collectif Palestine vaincra, dissout par le gouvernement en février 2025.

Mais de la guerre coloniale à la guerre génocidaire, il n'y a qu'un pas. Dans *Le Monde* du 22 mai 2025, Stéphanie Latte Abdallah déclarait : « Si la déshumanisation des Palestiniens s'ancre dans une vision suprémaciste et kahaniste⁷⁷ revendiquée par certains dirigeants israéliens, elle est également le résultat du rôle donné aux technologies dans ce que l'on pourrait appeler la “première guerre génocidaire par intelligence artificielle” ». En fait, le jour même de son attaque du 7 octobre, et alors qu'Israël n'avait pas commencé à réagir militairement, le Hamas relança sa propagande sur le « génocide des Palestiniens » et l'intensifia au fur et à mesure que les attaques de l'armée israélienne sur Gaza devenaient plus violentes.

Curieux paradoxe d'ailleurs quand on sait que Gaza, habitée jusqu'en 1948 par 80 000 habitants, rejoints par 200 000 réfugiés, comptait le 7 octobre 2,2 millions d'habitants. Et qu'en 2005 Ariel Sharon obligea les 8 000 Israéliens vivant et travaillant à Gaza à quitter ce territoire. Bref, un décolonialisme forcé et un génocide à rebours qui voit une population « génocidée » se multiplier par sept. Mais en 2006, contre l'OLP, le Hamas prit le contrôle de Gaza, ce qui provoqua le blocus

76. Stéphanie Latte Abdallah, Véronique Bontemps, *Gaza, une guerre coloniale*, Actes Sud, 2025.

77. Du nom du rabbin Kahan connu pour ses positions extrémistes.

du territoire par Israël et l'Égypte, blocus allégé en 2010 avec l'ouverture d'un poste frontière au sud à Rafah. L'attaque du 7 octobre, acte de guerre caractérisé, a entraîné l'établissement d'un blocus total concernant l'eau, la nourriture, le gaz et l'électricité. Comme dans toute guerre : entre 1939 et 1945, l'Angleterre a instauré le blocus maritime et aérien le plus strict possible contre l'Allemagne sans que personne ait estimé cela injustifié du point de vue des droits de la guerre. Et il est inévitable qu'une guerre déclarée par des forces qui commandent un territoire de 360 km², un peu plus de trois fois la superficie de Paris *intra muros*, entraîne des pertes civiles importantes, surtout quand les combattants palestiniens livrent bataille à partir de structures creusées sous la ville. Depuis, les déclarations de Tariq Salami, porte-parole du Djihad islamique palestinien, capturé par l'armée israélienne, ont confirmé que les armes étaient stockées dans les écoles et les centres médicaux, et que les hôpitaux de Gaza étaient tous utilisés comme bases militaires⁷⁸. Dans cette guerre asymétrique, le Hamas ne cherchait pas tant à protéger les Gazaouis qu'à glorifier un maximum de « martyrs », y compris en mettant en scène une famine relayée de manière déshonorante par l'ONU sur la base de critères trafiqués⁷⁹.

Depuis le 7 octobre, le slogan « Génocide à Gaza » est devenu le slogan de ralliement de tous ceux – en France mais aussi en Europe et dans le monde – qui visent la destruction de l'État d'Israël : le pouvoir iranien en tête, suivi de ses groupes affidés palestiniens et/ou islamistes, et tous leurs alliés nationalistes, communistes et néocommunistes, y compris l'extrême gauche française. Le 17 avril 2024, Pierre Stambul, membre du collectif Palestine en Résistance et porte-parole de l'UJFP – qui dans ce dispositif tient un rôle central –, donnait à Bastia une conférence intitulée « Face au génocide à Gaza, que faire ? ». Au programme, la projection du film-documentaire *Un mur dans ma tête* d'Hervé Magnin. Stambul soutint alors qu'on assistait à « un génocide en cours », bien avant les résolutions toute récentes des organismes de l'ONU et en contradiction avec celle qui faisait état d'un « risque » de génocide. Et le 24 juillet suivant, la députée européenne Rima Hassan menaçait : « Pour le moment François-Xavier Bellamy et ses petits copains, proches du régime génocidaire israélien, dorment bien la nuit. Ça ne va pas durer ». Désignation à la vindicte dont les conséquences pourraient être funestes. Quant à l'hebdomadaire *Télérama*, il publiait en pleine page la photo d'une manifestation pro-palestinienne à Berlin, avec une énorme banderolle proclamant « *One genocide does not justify another* »⁸⁰. De son côté *Le Monde diplomatique*

78. *Franc-tireur*, 26 novembre 2025.

79. Simone Rodan, « Famine et manips », *Franc-Tireur*, 20 août 2025.

80. Weronika Zarachowicz, « En Allemagne, le consensus pro-israélien se fissure », *Télérama*, 4 juin 2025.

titra un grand article « Le consentement israélien au génocide »⁸¹. Même Olivier Faure, Premier secrétaire du PS, y alla de son petit couplet sur FR3 le 7 septembre 2025, dans l'émission « Dimanche en politique », où il qualifia le gouvernement israélien de « génocidaire » et exigea la rupture des relations de l'Union européenne avec Israël.

Ce thème s'est aussi invité de manière spectaculaire dans le conflit entre LFI et le PS quand J.-L. Mélenchon attaqua un député socialiste dont il fut longtemps le camarade de parti : « En témoignent les contorsions d'une girouette comme le PS Jérôme Guedj. Il plaide désormais pour un "entre-deux" entre génociteurs et prétendus partisans de "l'effacement d'Israël". [...] Ce qui lui pend au nez à lui comme aux autres : pour des générations, ils seront les socialistes qui ont couvert un génocide ». Décidément, ce « nez », signe un antisémitisme subliminal. Comme si le Hamas, le Jihad islamique et leur commanditaire iranien n'avaient pas des centaines de fois proclamé leur volonté de faire disparaître l'État d'Israël. Jérôme Guedj, qui fut longtemps un grand ami du leader de LFI, n'a pas manqué de riposter lors du congrès du PS le 14 juin 2025 : « Quand je dis à Jean-Luc Mélenchon qu'il n'est pas possible et souhaitable de défendre la revendication de la Palestine "de la mer à la rivière", je défends la position historique des socialistes, notamment celle de François Mitterrand à la Knesset en 1982, qui est celle de la solution à deux États, de la sécurité d'Israël et de la reconnaissance de l'État palestinien. Et à ce moment-là, je deviens le sioniste génocidaire pour Jean-Luc Mélenchon et les siens ». Il ajouta, applaudi par la salle : « J'ai une meurtrissure terrible à dire devant ce congrès que, pour la première fois de ma vie, j'ai dû dire de l'homme que j'ai aimé profondément qu'il est devenu un salopard antisémite, avec des propos qui sont pour nous absolument insupportables ».

Un exemple emblématique de cette posture est intervenu le 17 juin 2024 quand l'historienne Ludivine Bantigny, ex-militante trotskiste lambertiste et égérie de l'extrême gauche, publia un long plaidoyer furieux où elle récusait tout soupçon d'antisémitisme chez J.-L. Mélenchon et LFI, avec un vocabulaire relevant de la morale révolutionnaire – calomnie, bataille haineuse, ignoble, abjecte, inacceptable, infâme, outrage, écœurant etc. Elle y reprenait les principaux arguments du Hamas – la Palestine « du fleuve à la mer » et le génocide à Gaza –, allant jusqu'à écrire : « Tous ceux qui ont apporté leur aide, leur soutien officiel et des armes au gouvernement israélien ont du sang sur les mains »⁸².

81. Gideon Levy, *Le Monde diplomatique*, octobre 2025.

82. Publié sur le site « indépendant » Au Poste, et repris par Mediapart. Ce texte était signé de 34 intellectuels d'extrême gauche, y compris Annie Ernaux et Dominique Natanson, porte-parole de l'Union juive française pour la Paix.

Elle s'est attirée une réplique cinglante de deux historiens spécialistes du génocide des Juifs, Tal Bruttman et Christophe Tarricone, qui ont dénoncé une « entreprise de blanchiment » de LFI et rappelé à la fois les attaques de Mélenchon contre Léon Blum⁸³ et la phrase de Clémentine Autain écartée de la direction de LFI : « À La France insoumise, il vaut mieux avoir été condamné pour violences conjugales que d'avoir [...] manifesté contre l'antisémitisme après le 7 octobre »⁸⁴. Le summum de la désinformation a été atteint quand l'Association internationale des chercheurs sur le génocide, revendiquant cinq cents inscrits, publia une résolution confirmant le « génocide à Gaza », relayée sans vérification par *Le Monde*, alors qu'il s'est avéré que cette association était une coquille vide à laquelle n'importe qui pouvait adhérer moyennant un clic et 30 dollars⁸⁵.

Cette intense agitation autour du slogan « Génocide à Gaza » atteignit jusqu'au Président de la République qui, interrogé sur TF1 le 13 mai 2025, à la question de savoir si la situation dans la bande de Gaza devait être qualifiée de génocide, répondit : « Ce n'est pas à un responsable politique d'utiliser ces termes, mais aux historiens ». Réponse pertinente et des historiens ont répondu. La réponse est nette : non il n'y a pas de génocide à Gaza. Pour Vincent Duclert, spécialiste du génocide rwandais, « les caractéristiques du crime de génocide [à Gaza] ne sont pas réunies au regard de la Convention de 1948 » par laquelle l'ONU a défini le génocide⁸⁶. Il précisait : « Cet emploi concerne des militants sincères espérant obliger la communauté internationale à agir [...]. Mais on ne peut pas écarter non plus la tentation de frapper d'indignité les Juifs en général, coupables de perpétrer un génocide ». Il ajoutait : « Il y a une perversité, consciente ou inconsciente, à se saisir du modèle nazi pour le retourner contre les Juifs ». Et à la question « La Charte du Hamas, qui prévoit la disparition d'Israël et de sa population, ne manifeste-t-elle pas une "intention génocidaire" ? », il répondait « Sans aucun doute ». Et d'ajouter que l'attaque du 7 octobre « rapprochée du souvenir de la Shoah est légitime tant la volonté d'exterminer a été manifeste chez les commandos du Hamas ».

83. Interview de J.-L. Mélenchon le 15 juin 2024 : « Quand Léon Blum devient chef du gouvernement, il n'est pas au niveau de Manuel Bompard, ni de Mathilde Panot ou de Clémence Guetté, il était critique d'art et dirigeant marxiste du Parti Socialiste ». Antoine Malamoud, arrière-petit-fils de Léon Blum, lui a répondu vertement dans le Club de Mediapart le 16 juin 2024. Et aussi *Le Monde*, 20 juin 2024.

84. Publié par la revue juive *Daï*, repris par Mediapart.

85. Simone Rodan, « Cette mauvaise résolution », Franc-Tireur, 10 septembre 2025. *Le Monde* du 29 juillet 2025 a consacré une pleine page intitulée « Deux ONG israéliennes : "Il faut appeler un génocide par son nom" » où étaient interviewés deux activistes de B'Tselem, une ONG israélienne très proche des autorités palestiniennes et qui, le 6 juin 2023, participait à Bruxelles à une rencontre avec l'Association belgo-palestinienne et l'Union des progressiste juifs de Belgique.

86. Vincent Duclert, « Dire "génocide", c'est signifier que quelque chose d'extrêmement grave se produit », *Le Point*, 26 juin 2025. Il avait déjà publié un article dans *Le Monde* du 11 juin 2025 : « La focalisation sur l'occurrence d'un génocide à Gaza est contre-productive ».

Le politologue Samy Cohen, spécialiste de relations internationales et d'Israël, a très clairement posé le problème, se référant d'abord à la Cour internationale de justice qui, le 26 janvier 2024, a enjoint à Israël « d'empêcher » tout « éventuel acte de génocide », et qui le 24 mai 2024, a appelé son gouvernement à éviter d'imposer des conditions d'existence capables d'entraîner « la destruction physique totale ou partielle » des Gazaouis. Dans les deux cas la Cour s'est abstenue d'affirmer l'existence d'un génocide⁸⁷. Cohen rappelle que le génocide implique une intentionnalité qui doit s'évaluer à l'aune de deux critères principaux. D'une part, des ordres auraient dû être donnés dans ce sens aux troupes sur le terrain ; or jusqu'à présent aucun témoignage de soldats, en particulier de réservistes de gauche, n'en a fait état. D'autre part, le génocide implique un certain mode opératoire, « la manière de tuer », qui ne doit laisser « aucun doute sur l'intention génocidaire » ; des moyens doivent être exclusivement consacrés à ce but, comme ce fut le cas dans le génocide des Juifs, des Arméniens et des Tutsis où « existait un acharnement, une volonté de tuer de manière systématique hommes, femmes et enfants, ne laissant aucune chance aux survivants ». Or, si les attaques israéliennes ont provoqué la mort de plusieurs dizaines de milliers de Gazaouis – dont environ un tiers de combattants palestiniens –, l'armée a pris soin de faire déplacer à de nombreuses reprises les populations civiles des lieux qu'elle allait attaquer. Samy Cohen constate qu'il s'agit dans nombre de cas de crime de guerre, mais il ajoute : « Il ne s'agit pour autant pas nécessairement d'un génocide. Il ne faut pas tout confondre ».

De son côté, Georges Bensoussan, spécialiste de la Shoah, soulignait que « l'emploi à tort et travers du mot "génocide" le démonétise et dévalorise la réalité à laquelle il renvoie ». Et d'ajouter : « En banalisant l'emploi de ce terme comme en accusant l'État juif de commettre un génocide à Gaza, on retourne contre les Juifs une culpabilité trop lourde à porter. [...] Comme l'enseignèrent jadis le communisme et le nazisme, un mensonge martelé sans fin se transforme en vérité. [...] Pour autant, l'inversion orwellienne du réel ("l'amour c'est la haine", dans 1984) est ici saisissante quand cette imputation de génocide voisine avec les déclarations des dirigeants du Hamas [...] »⁸⁸. Et de rappeler la déclaration du chef politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, le 1^{er} novembre 2023 : « Il y aura d'autres 7 Octobre jusqu'à ce qu'Israël disparaisse ». Enfin, Michel Dreyfus, historien spécialiste de l'antisémitisme à gauche, souligne l'instrumentalisation du « génocide » : « Faut-il qualifier de génocide le massacre de 70 000 Gazaouis réalisé depuis deux ans ? En tout cas

87. Samy Cohen, « Épargner les civils ne fait plus partie des options pour l'armée israélienne », *Le Monde*, 30 septembre 2025. Auteur de plusieurs ouvrages sur Israël, il vient de publier *Tuer ou laisser vivre. Israël et la morale de la guerre*, Flammarion, 2025.

88. Georges Bensoussan, « Les faux-semblants d'une accusation », *Le Point*, 26 juin 2025.

une chose est sûre : la politique menée par Benyamin Netanyahu peut naturellement être combattue avec la même énergie que celle du Hamas, mais l'une comme l'autre ne pourront l'être à travers des discours antisémites et essentialistes⁸⁹. »

Albert Camus avait prévenu : « Mal nommer un objet, c'est ajouter au malheur de ce monde »⁹⁰. Et de préciser dans *La Peste* : « Il vient toujours une heure dans l'histoire où celui qui ose dire que deux et deux font quatre est puni de mort. [...] Et la question n'est pas de savoir quelle est la récompense ou la punition qui attend ce raisonnement. La question est de savoir si deux et deux font quatre »⁹¹. Du point de vue historique, ce qui se passe à Gaza est fondamentalement une guerre, un conflit armé déclenché le 7 octobre par une organisation terroriste contre un État reconnu internationalement depuis trois quarts de siècle. Et il est vrai que nos contemporains semblent avoir perdu toute idée de ce que signifie le mot « guerre » et de ce qu'il implique comme destructions et mort en masse de combattants et de civils. Sans doute est-ce la raison pour laquelle Vladimir Poutine a interdit de l'employer sous peine d'années de prison et a imposé l'euphémisme « opération militaire spéciale ».

Il est symptomatique qu'un juriste germano-palestinien, Nahed Semour, formé à Harvard, se soit plaint que dans une tribune appelant au respect du droit international, signée par 77 professeurs de droit allemands, « ceux-ci n'ont mentionné aucune des procédures devant la Cour pénale internationale de justice, ni fait référence à la Convention sur le génocide de 1948. C'est idéologique »⁹². En réalité, ces éminents juristes, fortement sensibilisés par leur histoire à la problématique du génocide, ont considéré qu'il n'y avait pas de génocide et que l'idéologie ne faisait pas bon ménage avec le droit – du moins dans un pays démocratique.

Concernant le génocide, la confusion est aujourd'hui totale dans l'opinion, surtout de la jeunesse. Comme l'a montré une grande enquête internationale de 2014 auprès des jeunes de 16 à 29 ans, à la question « Conflits dans lesquels on peut parler de génocide », plus de 95 % des jeunes Français citèrent le génocide des Juifs par les nazis, des Arméniens par les Turcs et des Tutsis par les Hutus du Rwanda⁹³. Cependant, 66 %

89. Michel Dreyfus, « Ces dernières années, la gauche a trop souvent accueilli avec indifférence les dérapages antisémites », *Le Monde*, 22 novembre 2025. Il est l'auteur de *L'Antisémitisme à gauche. Histoire d'un paradoxe, de 1830 à nos jours*, La Découverte, 2009.

90. « Sur une philosophie de l'expression », Albert Camus, *Œuvres complètes*, La Pléiade, vol. 1, p. 908. À cet égard, on lira avec intérêt l'ouvrage dirigé par Sami Biasoni, *Encyclopédie des euphémismes contemporains et autres manipulations militantes de la langue*, éditions du Cerf, 2025.

91. Albert Camus, *La Peste*, La Pléiade, vol. 1, p. 1326.

92. *Télérama*, 4 juin 2025.

93. *La mémoire à venir*, Sondage Ipsos pour la Fondapol pour l'innovation politique et la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 2014, 164 pages [en ligne].

d'entre eux citèrent également les bombardements atomiques américains à Hiroshima et Nagasaki, qui étaient d'abord des actes s'inscrivant dans une stratégie militaire, destinés à éviter les innombrables victimes civiles et militaires, japonaises et américaines, qu'aurait impliquées une reconquête terrestre de l'archipel.

La réponse d'Emmanuel Macron a rendu furieux les éternels indignés à géométrie variable d'Amnesty International qui appelèrent sur les réseaux sociaux à « faire pression » sur le Président, et toute l'extrême gauche leur emboîta le pas. Le 18 mai 2025, Antoine Léaument, élu LFI de l'Essonne, déclara : « La France de Macron a autorisé la livraison de munitions à Israël en plein génocide ». Aymeric Caron, député LFI de Paris, réitéra le 7 juin : « Tremblez tous les soutiens du génocide ». Et les dirigeants de LFI commencèrent tous leurs discours sur le Moyen-Orient par « Le génocide à Gaza... ». Début juillet 2025, alors que la primaire démocrate pour les élections municipales de New York était gagnée à la surprise générale par un jeune musulman chiite de 33 ans, Zohran Mamdani, originaire d'Ouganda, les dirigeants de LFI se réjouirent bruyamment du succès de ce « racisé » tandis que *Télérama* précisait le sens de ces félicitations : « Mamdani n'hésite pas à prononcer le mot "génocide" à propos de Gaza »⁹⁴. Et sous la photo d'un manuscrit arabe endommagé lors d'un bombardement israélien à Gaza, l'hebdomadaire titrait « Détruire la culture prouve une intention génocidaire ».

Cette position a été entretenue par la « rapporteuse spéciale des Nations unies pour les territoires palestiniens », l'Italienne Francesca Albanese, nommée le 1er mai 2022 en raison de ses engagements pro-palestiniens et des rapports de force au sein des Nations unies. Celle-ci a mis un point d'honneur à soutenir l'accusation de génocide à propos d'Israël avec son rapport « Anatomie d'un génocide ». Rapprochant les photos d'un SS avec celle d'un soldat israélien, elle n'hésita pas, alors qu'elle travaillait pour l'UNRWA⁹⁵, à désigner en 2014 les États-Unis comme « subjugués par le lobby juif », avant de faire marche arrière : « L'Amérique et l'Europe, l'une dominée par le lobby juif, et l'autre par le sentiment de culpabilité à propos de l'Holocauste, restent sur la même ligne et continuent à condamner les opprimés – les Palestiniens – qui se défendent par les seuls moyens dont ils disposent (des missiles imprécis), au lieu de placer Israël devant ses responsabilités face à la loi internationale. »

Au moment du 7 octobre, elle s'est alignée sur l'argumentaire selon lequel le pogrom antisémite devait être replacé dans son contexte,

94. *Télérama*, 2 juillet 2025.

95. L'United Nations Relief and Works Agency for Palestine Refugees in the Near East est un programme de l'ONU pour l'aide aux réfugiés palestiniens dans la bande de Gaza, en Cisjordanie, en Jordanie, au Liban et en Syrie, qui a débuté en décembre 1949.

niant aussi tout caractère antisémite aux assassinats dans une réponse à Emmanuel Macron, un argument repris par les ténors de LFI. Le 11 octobre, elle est allée encore plus loin en mettant en doute les viols commis par le Hamas, pourtant filmés et diffusés par les assassins eux-mêmes. Le 11 mai 2024 à Tunis, Francesca Albanese partageait une tribune consacrée à la « résistance » palestinienne avec Rima Hassan, mais aussi Gilles Devers, l'« avocat français du Hamas » selon *Le Monde*. Sur l'affiche figurait également Jamil Mazhar, le secrétaire général du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Proche de Rima Hassan, toutes deux avaient prévu de donner une conférence à l'invitation de Students for Justice in Palestine – organisation liée aux Frères musulmans – à Sciences Po en novembre 2024, finalement interdite par le Conseil d'État.

Lors de la session du Conseil des droits de l'homme de l'ONU, tenue du 16 juin au 11 juillet 2025, F. Albanese a présenté un rapport intitulé *From economy of occupation to economy of genocide*, dans lequel elle ne cita ni le Hamas, ni l'Iran, ni le Hezbollah, comme l'a fait remarquer François Rastier : « Or un texte signifie aussi par les mots qu'il tait. » La visée politique manipule la notion de génocide pour fixer comme objectif le démantèlement du « système mondial », autrement dit dans la terminologie militante le « capitalisme racial colonial ». Dans cette logomachie, Israël devient l'archétype du colonialisme honni. François Rastier ajoute : « Ces thèses sont pourtant familières des discours islamistes “de gauche”. Unissant les principes antisionistes et anticapitalistes de la propagande stalinienne tardive et le tiers-mondisme de jadis, le discours décolonial a ainsi permis à la propagande islamiste de rallier une bonne partie de la jeunesse estudiantine, comme en témoignent depuis deux ans les manifestations pro-palestiniennes qui reprennent le slogan éliminateur du Hamas, “from the river to the sea”.⁹⁶ » Plus récemment, le 28 septembre 2025, gratifiée d'un prix honorifique par la municipalité italienne de Reggio Emilia, F. Albanese intima au maire de la ville ne pas réclamer la libération des otages israéliens. Et en décembre 2025, elle a reçu le prix René Cassin des droits de l'homme de la part du gouvernement basque espagnol dirigé par les héritiers de l'ETA – organisation qui utilisait les mêmes méthodes terroristes que le Hamas et le FPLP⁹⁷ –, responsables de l'interruption du Tour d'Espagne cycliste en septembre 2025 au nom du « génocide à Gaza ». Par ailleurs, épouse de Massimiliano Cali qui a été conseiller économique auprès de l'Autorité palestinienne, elle et lui soutiennent le mouvement « Boycott, désinvestissement, sanctions - BDS » – qui vise Israël – groupe lié au Hamas.

96. François Rastier, « L'ONU et l'économie du génocide », *Télos*, 5 septembre 2025.

97. Tristane Banon, « Albanese : le prix de la honte », *Franc-tireur*, 10 décembre 2025.

En définitive, de quoi « Génocide à Gaza » est-il le nom ? Pour l'Iran, pour le Hamas et toute la propagande islamiste, il s'agit de renverser le sens historique et juridique du mot, à la fois en niant l'extermination des Juifs européens par les nazis, et en assimilant les Israéliens, les Juifs en général et leurs soutiens à des nazis, avec à la clef la diffusion du faux antisémite des *Protocoles des sages de Sion*. Concernant les militants d'extrême gauche, ce slogan indique un déni qui masque la mauvaise conscience de l'homme de gauche, en principe fervent défenseur des valeurs universalistes et de la lutte contre l'antisémitisme, qui vient de changer de camp et qui est prêt à utiliser tous les moyens pour mobiliser un électorat de sensibilité musulmane, issu de l'immigration maghrébine et africaine, et une partie de la jeunesse universitaire. Pour les uns et les autres, il s'agit surtout, en leur imputant le crime majeur de « génocide », de disqualifier moralement – et donc politiquement – ceux qui condamnent l'attaque du Hamas du 7 octobre et soulignent la recrudescence d'antisémitisme dont elle s'est accompagnée. Là encore, la chose n'était pas nouvelle puisque Vladimir Poutine utilisa la même méthode quand en 2014 il attaqua la Crimée et le Donbass, puis lors de l'attaque du 24 février 2022 contre l'Ukraine, criant au « génocide » des « Ukronazis » contre la population russophone.

Le 1er juin 2024, J.-L. Mélenchon affirmait : « Contrairement à ce que dit la propagande de l'officialité, l'antisémitisme reste résiduel en France. Il est en tous cas totalement absent des rassemblements populaires ». En réponse dans *Le Monde* des 16-17 juin 2024, la sociologue Nathalie Heinich écrivait que LFI était « un parti qui ment, qui diffame, qui tord les mots ; un parti qui a soutenu les pires dictateurs pour peu qu'ils soient anti-américains ; [...] un parti dont le chef vient de déclarer, au mépris de la réalité, que l'antisémitisme serait "résiduel" en France, un parti qui prétend que la laïcité serait "islamophobe" et qui, sous le couvert de protester contre un massacre atroce, hurle au "génocide", au mépris du sens des mots, pour s'attirer les bonnes grâces des Frères musulmans et de leur vivier d'électeurs. » Il est vrai que les faits sont têtus. L'étude *La Radiographie de l'antisémitisme en France* indique que les sentiments antisémites sont en pleine expansion dans notre pays⁹⁸.

Quant aux actes antisémites, ils ont explosé après le 7 octobre : depuis son étiage de 2017, avec 311 actes recensés, le chiffre a bondi à 1 676 en 2023, et s'est maintenu à 1 570 en 2024, soit plus 192 % au premier semestre 2024 par rapport au premier semestre 2023⁹⁹. On peut y voir la conséquence

98. Dominique Reynié, Simone Rodan-Benzaquen, Anne-Sophie Sebban-Bécache, Sarah Perez-Pariente, François Legrand, *Radiographie de l'antisémitisme en France*, American Jewish Committee/Fondation pour l'Innovation politique, octobre 2024, 40 pages [en ligne].

99. Voir l'excellent dossier « L'antisémitisme en France de la révolution à nos jours », *Historia*, septembre 2025.

d'un discours porté par l'extrême gauche et une partie de la gauche, qui a fait de l'antisionisme une version intellectuellement et politiquement respectable de l'antisémitisme. Et minimiser l'antisémitisme, c'est déjà servir la cause des antisémites de quelque bord qu'ils soient.

Cette expression « Génocide à Gaza » s'inscrit donc dans un cadre beaucoup plus large sur les évolutions de l'opinion française, à la fois sur les sentiments antisémites et sur la caractérisation de l'État d'Israël, comme l'indique la grande enquête d'octobre 2024¹⁰⁰. Sur le premier point, 76 % des Français estiment que l'antisémitisme est « répandu en France », soit 12 points de plus qu'en 2022 ; et 52 % des Français pensent que les Juifs sont « le groupe ethnique ou religieux le plus largement victime d'actes violents en France » – contre 19 % pour les musulmans –, à la différence de 34 % des 18-24 ans qui estiment que ce sont les musulmans, contre 27 % pour les Juifs. Et pour 6 % des moins de 35 ans, la Shoah est une invention, alors qu'elle est une opinion inexistante chez les 65 ans et plus.

Sur les raisons principales de l'antisémitisme, les Français interrogés estiment que les causes sont à 57 % la haine d'Israël, à 45 % les idées islamistes et à 35 % les théories du complot. Chez les sympathisants de LFI, ce sont à 40 % les idées d'extrême droite, à 28 % la haine d'Israël et à 15 % le complotisme ; notons que chez ces sympathisants les idées islamistes ont disparu, ce qui souligne bien le déni de cette extrême gauche concernant l'antisémitisme prégnant dans les groupes pro-palestiniens et dans le monde musulman en général. Et à plus de 55 %, les Français de confession musulmane adhèrent aux vieux poncifs de l'antisémitisme traditionnel : les Juifs auraient trop de pouvoir dans l'économie, la finance, la politique et les médias, et ils instrumentaliserait leur statut de victimes de la Shoah.

Concernant Israël, 29 % des moins de 35 ans estiment que « la création d'Israël est le fruit d'une entreprise raciste » – tout comme 29 % des sympathisants de LFI –, contre 16 % des Français et 12 % des 65 ans et plus. Plus inquiétant, 40 % des moins de 35 ans estiment qu'Israël se comporte envers les Palestiniens comme les nazis se comportaient envers les Juifs ; chiffre qui atteint 58 % chez les sympathisants de LFI et 67 % chez les Français de confession musulmane de moins de 35 ans. Enfin, si le Hamas s'attire la sympathie de 6 % des Français, ce chiffre monte à 14 % chez les moins de 35 ans et à 27 % chez les moins de 35 ans de confession musulmane.

Plus récemment, le sondage que l'Ifop organise chaque année depuis 1989 sur l'attachement des Français à la religion a montré, selon son directeur

100. *Radiographie de l'antisémitisme en France*, op. cit.

François Kraus, « le portrait d'une population musulmane traversée par un processus de réislamisation structurée autour de normes religieuses rigoristes et tentée de plus en plus par un projet politique islamiste¹⁰¹ » ; cette évolution est particulièrement nette parmi les jeunes de moins de 25 ans, filles et garçons. Et Kraus ajoute : « Loin de s'atténuer avec le temps, ce processus de réislamisation et de radicalisation va au contraire s'amplifier au fil du renouvellement des générations »¹⁰². Ce sondage a suscité le dépôt de plainte de quatre associations musulmanes contre l'Ifop ; et il n'a pas manqué de provoquer une levée de bouclier de J.-L. Mélenchon et de tous les ténors de LFI qui sont dans le déni et crient haro sur les sondeurs. Il est vrai que l'interdiction de tels sondages permettrait de casser le thermomètre et ainsi de faire disparaître la trop grande proximité de LFI avec cette part radicalisée de la jeunesse musulmane et de gommer les contradictions internes à l'extrême gauche entre un noyau électoral adhérent aux valeurs de l'islamisme et un autre militant pour les valeurs intersectionnelles – genre, homosexualité, transgenrisme, etc¹⁰³.

Preuve que la propagande islamiste porte ses fruits, le rapport annuel d'Europol – l'Agence européenne de lutte contre la criminalité organisée et le terrorisme – a souligné que le terrorisme islamiste arrivait en tête, bien devant l'ultra-droite : « En 2024, plusieurs campagnes de propagande coordonnées ont menacé de grands événements visant à inciter les partisans à commettre des attaques, à gagner en visibilité et à attirer des soutiens »¹⁰⁴. Le rapport ajoute qu'Al-Qaïda et Daech ont « continué d'exploiter les événements de Gaza tout au long de l'année 2024, dans le but d'inciter à des attaques et d'intensifier la violence, en particulier contre des cibles israéliennes et juives », selon le slogan « Tuez-les tous où que vous les trouviez ». Ils sont dans ce cadre soutenus par le terrorisme d'ultra-gauche, « un réseau international bien établi, voyageant fréquemment à travers l'Union européenne pour participer à des manifestations, des mobilisations internationales et des actions de solidarité », en particulier avec le peuple palestinien.

101. Jean-Marie Guénois, « En France, la tentation islamiste gagne du terrain dans la jeune génération », *Le Figaro*, 18 novembre 2025.

102. Interview de François Kraus, *Le Figaro*, 27 novembre 2025 ; et aussi John Timsit, « LFI relance sa "bataille culturelle" contre les sondeurs », *Le Figaro*, 1^{er} décembre 2025.

103. David Medioni, « La réalité met LFI en porte-à-faux », entretien avec François Kraus, *Franc-tireur*, 10 décembre 2025.

104. Jean Chichizola, « Le djihadisme reste la principale menace notamment en France », *Le Figaro*, 31 juillet 2025.

VII. LIBERTÉS ACADÉMIQUES ET VÉRITÉS HISTORIQUES

Cet antisémitisme rampant ou publiquement affiché par l'extrême gauche, LFI et diverses associations et syndicats, a désormais contaminé l'espace de l'université et de la recherche. Déjà au cours de l'année 2025, des interruptions de cours ou des blocus menés par l'extrême gauche et la mouvance islamiste ont eu lieu dans les universités de Lyon 3 et de Paris 8, ainsi qu'à Science Po Paris. À Paris 8, s'est tenu le 15 octobre 2025, sous l'égide de la Fédération syndicale étudiante – énième scission d'extrême gauche de l'UNEF – une réunion publique ouvertement pro-Hamas qui donna lieu à l'ouverture d'une enquête par le parquet de Bobigny pour « propos susceptibles de recevoir la qualification pénale d'apologie publique d'acte de terrorisme ».

Un épisode particulièrement révélateur s'est produit le 20 septembre 2025, lorsqu'un professeur d'histoire médiévale à l'université Lyon 2, Julien Théry, collaborateur régulier de la chaîne YouTube Le Média, proche de La France insoumise, publia une liste intitulée « 20 génocidaires à boycotter en toutes circonstances », composée en majorité de personnalités juives, parmi lesquelles Charlotte Gainsbourg, Pascal Bruckner, Haïm Korsia ou Alain Minc. Il précisa ensuite sa position en affirmant que « les trois postulats fondamentaux du sionisme contemporain [...] ne sont pas défendables en dehors de forts partis pris idéologiques assortis de falsifications historiques ». Il est permis de relever que, s'agissant précisément de « falsification historique », Julien Théry s'est lui-même illustré à de nombreuses reprises par des prises de position largement contestées dans le champ universitaire. Dans le même temps, il nia l'existence d'un islamo-gauchisme et qualifia l'idée d'un antisémitisme de gauche de « fake news » relevant d'une « manipulation néolibérale ». La dimension antisémite de son engagement réapparut rapidement, notamment à travers ses relations notoires avec la mouvance Soral-Dieudonné-Blanrue. Saisie de l'affaire, l'université en informa le procureur de la République, qui ouvrit une enquête, avant de prononcer une suspension conservatoire à la suite de nouveaux propos ouvertement antisémites. Cette décision provoqua aussitôt la diffusion d'une pétition de soutien, relayée par le Club Mediapart et signée par « 800 personnalités des milieux universitaire, politique, syndical et associatif ». Ce mélange des genres illustre de manière frappante la porosité croissante entre engagement militant et production universitaire, ainsi que la subordination du savoir à l'idéologie. Autour de ce soutien se retrouva, sans surprise, l'essentiel des réseaux d'extrême gauche, communistes, écologistes, décolonialistes, pro-palestiniens, pro-russes, ainsi que diverses organisations et publications engagées dans

une critique radicale d'Israël, sans oublier les cadres et sympathisants de La France insoumise. Le 25 novembre, Jean-Luc Mélenchon exprima d'ailleurs « sa solidarité avec cet enseignant éclairant » et dénonça de prétendus « nouveaux censeurs de l'université ». De telles prises de position, largement diffusées auprès d'un public militant, témoignent de la manière dont les exigences élémentaires de rigueur historique et de neutralité académique sont aujourd'hui sacrifiées au profit d'un activisme idéologico-politique assumé. Elles révèlent surtout combien l'antisémitisme demeure, pour une partie de l'extrême gauche et de la gauche radicale, un angle mort persistant, au point d'alimenter le déni, la minimisation et la propagation de contre-vérités manifestes. Il n'est pas jusqu'aux plus prestigieuses institutions universitaires qui se trouvent entraînées dans la spirale de prises de position contestables. Ainsi le Collège de France sous la haute autorité d'Henry Laurens, titulaire de la chaire « d'histoire contemporaine du monde arabe », a-t-il annoncé la tenue, les 13 et 14 novembre 2025, d'un colloque intitulé « La Palestine et l'Europe : poids du passé et dynamiques européennes »¹⁰⁵. Cette initiative était organisée en partenariat avec le Centre arabe de recherches et d'études politiques de Paris (Carep), financé par le Doha Institute du Qatar, longtemps présidé par l'islamologue François Burgat connu pour cette déclaration retentissante sur X en janvier 2024 : « J'ai infiniment, je dis bien infiniment plus de respect et de considération pour les dirigeants du Hamas que pour ceux de l'État d'Israël. » Il est loisible de n'avoir aucune estime pour les dirigeants israéliens mais obscur d'en avoir pour les dirigeants du Hamas vivant confortablement au Qatar.

Le premier atelier du colloque, intitulé « Le sionisme comme projet européen d'expansion coloniale », ne laissait guère de doute sur son orientation, placé qu'il était sous la direction « modératrice » de Stéphanie Latte Abdallah déjà citée plus haut¹⁰⁶. Tout comme le cinquième atelier intitulé « Passé colonial, poids de l'histoire et mobilisations pour la Palestine », dirigé par sa coautrice Véronique Bontemps. Quant au septième atelier intitulé « Silencier [sic] les voix palestiniennes », il était modéré par Alain Gresh, ex-rédacteur en chef du *Monde diplomatique*. Le colloque devait se terminer sur les interventions de plusieurs personnalités politiques, dont l'ex-Premier ministre Dominique de Villepin, proche du Qatar, qui, dans *Le Monde* du 31 juillet 2025 reprenait l'antienne de LFI : « À Gaza, sous nos yeux, c'est bien un génocide qui se déroule ». Devait également intervenir Francesca Albanese. Somme toute, un colloque marqué au sceau d'engagements idéologiques et politiques unilatéraux peu compatibles avec la neutralité axiologique académique et la traditionnelle *disputatio* universitaire.

105. Voir le programme relayé par le site de l'Union juive française pour la paix.

106. Voir son livre avec Véronique Bontemps, *Gaza, une guerre coloniale*, Actes Sud, 2025. Notons qu'en avril 2002, Mme Latte Abdallah avait signé une pétition d'universitaires appelant à voter pour J.-L. Mélenchon.

Déjà en juin 2025, Henry Laurens avait organisé un colloque intitulé « Génocide. Droit et histoire du crime des crimes ». Dans son introduction, le professeur de droit international Samantha Besson affirmait que la notion large de génocide défendue par Raphaël Lemkin « a été écartée pour des raisons de compromis politique après 1945, notamment [...] pour absoudre *ex ante* et *ex post* l'URSS, les États-Unis et Israël et dès lors obtenir leur ratification de la résolution de 1946 [à propos de la Cour internationale de justice] puis de la Convention de 1948 ». Ces résolutions ne pouvaient être signées que par des États, or celui d'Israël n'existait pas encore et les Juifs de Palestine étaient sous administration britannique. Le 29 novembre 1948, le ministre des Affaires étrangères d'Israël, Moshe Shertok, s'engagea à observer les obligations découlant de la Charte des Nations unies « du jour où il en deviendra membre », ce qui n'eut lieu que le 11 mai 1949 (résolution 273 III). Laisser entendre qu'*avant* et *après* l'adoption de ces conventions, Israël non constitué comme État et par conséquent non-membre de l'ONU, ait pu influencer sur leurs adoptions, est déjà le signe d'une approche qui pose problème. Quoiqu'il en soit, le colloque des 13 et 14 novembre a soulevé une question de fond sur la pénétration des thèses du Hamas, intrinsèquement antisémites, dans l'université française. Et jusqu'au choix de la date du colloque qui interroge, ce 13 novembre pendant lequel toute la France commémorait les attentats islamistes de 2015. On aurait voulu provoquer un effacement de la mémoire de ces attentats pour la remplacer par la mémoire d'un pseudo-génocide « colonial » par les Juifs israéliens qu'on ne s'y serait pas pris autrement.

In fine, l'administration du Collège de France a annulé le colloque qui s'est tenu dans les locaux du Carep et par vidéo, mais cela a suscité une violente polémique. Dès le 13 novembre, une tribune publiée dans *Le Monde* et signée par plus de 300 universitaires – dont l'inévitable Judith Butler –, a dénoncé « une atteinte sans précédent à la liberté académique », ainsi qu'une « intervention politique dans le champ de la recherche ». Et de conclure : « En confondant évaluation scientifique et contrôle idéologique, cette interdiction ouvre la voie à une ère de censure institutionnelle, où des calomnies médiatiques¹⁰⁷ suffiraient à bâillonner la réflexion universitaire. » Dès le lendemain une nouvelle pétition, publiée dans *Le Monde* et signée de quatorze professeurs au Collège de France – dont Samantha Besson et Patrick Boucheron –, dénonçait une atteinte à la liberté académique. En réponse, Nathalie Heinich, spécialiste du wokisme, appelait à ne pas confondre « liberté académique » et « liberté d'expression », tout en dénonçant « l'académo-militantisme ».

107. Allusion à l'article très documenté de Erwan Seznec et Ismaël El Bou-Cotterau, « Au Collège de France, un colloque pro-palestinien à haut risque », *Le Point*, le 7 novembre 2025.

Et de conclure : « Cette annulation ne constitue pas une atteinte, mais bien au contraire, une protection de ce principe si souvent détourné de son sens qu'est la "liberté académique" par un tour de passe-passe conceptuel [...] Elle ne vaut qu'à condition qu'on ait affaire à la recherche authentique, pas à du militantisme¹⁰⁸ ».

Ce ne sont pourtant pas les mises en garde venues d'universitaires de gauche qui ont manqué. Ainsi le journal *Marianne* du 1^{er} mai 2025 a-t-il publié une tribune intitulée « Pour une gauche intransigeante envers toute forme d'antisémitisme », où cinquante universitaires et chercheurs s'inquiétaient d'un antisémitisme d'extrême droite passé à gauche, « évolution [qui] résonne avec les tensions du contexte international, de l'influence de la politique iranienne au conflit israélo-palestinien, dont la charge symbolique de ce dernier est très forte, comme nous le constatons d'une manière aiguë depuis le 7 octobre 2023, notamment dans nos universités et nos établissements scolaires ».

Et depuis, cet activisme pro-palestinien et anti-israélien, à connotation antisémite, s'est étendu jusqu'aux milieux de la culture, avec l'attaque de l'orchestre philharmonique d'Israël à la Philharmonie de Paris le 6 novembre 2025. Avant même sa tenue, la CGT du spectacle exigea qu'un « avertissement » sur le conflit à Gaza fût lu avant le concert, tandis que le mouvement BDS et Urgence Palestine exigeaient son annulation et dénonçaient un « orchestre au service de la propagande sioniste », alors que son chef, Lahav Shani est connu pour son opposition au gouvernement de Netanyahu. Et que le concert était programmé depuis trois ans. En plein concert, plusieurs activistes – dont un fiché S – ont lancé des tracts, hurlé des slogans et même allumé un fumigène, au risque de susciter une panique parmi les 900 auditeurs. Des concerts de cet orchestre avaient déjà été boycottés à Gand en Belgique, et interrompus à Vienne en Autriche, preuve que des réseaux internationaux sont à l'œuvre. La CGT du spectacle a dénoncé « la décision irresponsable » de la Philharmonie d'avoir maintenu ce concert « perçu comme un acte de normalisation de la politique génocidaire de l'État d'Israël ».

La CGT de France Télévisions participa pleinement à cette controverse en diffusant, par un tract daté du 13 octobre et un communiqué du 17, une dénonciation de « l'instrumentalisation du 7 octobre » par la journaliste de France 3, Claire Koç. Celle-ci avait employé, dans une chronique, le terme de « pogrom », jugé inapproprié par ses critiques, qui estimaient qu'il devait être réservé aux violences dirigées contre une minorité, les Juifs étant majoritaires en Israël. Cette querelle sémantique,

108. Nathalie Heinrich, « Le colloque sur la Palestine annulé au Collège de France constituait une offensive contre la science », *Le Monde*, 16-17 novembre 2025.

d'une subtilité parfois excessive, rappelle certaines traditions idéologiques anciennes. Elle tend surtout à occulter un élément essentiel du contexte régional. En effet, les quelque huit millions d'Israéliens juifs évoluent dans un environnement géopolitique marqué par la présence de plus de deux-cents millions d'Arabes et de musulmans, issus d'États qui, pour nombre d'entre eux, ont, depuis plusieurs décennies, vidé leurs territoires de toute présence juive, par les massacres, les persécutions ou l'exil forcé. Ce cadre historique et démographique relativise singulièrement les tentatives visant à disqualifier, par des arguties lexicales, la qualification des violences commises contre des civils israéliens. Une fois encore, Jean-Luc Mélenchon prit fait et cause pour les activistes : « Ça a été un peu tendu [sic]. Mais vous ne pouvez pas empêcher des gens d'exprimer une protestation contre un génocide. Je regrette surtout le génocide plus que l'affaire de la Philharmonie. » De son côté, la députée LFI Manon Aubry refusa de condamner les « incidents », déclarant : « Aujourd'hui, le meilleur moyen que ce type d'incident ne se reproduise pas, c'est que le gouvernement israélien arrête de massacrer un peuple. » Ces prises de position illustrent la centralité désormais acquise dans ce discours du mot d'ordre « génocide à Gaza », mobilisé comme une grille d'interprétation quasi systématique des événements. Elles s'accompagnent, dans le même temps, d'une tendance marquée à reléguer au second plan les massacres du 7 octobre, pourtant constitutifs du contexte immédiat de ces mobilisations.

Désormais, toutes les forces d'extrême gauche et certains partis de gauche, en France, en Europe et aux États-Unis, alliés ouvertement avec les mouvements islamistes, sont mobilisées pour promouvoir une propagande violente contre l'État d'Israël sur le thème d'un antisionisme radical associé à un antisémitisme de plus en plus évident. Les signes de ralliement sont le drapeau palestinien et le keffieh, présents désormais dans toutes les réunions militantes et les manifestations de rue, y compris quand celles-ci n'ont rien à voir avec la Palestine. Or, si toute critique du gouvernement israélien est légitime, toute déclaration d'illégitimité de l'État israélien ne l'est pas. Et une telle déclaration ne peut être qu'antisémite au regard de la grande majorité des Israéliens : des Juifs.

Ces mouvements contribuent, dans de nombreux pays européens, à opposer durablement une partie des populations d'obédience musulmane ou issues du monde arabe et africain aux sociétés nationales dans lesquelles elles vivent, au risque de provoquer des fractures profondes susceptibles, à terme, de dégénérer en formes de conflictualité civile latente. Cette dynamique est en outre exploitée par des acteurs extérieurs qui cherchent à fragiliser les équilibres politiques et sociaux européens, ainsi que l'Union européenne elle-même, en attisant les tensions communautaires

et identitaires. La Russie de Vladimir Poutine s'inscrit dans cette stratégie d'ingérence. Plusieurs opérations clandestines menées à Paris ont ainsi mis en lumière des tentatives visant à opposer artificiellement juifs et musulmans, dans une logique délibérée de déstabilisation cherchant, de la part d'une Russie embourbée depuis quatre ans dans une « opération militaire spéciale », à affaiblir l'un des principaux soutiens de l'Ukraine et du président Zelenski. La France insoumise s'est placée au centre des campagnes politiques de soutien aux organisations pro-palestiniennes, parmi lesquelles l'Union française des Juifs pour la Paix joue un rôle important. À l'arrière-plan de cette orientation, le pari de gagner les voix d'une population ciblée semble aléatoire et surtout elle risque d'ancrer un antisémitisme à l'origine d'actes de plus en plus fréquents, allant, par exemple, jusqu'à la profanation de monuments en hommage aux Justes qui ont protégé et sauvé des Juifs pendant la guerre : sur le Mur des Justes à Paris le 14 mai 2025 et à Villeurbanne le 19 août, à Lyon où le monument « Les rails de la mémoire » en hommage en particulier au million et demi d'enfants juifs assassinés durant la Shoah a été vandalisé par une inscription gravée « Free Gaza », ou encore l'abattage le 14 août 2025 de l'arbre planté en mémoire d'Ilan Halimi à Épinay-sur-Seine. Les conséquences à long terme de l'antisémitisme porté par des organisations et partis se réclamant de la gauche sont à redouter. On peut craindre le pire tant les discours allusifs ou directs, l'usage d'euphémismes ou le recours au *dog whistle* – l'emploi d'un message spécifique destiné à un groupe ciblé – ont envahi les sphères politique et médiatique, apparaissant comme la justification d'actes injustifiables. Les organisations qui utilisent le fond d'antisémitisme présent chez certaines catégories de population prennent donc le risque d'ancrer ce fléau pour longtemps dans notre pays.

Les autorités sont conscientes de cette poussée de l'antisémitisme, portée en particulier par l'extrême gauche et une partie de la gauche. Elles réagissent par des mesures symboliques. Alfred Dreyfus est promu à titre posthume au grade de général. Robert Badinter est porté au Panthéon le 9 octobre 2025, alors que sa femme explique longuement comment la fin de la vie de son mari, décédé le 9 février 2024, a été obscurcie par le renouveau d'un antisémitisme « honteux à l'extrême droite, devenu vertueux en passant à gauche », lui dont le père et la grand-mère maternelle ont été gazés à Auschwitz¹⁰⁹. L'historien et résistant Marc Bloch, fusillé par les nazis en 1944, y entrera le 16 juin 2026. Autant de Juifs qui ont fait honneur à la patrie.

109. Élisabeth Badinter et Richard Malka, « Le retour de l'antisémitisme fut un choc pour Robert Badinter », *Le Point*, 1^{er} octobre 2025.

Les deux premières études de la Fondapol consacrées à l'antisémitisme de gauche avaient déjà montré l'existence d'un antisémitisme structurel à gauche depuis le XIX^e siècle¹¹⁰. Au terme de cette enquête, un constat s'impose sur le basculement antisémite des extrêmes gauches et ses conséquences : nous sommes passés d'un antisémitisme latent à gauche à un antisémitisme *de* gauche sous la direction de Jean-Luc Mélenchon. Cet antisémitisme de gauche, sous couvert d'antisionisme, s'installe désormais dans le champ politique, social et culturel. Alors que chaque semaine, chaque jour apportent de nouveaux éléments en ce sens, il semble bien que soit en cours une rupture profonde, morale et politique. Une rupture avec la tradition républicaine qui a émergé lors de l'émancipation des Juifs en 1791, moment « où la France de la Révolution française [était] un exemple lumineux » pour les Juifs, pour reprendre une expression de Robert Badinter¹¹¹. Une noble tradition qui n'a été interrompue que sous le régime de Vichy.

*Ce texte a été achevé le dimanche 14 décembre 2025,
à l'heure du massacre de quinze Juifs
sur la plage de Bondi à Sydney en Australie.*

110. Bernard Bruneteau, Stéphane Courtois, *Les gauches antisémites. De Proudhon à la révolution bolchevique* [1] ; *La détermination totalitaire* [2], Fondapol, 2025, 64 pages et 64 pages [en ligne 1] et [en ligne 2].

111. *L'Express*, 24 octobre 2018.

POSTFACE

La rédaction de ce texte avait été achevée depuis plusieurs semaines avant le début de la campagne des élections municipales et avant que ne survienne l'assassinat à Lyon de Quentin Deranque par des membres de la Jeune Garde – associée à LFI – incitant Jean-Luc Mélenchon à radicaliser son discours à connotation antisémite. Ainsi, le 26 février 2026, dans un meeting à Lyon, il déclarait à propos de l'affaire Epstein : « Ah ! Je voulais dire Epstine, pardon ! Ça fait plus russe Epstine, hein ! Alors maintenant vous direz Epstine au lieu d'Epstein, Frankenstine au lieu de Frankenstein. Eh ben voilà nan ? Tout le monde comprend comment il faut faire ! » Il provoquait ainsi l'éclat de rire général des deux mille participants au meeting. Pas un ne s'était levé et n'avait quitté la salle pour protester contre cette saillie typiquement antisémite qui consistait à dépouiller Epstein de sa nationalité américaine pour le réduire à sa judéité¹¹². Une saillie également complotiste, tendant à faire croire qu'on avait caché au public qu'Epstein était juif.

Rien de très étonnant à cela quand on suit l'actualité de LFI. Ainsi, le 22 janvier 2026, alors que l'Assemblée nationale était appelée à voter un texte entérinant l'inscription des Frères musulmans sur la liste européenne des organisations terroristes, les députés LFI ont voté « contre » au motif qu'il s'agissait d'un acte d'« islamophobie ». Ils « oubliaient » que le Hamas était la branche palestinienne des Frères, et que le massacre du 7 octobre 2023 avait démontré sa dimension antisémite génocidaire. Un Hamas ouvertement soutenu par Rima Hassan, députée européenne de LFI. Par ailleurs, les liens étroits de LFI avec le Front populaire de libération de la Palestine, autre organisation terroriste, restent jusqu'à maintenant un angle mort.

La même thématique a été utilisée par David Guiraud, député LFI de Roubaix et candidat à la mairie, au discours violemment « antisioniste », au nom de la lutte contre « l'islamophobie », au point de défendre le CCIF – collectif des Frères musulmans interdit en France – et de dénoncer l'expulsion, pour propos antisémites, de l'imam salafiste marocain Hassan Iquioussen. Il a d'ailleurs été soutenu par Manuel Bompard, député LFI des Bouches-du-Rhône et lieutenant de Mélenchon, qui le 2 août 2022 déclarait que cette expulsion ne pouvait pas être laissée « à l'arbitraire du ministre de l'Intérieur qui décide que [...] un tel propos n'est pas acceptable¹¹³ ».

112. Intervention de Jean-Luc Mélenchon lors d'un meeting à Lyon le 26 février 2026, *Le Figaro*, 27 février 2026 [en ligne].

113. *CNews*, 2 août 2022, [en ligne].

Dans le même esprit, la députée LFI d'Ille-et-Vilaine, Marie Mesmeur, elle aussi « antisioniste » radicale, n'a pas hésité à s'afficher aux côtés d'un membre du parti islamiste pakistanais Jamaat-e-Islami, fervent soutien du Hamas et enthousiaste du massacre du 7 octobre. C'est la même qui, après la chasse aux supporters israéliens lors d'un match de foot à Amsterdam le 8 novembre 2024, a déclaré : « Ces gens-là n'ont pas été lynchés parce qu'ils étaient juifs mais parce qu'ils étaient racistes et qu'ils soutenaient un génocide »¹¹⁴.

C'est ainsi que d'Amsterdam à Lyon, on accoutume l'opinion à légitimer des lynchages en tant qu'action, prétendument justifiée par la lutte contre des personnes qualifiées de « fascistes » ou de « génocidaires » – et ainsi déshumanisées. Une manière pour Jean-Luc Mélenchon de préparer les esprits de ses partisans et d'acclimater la violence au sein du débat dans le cadre de la campagne qu'il mène contre toutes les autres forces républicaines – de droite comme de gauche. Son objectif, à coup de provocations, en particulier antisémites, est de fracturer au maximum le paysage politique pour d'abord tenter de se hisser au second tour de l'élection présidentielle de 2027 ; et ensuite, en cas de défaite face à l'éventuel candidat du Rassemblement national, de semer le chaos dans la rue au nom de l'« antifascisme ». Mais souvent qui veut faire l'Ange fait la Bête. Et par sa radicalisation antirépublicaine et antisémite, Jean-Luc Mélenchon favorise le RN qui en profite pour se revendiquer chaque jour plus républicain et plus protecteur des Juifs de France.

114. X (publication de Marie Mesmeur), 8 novembre 2024, [en ligne].

Bernard BRUNETEAU
Stéphane COURTOIS

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(1) DE PROUDHON À LA
RÉVOLUTION BOLCHEVIQUE

FONDATION pour
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Juin 2025

Bernard BRUNETEAU
Stéphane COURTOIS

LES GAUCHES ANTISÉMITES

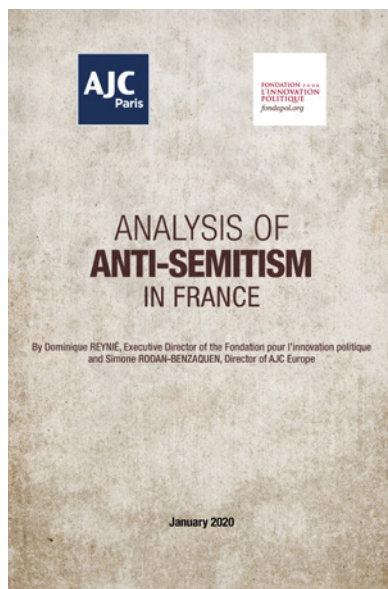
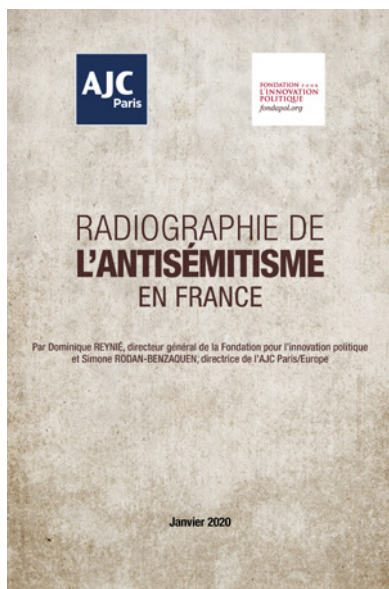
(2) LA DÉTERMINATION
TOTALITAIRE

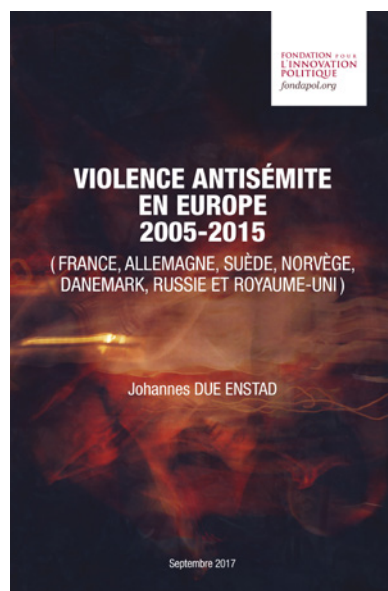
FONDATION pour
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

Juin 2025













NOS PUBLICATIONS

La guerre par la norme. La régulation, arme économique stratégique

Erwan Le Noan, mars 2026, 37 pages

Ce que l'ontario nous apprend sur la pratique de l'« aide médicale à mourir » et l'urgence de sa refonte

Trudo Lemmens, février 2026, 27 pages

Enjeux juridiques d'une légalisation d'un « droit à l'aide à mourir »

Aline Cheynet de Beaupré, Laurent Frémont et Didier Guérin, février 2026, 30 pages

Les Français n'approuvent pas la proposition de loi visant à légaliser l'euthanasie et le suicide assisté

Dominique Reynié, janvier 2026, 88 pages

Contre la bureaucratie, la compétence du peuple

Robin Rivaton, décembre 2025, 38 pages

Vers un système de retraite mixte répartition - capitalisation quelques modalités concrètes de transition

Bertrand Martinot, Renan Muret et Philippe Gravier, novembre 2025, 42 pages

Sahara occidental : la théorie de l'infraction marocaine en question

Dominique Bocquet avec Sâ Benjamin Traoré, novembre 2025, 69 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La psychiatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Dr Françoise Chastang et Dr Cécile Omnès, octobre 2025, 30 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

Le handicap face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Agathe Barrois et Aline Cheynet de Beaupré, octobre 2025, 32 pages

Va-t-on légaliser la mort provoquée ?

La gériatrie face au risque de l'euthanasie et du suicide assisté

Pr Claude Jeandel et Dr Jean-Marie Gomas, octobre 2025, 36 pages

Le Parlement enquête, le droit vacille

Pour une clarification du cadre juridique des commissions parlementaires

Jean-Jacques Urvoas, octobre 2025, 38 pages

La sécurité de la Pologne au xxi^e siècle : défis, stratégies et perspectives

Kinga Torbicka, septembre 2025, 45 pages

Intelligence artificielle. Enjeux économiques et financiers d'une percée technologique

Françoise Drumetz et Christian Pfister, septembre 2025, 52 pages

Contre l'écologisme réglementaire, bureaucratique et décroissant, l'aspiration à une écologie positive

Dominique Reynié, août 2025, 13 pages

Iran : une société sécularisée, diverse et dissidente

Pooyan Tamimi Arab et Ammar Maleki, juillet 2025, 38 pages

Le défi de la natalité. Une enquête d'opinion franco-italienne

Fondapol et Fondazione Magna Carta, juin 2025, 38 pages

L'immigration afghane en France. Un événement de grande ampleur

Didier Leschi, juin 2025, 35 pages

Les gauches antisémites (1) La détermination totalitaire, 39 pages,

(2) De Proudhon à la révolution bolchevique, 39 pages,

Bernard Bruneteau et Stéphane Courtois, juin 2025

Combattre l'islamisme sur le terrain. Témoignage d'un préfet de la République

Alexandre Brugère, mai 2025, 29 pages

Le mythe de la France raciste, (1) Le racialisme, histoire d'un échec, 39 pages,

(2) De l'échec du racialisme à la naissance du mythe, 41 pages,

Vincent Tournier, avril 2025

Le détournement populiste du courant libertarien, (1) Des origines de l'anarcho-capitalisme au populisme de droite, 56 pages, **(2) Le populisme paléo-libertarien de Javier Milei**, 53 pages, Jérôme Perrier, avril 2025

L'IA au service de la sécurité

Benoît Fayet, Bruno Maillot et Mathieu Zagrodzki, mars 2025, 29 pages

Retraites : optimiser les dépenses, introduire une part de capitalisation

Bertrand Martinot, mars 2025, 38 pages

Contribution à la mission flash de clarification du financement des retraites

Jean-Pascal Beaufret, février 2025, 53 pages

Union européenne : l'étouffoir de l'écologisme bureaucratique

Emmanuel Bloch, février 2025, 37 pages

Les non-dits économiques et sociaux du débat sur la fin de vie

Yves-Marie Doublet et Pascale Favre, janvier 2025, 28 pages

Pourquoi donner

Claire-Marie Morinière avec Wakil Belhaddad et Claude Birman, janvier 2025, 41 pages

L'histoire des think tanks

Simon Amat, janvier 2025, 33 pages

Équilibres et mérites de la loi qui encadre la liberté d'expression en France

Basile Ader, janvier 2025, 26 pages

Jeux vidéo : violence et addiction ?

Loïse Lyonnet et Michaël Stora, décembre 2024, 33 pages

L'utérus artificiel et la reproduction humaine

Élisabeth de Castex, décembre 2024, 42 pages

Pour une renaissance de la politique familiale : liberté, lisibilité et pérennité

Gérard-François Dumont, décembre 2024, 41 pages

L'industrie automobile européenne en 2035

Marc Alochet et Jean-Pierre Corniou, décembre 2024, 46 pages

Fondapol. Des Idées pour la Cité. L'aventure d'un think tank

Sous la direction de Dominique Reynié, éditions du Cerf, novembre 2024, 304 pages

L'inévitable conflit entre islamisme et progressisme aux États-Unis

Martha Lee, novembre 2024, 45 pages

Structure économique et sociale des territoires et vote populiste en France

Guillaume Bazot, novembre 2024, 58 pages

La capitalisation : un moyen de sortir par le haut de la crise des retraites ?

Bertrand Martinot, novembre 2024, 46 pages

Le FPÖ au défi de l'Europe : radicalité idéologique et contrainte électorale en Autriche

Patrick Moreau, octobre 2024, 39 pages

L'AfD : l'extrême droite allemande dans l'impasse

Patrick Moreau, octobre 2024, 66 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France - édition 2024

AJC Paris et Fondapol, octobre 2024, 48 pages

Les attentats islamistes dans le monde 1979-2024

Fondapol, octobre 2024, 92 pages

Législatives 2024 : le grand désarroi des Français

Anne Flambert, Nicola Gaddoni, Mélodie Jourdain et Dominique Reynié, juin 2024, 36 pages

Les Européens abandonnés au populisme

Dominique Reynié, mai 2024, 80 pages

Victoire populiste aux Pays-Bas : spécificité nationale ou paradigme européen ?

Christophe de Voogd, avril 2024, 40 pages

Les pogroms en Palestine avant la création de l'État d'Israël (1830-1948)

Georges Bensoussan, avril 2024, 37 pages

Le vote des Européens. Vingt-trois ans d'élections nationales en Europe

Corinne Deloy, Préface de Dominique Reynié, éditions du Cerf, avril 2024, 460 pages

Les étrangers extra-européens et le logement social en France

Michel Aubouin, avril 2024, 36 pages

Les mots de la fin de vie : ne pas occulter les termes du débat

Pascale Favre, mars 2024, 30 pages

Suicide assisté, euthanasie : le choix de la rupture et l'illusion d'un progrès

Yves-Marie Doublet, mars 2024, 35 pages

L'Europa e la Sovranità. Riflessioni italo-francesi (1897-2023)

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Rubbettino, avril 2024, 332 pages

L'Europe et la Souveraineté. Approches franco-italiennes 1897-2023

Sous la direction de Maria Elena Cavallaro, Gaetano Quagliariello et Dominique Reynié, éditions Plein Jour, mars 2024, 516 pages

Fratelli d'Italia : héritage néofasciste, populisme et conservatisme

Marco Tarchi, février 2024, 41 pages

L'émergence d'une gauche conservatrice en Allemagne :

l'alliance Sahra Wagenknecht pour la raison et la justice (BSW)

Patrick Moreau, janvier 2024, 41 pages

Mouvements protestataires : le retour de la violence

Eddy Fougier, novembre 2023, 38 pages

La réforme Affelnet à Paris : un voyage au pays où 15 = 20

Marion Oury, octobre 2023, 48 pages

Le jumeau numérique en santé

Serge Soudoplatoff, septembre 2023, 34 pages

La régulation du numérique : Chine, États-Unis, France

Aifang Ma, septembre 2023, 44 pages

L'industrie française du jeu vidéo. De la French Touch à la French Pride

Loïse Lyonnet et Pierre Poinson, juillet 2023, 40 pages

La défiance vue par le prisme du médiateur de l'assurance

Arnaud Chneiweiss, juillet 2023, 26 pages

L'Europe et notre souveraineté. L'Europe est nécessaire, la France aussi

Édouard Balladur, juin 2023, 18 pages

L'enseignement supérieur privé en France

Laurent Batsch, juin 2023, 57 pages

Complexité. Critique d'une idéologie contemporaine

Sophie Chassat, juin 2023, 40 pages

Politique migratoire : que faire de l'accord franco-algérien de 1968 ?

Xavier Driencourt, mai 2023, 29 pages

De la transition écologique à l'écologie administrée, une dérive politique

David Lisnard et Frédéric Masquelier, mai 2023, 30 pages

Pour un nouvel ordre énergétique européen

Cécile Maisonneuve, avril 2023, 56 pages

Le XXI^e siècle du christianisme - édition de poche

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mars 2023, 378 pages

Élections, médias et réseaux sociaux : un espace public en décomposition

Victor Delage, Dominique Reynié, Mathilde Tchounikine, mars 2023, 32 pages

Souveraineté, maîtrise industrielle et transition énergétique, (1) Les conditions de réussite du programme nucléaire français de 1945 à 1975, 44 pages, (2) Transition énergétique, géopolitique et industrie : quel rôle pour l'État ?

Jean-Paul Bouttes, mars 2023

Immigration : comment font les États européens

Fondapol, mars 2023, 46 pages

La politique danoise d'immigration : une fermeture consensuelle

Fondapol, janvier 2023, 57 pages

Maghreb : l'impact de l'islam sur l'évolution sociale et politique

Razika Adnani, décembre 2022, 36 pages

Italie 2022 : populismes et droitisation

Anna Bonalume, octobre 2022, 60 pages

Quel avenir pour la dissuasion nucléaire ?

Bruno Tertrais, octobre 2022, 39 pages

Mutations politiques et majorité de gouvernement dans une France à droite

Sous la direction de Dominique Reynié, septembre 2022, 64 pages

Paielements, monnaie et finance à l'ère numérique, (1) État des lieux et perspectives à court-moyen terme, 47 pages, (2) Les questions à long terme, 34 pages,

Christian Pfister, juillet 2022

La montée en puissance de l'islamisme woke dans le monde occidental

Lorenzo Vidino, juin 2022, 29 pages

2022, présidentielle de crises

Sous la direction de Dominique Reynié, avril 2022, 80 pages

Les déchets nucléaires : une approche globale, (1) Déchet et déchets nucléaires : durée de vie et dangers potentiels, 49 pages, (2) Les solutions pour maîtriser le risque effectif, 42 pages,

(3) L'enjeu des générations futures, 41 pages, (4) La gestion des déchets : rôle et compétence de l'État en démocratie, 49 pages,

Jean-Paul Bouttes, janvier 2022

Radiographie de l'antisémitisme en France – édition 2022

AJC Paris et Fondapol, janvier 2022, 38 pages

Prestataires de santé à domicile : les entreprises au service du virage ambulatoire

Alice Bouleau et Nicolas Bouzou, janvier 2022, 34 pages

Libertés : l'épreuve du siècle

Sous la direction de Dominique Reynié, janvier 2022, 96 pages

Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute, la Community of Democracies, la Konrad-Adenauer-Stiftung, Genron NPO, la Fundación Nuevas Generaciones et República do Amanhã

Élections départementales et régionales 2021 : une analyse cartographique

Céline Colange, Sylvain Manternach, décembre 2021, 76 pages

Défendre l'autonomie du savoir

Nathalie Heinrich, novembre 2021, 32 pages

Rapport pour l'Assemblée nationale. Mission d'information visant à identifier les ressorts de l'abstention et les mesures permettant de renforcer la participation électorale

Fondapol, novembre 2021, 82 pages

Parti et Démocratie

Piero Ignazi, aux éditions Calmann-Lévy, avec le concours de la Fondapol et de Terra Nova, octobre 2021, 504 pages

Commerce illicite de cigarettes, volet II.

Identifier les parties prenantes, les effets de réseaux et les enjeux financiers

Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, octobre 2021, 32 pages

Complémentaires santé : moteur de l'innovation sanitaire

Nicolas Bouzou et Guillaume Moukala Same, octobre 2021, 47 pages

Les décroissants en France. Un essai de typologie

Eddy Fougier, septembre 2021, 31 pages

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2021

Fondapol, septembre 2021, 84 pages

Les primaires électorales et les systèmes de départage des candidats à l'élection présidentielle

Laurence Morel et Pascal Perrineau, août 2021, 51 pages

L'idéologie woke, (1) Anatomie du wokisme, 34 pages, (2) Face au wokisme, 32 pages,
Pierre Valentin, juillet 2021

Protestation électorale en 2021 ?

Données issues du 1^{er} tour des élections régionales

Abdellah Bouhend, Victor Delage, Anne Flambert, Élisabeth Grandjean, Katherine Hamilton,
Léo Major, Dominique Reynié, juin 2021, 40 pages

La conversion des Européens aux valeurs de droite

Victor Delage, mai 2021, 40 pages

Les coûts de la transition écologique

Guillaume Bazot, mai 2021, 37 pages

Le XXI^e siècle du christianisme

Dominique Reynié (dir.), éditions du Cerf, mai 2021, 376 pages

Les protestants en France, une minorité active

Jean-Paul Willaime, avril 2021, 34 pages

L'agriculture bio et l'environnement

Bernard Le Buanec, mars 2021, 27 pages

Devrions-nous manger bio ?

Léon Guéguen, mars 2021, 36 pages

Quel avenir pour l'agriculture et l'alimentation bio ?

Gil Kressmann, mars 2021, 48 pages

Pauvreté dans le monde : une baisse menacée par la crise sanitaire

Julien Damon, février 2021, 33 pages

Reconquérir la biodiversité, mais laquelle ?

Christian Lévêque, février 2021, 37 pages

Énergie nucléaire : la nouvelle donne internationale

Marco Baroni, février 2021, 66 pages

Souveraineté économique : entre ambitions et réalités

Emmanuel Combe et Sarah Guillou, janvier 2021, 66 pages

Relocaliser en décarbonant grâce à l'énergie nucléaire

Valérie Faudon, janvier 2021, 36 pages

Après le Covid-19, le transport aérien en Europe : le temps de la décision

Emmanuel Combe et Didier Bréchémier, décembre 2020, 40 pages

Avant le Covid-19, le transport aérien en Europe : un secteur déjà fragilisé

Emmanuel Combe et Didier Bréchémier, décembre 2020, 35 pages

Glyphosate, le bon grain et l'ivraie

Marcel Kuntz, novembre 2020, 45 pages

Covid-19 : la réponse des plateformes en ligne face à l'ultradroite

Maygane Janin et Flora Deverell, novembre 2020, 42 pages

Relocalisations : laisser les entreprises décider et protéger leur actionnariat

Frédéric Gonand, septembre 2020, 37 pages

Europe : la transition bas carbone, un bon usage de la souveraineté

Patrice Geoffron, septembre 2020, 35 pages

Relocaliser en France avec l'Europe

Yves Bertoncini, septembre 2020, 40 pages

Relocaliser la production après la pandémie ?

Paul-Adrien Hyppolite, septembre 2020, 46 pages

Qui paie ses dettes s'enrichit

Christian Pfister et Natacha Valla, septembre 2020, 37 pages

Les assureurs face au défi climatique

Arnaud Chneiweiss et José Bardaji, août 2020, 33 pages

Changements de paradigme

Josef Konvitz, juillet 2020, 20 pages

Hongkong : la seconde rétrocession

Jean-Pierre Cabestan et Laurence Daziano, juillet 2020, 62 pages

Tsunami dans un verre d'eau

Regard sur le vote Europe Écologie-Les Verts aux élections municipales de 2014 et de 2020 dans 41 villes de plus de 100 000 habitants

Sous la direction de Dominique Reynié, juillet 2020, 44 pages

Covid-19 - États-Unis, Chine, Russie, les grandes puissances inquiètent l'opinion

Victor Delage, juin 2020, 16 pages

De la distanciation sociale à la distanciation intime

Anne Muxel, juin 2020, 24 pages

Covid-19 : Cartographie des émotions en France

Madeleine Hamel, mai 2020, 24 pages

Ne gaspillons pas une crise

Josef Konvitz, avril 2020, 23 pages

Retraites : leçons des réformes suédoises

Kristoffer Lundberg, avril 2020, 37 pages

Retraites : leçons des réformes belges

Frank Vandenbroucke, février 2020, 40 pages

Les biotechnologies en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, février 2020, 44 pages

Radiographie de l'antisémitisme en France

AJC Paris et Fondapol, janvier 2020, 32 pages

OGM et produits d'édition du génome : enjeux réglementaires et géopolitiques

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 35 pages

Des outils de modification du génome au service de la santé humaine et animale

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Des plantes biotech au service de la santé du végétal et de l'environnement

Catherine Regnault-Roger, janvier 2020, 32 pages

Le soldat augmenté : regards croisés sur l'augmentation des performances du soldat

CREC Saint-Cyr et Fondapol, décembre 2019, 128 pages

L'Europe face aux nationalismes économiques américain et chinois, (1) Politique de concurrence et industrie européenne, 36 pages, (2) Les pratiques anticoncurrentielles étrangères, 40 pages, (3) Défendre l'économie européenne par la politique commerciale, 52 pages,

Emmanuel Combe, Paul-Adrien Hyppolite et Antoine Michon, novembre 2019

Les attentats islamistes dans le monde, 1979-2019

Fondapol, novembre 2019, 80 pages

Vers des prix personnalisés à l'heure du numérique ?

Emmanuel Combe, octobre 2019, 46 pages

La Cour européenne des droits de l'homme, protectrice critiquée des « libertés invisibles »

Jean-Luc Sauron, octobre 2019, 48 pages

1939, l'alliance soviéto-nazie : aux origines de la fracture européenne

Stéphane Courtois, septembre 2019, 51 pages

Saxe et Brandebourg. Percée de l'AfD aux élections régionales du 1^{er} septembre 2019

Patrick Moreau, septembre 2019, 26 pages

Campements de migrants sans-abri : Comparaisons européennes et recommandations

Julien Damon, septembre 2019, 44 pages

Vox, la fin de l'exception espagnole

Astrid Barrio, août 2019, 36 pages

Élections européennes 2019. Le poids des électors comparé au poids électoral des groupes parlementaires

Raphaël Grelon et Guillemette Lano. Avec le concours de Victor Delage et Dominique Reynié, juillet 2019, 22 pages

Allô maman bobo, (1) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 44 pages,
(2) l'électorat urbain, de la gentrification au désenchantement, 40 pages,
 Nelly Garnier, juillet 2019

L'affaire Séralini. L'impasse d'une science militante
 Marcel Kuntz, juin 2019, 35 pages

Démocraties sous tension

Sous la direction de Dominique Reynié, mai 2019,
volume I, Les enjeux, 156 pages ; **volume II**, Les pays, 120 pages
 Enquête réalisée en partenariat avec l'International Republican Institute

La longue gouvernance de Poutine
 Michel Eltchaninoff, mai 2019, 31 pages

Politique du handicap : pour une société inclusive
 Sophie Cluzel, avril 2019, 23 pages

Ferroviaire : ouverture à la concurrence, une chance pour la SNCF
 David Valence et François Bouchard, mars 2019, 42 pages

Un an de populisme italien
 Alberto Toscano, mars 2019, 33 pages

Une mosquée mixte pour un islam spirituel et progressiste
 Eva Janadin et Anne-Sophie Monsinay, février 2019, 46 pages

Une civilisation électrique, (1) Un siècle de transformations, 32 pages,
(2) Vers le réenchantement, 34 pages,
 Alain Beltran et Patrice Carré, février 2019

Prix de l'électricité : entre marché, régulation et subvention
 Jacques Percebois, février 2019, 42 pages

Vers une société post-carbone
 Patrice Geoffron, février 2019, 36 pages

Énergie-climat en Europe : pour une excellence écologique
 Emmanuel Tuchscherer, février 2019, 26 pages

La contestation animaliste radicale
 Eddy Fougier, janvier 2019, 35 pages

Le numérique au secours de la santé
 Serge Soudoplatoff, janvier 2019, 38 pages

Le nouveau pouvoir français et la coopération franco-japonaise
 Fondapol, décembre 2018, 204 pages

Les apports du christianisme à l'unité de l'Europe
 Jean-Dominique Durand, décembre 2018, 29 pages

La crise orthodoxe, (1) Les fondations, des origines aux XIX^e siècle, 28 pages,
(2) Les convulsions, du XIX^e siècle à nos jours, 31 pages,
 Jean-François Colosimo, décembre 2018

La France et les chrétiens d'Orient, dernière chance
 Jean-François Colosimo, décembre 2018, 33 pages

Le christianisme et la modernité européenne, (1) Récuser le déni, 30 pages, **(2) Comprendre le retour de l'institution religieuse**, 30 pages,
 Philippe Portier et Jean-Paul Willaime, décembre 2018

Commerce illicite de cigarettes : les cas de Barbès-La Chapelle, Saint-Denis et Aubervilliers-Quatre-Chemins
 Mathieu Zagrodzki, Romain Maneveau et Arthur Persais, novembre 2018, 64 pages

L'avenir de l'hydroélectricité
 Jean-Pierre Corniou, novembre 2018, 41 pages

Retraites : Leçons des réformes italiennes
 Michel Martone, novembre 2018, 33 pages

Les géants du numérique, (1) Magnats de la finance, 56 pages, **(2) Un frein à l'innovation ?**, 77 pages,
 Paul-Adrien Hyppolite, et Antoine Michon, novembre 2018

L'intelligence artificielle en Chine : un état des lieux

Aifang Ma, novembre 2018, 40 pages

Alternative für Deutschland : établissement électoral

Patrick Moreau, octobre 2018, 49 pages

Les Français jugent leur système de retraite

Fondapol, octobre 2018, 28 pages

Migrations : la France singulière

Didier Leschi, octobre 2018, 34 pages

Les Français face à la crise démocratique : Immigration, populisme, Trump, Europe...

AJC Europe et Fondapol, septembre 2018, 72 pages

La révision constitutionnelle de 2008 : un premier bilan

Préface d'Édouard Balladur et de Jack Lang

Hugues Hourdin, octobre 2018, 28 pages

Les « Démocrates de Suède » : un vote anti-immigration

Johan Martinsson, septembre 2018, 41 pages

Les Suédois et l'immigration, (1) Fin de l'homogénéité, 35 pages,

(2) Fin du consensus ?, 33 pages,

Tino Sanandaji, septembre 2018

Éthiques de l'immigration

Jean-Philippe Vincent, juin 2018, 35 pages

Les addictions chez les jeunes (14-24 ans)

Fondapol, juin 2018, 56 pages

Enquête réalisée en partenariat avec la Fondation Gabriel Péri et le Fonds Actions Addictions

Villes et voitures : pour une réconciliation

Jean Coldefy, juin 2018, 40 pages

France : combattre la pauvreté des enfants

Julien Damon, mai 2018, 32 pages

Que pèsent les syndicats ?

Dominique Andolfatto, avril 2018, 40 pages

L'élan de la francophonie, (1) Une communauté de langue et de destin, 28 pages,

(2) Pour une ambition française, 28 pages,

Benjamin Boutin, mars 2018

L'Italie aux urnes

Sofia Ventura, février 2018, 29 pages

L'intelligence artificielle : l'expertise partout accessible à tous

Serge Soudoplatoff, février 2018, 40 pages

L'innovation à l'ère du bien commun

Benjamin Boscher, Xavier Pavie, février 2018, 44 pages

Libérer l'islam de l'islamisme

Mohamed Louizi, janvier 2018, 64 pages

Gouverner le religieux dans un état laïc

Thierry Rambaud, janvier 2018, 36 pages

Une « norme intelligente » au service de la réforme

Victor Fabre, Mathieu Kohmann, Mathieu Luinaud, décembre 2017, 28 pages

Autriche : virage à droite

Patrick Moreau, novembre 2017, 32 pages

Pour repenser le bac, réformons le lycée et l'apprentissage

Fayçal Hafied, novembre 2017, 55 pages

Où va la démocratie ?

Sous la direction de Dominique Reynié, Plon, octobre 2017, 320 pages

Violence antisémite en Europe 2005-2015

Johannes Due Enstad, septembre 2017, 31 pages

Pour l'emploi : la subrogation du crédit d'impôt des services à la personne

Bruno Despujol, Olivier Peraldi et Dominique Reynié, septembre 2017, 33 pages

Marché du travail : pour la réforme !

Fayçal Hafied, juillet 2017, 45 pages

Le fact-checking : une réponse à la crise de l'information et de la démocratie

Farid Gueham, juillet 2017, 49 pages

Notre-Dame- des-Landes : l'État, le droit et la démocratie empêchés

Bruno Hug de Larauze, mai 2017, 37 pages

France : les juifs vus par les musulmans. Entre stéréotypes et méconnaissances

Mehdi Ghouirgate, Iannis Roder et Dominique Schnapper, mai 2017, 38 pages

Dette publique : la mesurer, la réduire

Jean-Marc Daniel, avril 2017, 33 pages

Parfaire le paritarisme par l'indépendance financière

Julien Damon, avril 2017, 36 pages

Former, de plus en plus, de mieux en mieux. L'enjeu de la formation professionnelle

Olivier Faron, avril 2017, 31 pages

Les troubles du monde, l'islamisme et sa récupération populiste :

l'Europe démocratique menacée

Pierre-Adrien Hanania, AJC, Fondapol, mars 2017, 44 pages

Porno addiction : nouvel enjeu de société

David Reynié, mars 2017, 34 pages

Calais, miroir français de la crise migratoire européenne, (1), 38 pages, (2), 52 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2017

L'actif épargne logement

Pierre-François Gouiffès, février 2017, 31 pages

Réformer : quel discours pour convaincre ?

Christophe de Voogd, février 2017, 37 pages

De l'assurance maladie à l'assurance santé

Patrick Negaret, février 2017, 34 pages

Hôpital : libérer l'innovation

Christophe Marques et Nicolas Bouzou, février 2017, 30 pages

Le Front national face à l'obstacle du second tour

Jérôme Jaffré, février 2017, 33 pages

La République des entrepreneurs

Vincent Lorphelin, janvier 2017, 37 pages

Des startups d'État à l'État plateforme

Pierre Pezziardi et Henri Verdier, janvier 2017, 36 pages

Vers la souveraineté numérique

Farid Gueham, janvier 2017, 31 pages

Repenser notre politique commerciale

Laurence Daziano, janvier 2017, 35 pages

Mesures de la pauvreté, mesures contre la pauvreté

Julien Damon, décembre 2016, 25 pages

L'Autriche des populistes

Patrick Moreau, novembre 2016, 59 pages

L'Europe face aux défis du pétro-solaire

Albert Bressand, novembre 2016, 34 pages

Le Front national en campagnes. Les agriculteurs et le vote FN

Eddy Fougier et Jérôme Fourquet, octobre 2016, 36 pages

Le nouveau monde de l'automobile, (1) L'impasse du moteur à explosion, 34 pages,

(2) Les promesses de la mobilité électrique, 48 pages,

Jean-Pierre Corniou, octobre 2016

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

L'individu contre l'étatisme. Actualité de la pensée libérale française (XIX^e siècle)

Jérôme Perrier, septembre 2016, 39 pages

Refonder l'audiovisuel public

Olivier Babeau, septembre 2016, 31 pages

La concurrence au défi du numérique

Charles-Antoine Schwerer, juillet 2016, 27 pages

Portrait des musulmans d'Europe : unité dans la diversité

Vincent Tournier, juin 2016, 51 pages

Portrait des musulmans de France : une communauté plurielle

Nadia Henni-Moulaï, juin 2016, 33 pages

La blockchain, ou la confiance distribuée

Yves Caseau et Serge Soudoplatoff, juin 2016, 35 pages

La gauche radicale : liens, lieux et luttes (2012-2017)

Sylvain Boulouque, mai 2016, 41 pages

Gouverner pour réformer : éléments de méthode

Erwan Le Noan et Matthieu Montjotin, mai 2016, 54 pages

Les zadistes, (1) Un nouvel anticapitalisme, 29 pages, (2) La tentation de la violence, 29 pages,

Eddy Fougier, avril 2016

Régionales, (1) Vote FN et attentats, 45 pages,

(2) Les partis, contesté mais pas concurrencés,

39 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, mars 2016

Un droit pour l'innovation et la croissance

Sophie Vermeille, Mathieu Kohmann et Mathieu Luinaud, février 2016, 38 pages

Le lobbying : outil démocratique

Anthony Escurat, février 2016, 32 pages

Valeurs d'islam

Dominique Reynié (dir.), préface par le cheikh Khaled Bentounès, PUF, janvier 2016, 432 pages

Chiites et sunnites : paix impossible ?

Mathieu Terrier, janvier 2016, 29 pages

Projet d'entreprise : renouveler le capitalisme

Daniel Hurstel, décembre 2015, 29 pages

Le mutualisme : répondre aux défis assurantiels

Arnaud Chneiweiss et Stéphane Tisserand, novembre 2015, 32 pages

La noopolitique : le pouvoir de la connaissance

Idriss J. Aberkane, novembre 2015, 40 pages

Good COP21, Bad COP21, (1) Le Kant européen et le Machiavel chinois, 34 pages,

(2) Une réflexion à contre-courant, 35 pages,

Albert Bressand, octobre 2015

PME : nouveaux modes de financement

Mohamed Abdesslam et Benjamin Le Pendeven, octobre 2015, 30 pages

Vive l'automobilisme !, (1) Les conditions d'une mobilité conviviale, 27 pages,

(2) Pourquoi il faut défendre la route, 32 pages,

Mathieu Flonneau et Jean-Pierre Orfeuil, octobre 2015

Crise de la conscience arabo-musulmane

Malik Bezouh, septembre 2015, 25 pages

Départementales de mars 2015, (1) Le contexte, 30 pages, (2) Le premier tour, 43 pages,

(3) Le second tour, 41 pages,

Jérôme Fourquet et Sylvain Manternach, août 2015

Enseignement supérieur : les limites de la « mastérisation »

Julien Gonzalez, juillet 2015, 33 pages

Politique économique : l'enjeu franco-allemand

Wolfgang Glomb et Henry d'Arcole, juin 2015, 22 pages

Les lois de la primaire. Celles d'hier, celles de demain

François Bazin, juin 2015, 35 pages

Économie de la connaissance

Idriss J. Aberkane, mai 2015, 40 pages

Lutter contre les vols et cambriolages : une approche économique

Emmanuel Combe et Sébastien Daziano, mai 2015, 44 pages

Unir pour agir : un programme pour la croissance

Alain Madelin, mai 2015, 42 pages

Nouvelle entreprise et valeur humaine

Francis Mer, avril 2015, 21 pages

Les transports et le financement de la mobilité

Yves Crozet, avril 2015, 23 pages

Numérique et mobilité : impacts et synergies

Jean Coldefy, avril 2015, 24 pages

Islam et démocratie : face à la modernité

Mohamed Beddy Ebnou, mars 2015, 27 pages

Islam et démocratie : les fondements

Ahmad Al-Raysuni, mars 2015, 27 pages

Les femmes et l'islam : une vision réformatrice

Asma Lamrabet, mars 2015, 36 pages

Éducation et islam

Mustapha Cherif, mars 2015, 34 pages

Que nous disent les élections législatives partielles depuis 2012 ?

Dominique Reynié, février 2015, 4 pages

L'islam et les valeurs de la République

Saad Khiari, février 2015, 34 pages

Islam et contrat social

Philippe Moulinet, février 2015, 29 pages

Le soufisme : spiritualité et citoyenneté

Bariza Khiari, février 2015, 46 pages

L'humanisme et l'humanité en islam

Ahmed Bouyerdene, février 2015, 46 pages

Éradiquer l'hépatite C en France : quelles stratégies publiques ?

Nicolas Bouzou et Christophe Marques, janvier 2015, 32 pages

Coran, clés de lecture

Tareq Oubrou, janvier 2015, 32 pages

Le pluralisme religieux en islam, ou la conscience de l'altérité

Éric Geoffroy, janvier 2015, 28 pages

Mémoires à venir

Dominique Reynié, janvier 2015, enquête réalisée en partenariat avec la Fondation pour la Mémoire de la Shoah, 156 pages

La classe moyenne américaine en voie d'effritement

Julien Damon, décembre 2014, 31 pages

Pour une complémentaire éducation : l'école des classes moyennes

Erwan Le Noan et Dominique Reynié, novembre 2014, 48 pages

L'antisémitisme dans l'opinion publique française. Nouveaux éclairages

Dominique Reynié, novembre 2014, 44 pages

La politique de concurrence : un atout pour notre industrie

Emmanuel Combe, novembre 2014, 42 pages

Européennes 2014, (1) La gauche en miettes, 30 pages,
(2) Poussée du FN, recul de l'UMP et vote breton, 44 pages,
Jérôme Fourquet, octobre 2014

Énergie-climat : pour une politique efficace
Albert Bressand, septembre 2014, 47 pages

L'urbanisation du monde. Une chance pour la France
Laurence Daziano, juillet 2014, 34 pages

Que peut-on demander à la politique monétaire ?
Pascal Salin, mai 2014, 38 pages

Le changement, c'est tout le temps ! 1514 - 2014
Suzanne Baverez et Jean Sènié, mai 2014, 48 pages

Trop d'émigrés ? Regards sur ceux qui partent de France
Julien Gonzalez, mai 2014, 48 pages

Taxer mieux, gagner plus
Robin Rivaton, avril 2014, 52 pages

L'État innovant, (1) Renforcer les think tanks, 43 pages,
(2) Diversifier la haute administration, 35 pages,
Kevin Brookes et Benjamin Le Pendeven, mars 2014

Pour un new deal fiscal
Gianmarco Monsellato, mars 2014, 8 pages

Faire cesser la mendicité avec enfants
Julien Damon, mars 2014, 35 pages

Le low cost, une révolution économique et démocratique
Emmanuel Combe, février 2014, 52 pages

Un accès équitable aux thérapies contre le cancer
Nicolas Bouzou, février 2014, 52 pages

Réformer le statut des enseignants
Luc Chatel, janvier 2014, 7 pages

Un outil de finance sociale : les social impact bonds
Yan de Kerorguen, décembre 2013, 27 pages

Pour la croissance, la débureaucratization par la confiance
Pierre Pezziardi, Serge Soudoplatoff et Xavier Quérat-Hément, novembre 2013, 37 pages

Les valeurs des Franciliens
Guénaëlle Gault, octobre 2013, 22 pages

Sortir d'une grève étudiante : le cas du Québec
Jean-Patrick Brady et Stéphane Paquin, octobre 2013, 31 pages

Un contrat de travail unique avec indemnités de départ intégrées
Charles Beigbeder, juillet 2013, 5 pages

La nouvelle vague des émergents : Bangladesh, Éthiopie, Nigeria, Indonésie, Vietnam, Mexique
Laurence Daziano, juillet 2013, 29 pages

Transition énergétique européenne : bonnes intentions et mauvais calculs
Albert Bressand, juillet 2013, 33 pages

La mobilité : travailler, vivre autrement
Julien Damon, juin 2013, 35 pages

Le Kapital. Pour rebâtir l'industrie
Christian Saint-Étienne et Robin Rivaton, avril 2013, 32 pages

Code éthique de la vie politique et des responsables publics en France
Les Arvernes, Fondapol, avril 2013, 12 pages

Les classes moyennes dans les pays émergents
Julien Damon, avril 2013, 26 pages

Relancer notre industrie par les robots, (1) Les enjeux, 40 pages, **(2) Les stratégies**, 30 pages,
Robin Rivaton, décembre 2012

La compétitivité passe aussi par la fiscalité

Aldo Cardoso, Michel Didier, Bertrand Jacquillat, Dominique Reynié et Grégoire Sentilhes, décembre 2012, 20 pages

Une autre politique monétaire pour résoudre la crise

Nicolas Goetzmann, décembre 2012, 28 pages

La nouvelle politique fiscale rend-elle l'ISF inconstitutionnel ?

Aldo Cardoso, novembre 2012, 5 pages

Fiscalité : pourquoi et comment un pays sans riches est un pays pauvre...

Bertrand Jacquillat, octobre 2012, 30 pages

Youth and Sustainable Development

Fondapol/Nomadéis/United Nations, juin 2012, 80 pages

La philanthropie. Des entrepreneurs de solidarité

Francis Charhon, mai / juin 2012, 34 pages

Les chiffres de la pauvreté : le sens de la mesure

Julien Damon, mai 2012, 30 pages

Libérer le financement de l'économie

Robin Rivaton, avril 2012, 40 pages

L'épargne au service du logement social

Julie Merle, avril 2012, 32 pages

Valeurs partagées

Dominique Reynié (dir.), PUF, mars 2012, 362 pages

Les droites en Europe

Dominique Reynié (dir.), PUF, février 2012, 552 pages

L'école de la liberté : initiative, autonomie et responsabilité

Tanneguy Larzul, janvier 2012, 27 pages

Politique énergétique française, (1) Les enjeux, 36 pages, (2) Les stratégies, 31 pages,

Rémy Prud'homme, janvier 2012

Révolution des valeurs et mondialisation

Luc Ferry, janvier 2012, 27 pages

Quel avenir pour la social-démocratie en Europe ?

Sir Stuart Bell, décembre 2011, 32 pages

La régulation professionnelle : des règles non étatiques pour mieux responsabiliser

Jean-Pierre Teyssier, décembre 2011, 34 pages

L'hospitalité : une éthique du soin

Emmanuel Hirsch, décembre 2011, 29 pages

12 idées pour 2012

Fondapol, décembre 2011, 110 pages

Les classes moyennes et le logement

Julien Damon, décembre 2011, 40 pages

Réformer la santé : trois propositions

Nicolas Bouzou, novembre 2011, 30 pages

Le nouveau Parlement : la révision du 23 juillet 2008

Jean-Félix de Bujadoux, novembre 2011, 32 pages

La responsabilité

Alain-Gérard Slama, novembre 2011, 32 pages

Le vote des classes moyennes

Élisabeth Dupoirier, novembre 2011, 40 pages

La compétitivité par la qualité

Emmanuel Combe et Jean-Louis Mucchielli, octobre 2011, 32 pages

Les classes moyennes et le crédit

Nicolas Pécourt, octobre 2011, 40 pages

Portrait des classes moyennes

Laure Bonneval, Jérôme Fourquet et Fabienne Gomant, octobre 2011, 36 pages

Morale, éthique, déontologie

Michel Maffesoli, octobre 2011, 33 pages

Sortir du communisme, changer d'époque

Stéphane Courtois (dir.), PUF, octobre 2011, 672 pages

L'énergie nucléaire après Fukushima : incident mineur ou nouvelle donne ?

Malcolm Grimston, septembre 2011, 15 pages

La jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), Éditions Lignes de Repères, septembre 2011, 132 pages

Pouvoir d'achat : une politique

Emmanuel Combe, septembre 2011, 42 pages

La liberté religieuse

Henri Madelin, septembre 2011, 31 pages

Réduire notre dette publique

Jean-Marc Daniel, septembre 2011, 35 pages

Écologie et libéralisme

Corine Pelluchon, août 2011, 40 pages

Valoriser les monuments historiques : de nouvelles stratégies

Wladimir Mitrofanoff et Christiane Schmuckle-Mollard, juillet 2011, 22 pages

Contester les technosciences : leurs raisons

Eddy Fougier, juillet 2011, 34 pages

Contester les technosciences : leurs réseaux

Sylvain Boulouque, juillet 2011, 28 pages

La fraternité

Paul Thibaud, juin 2011, 26 pages

La transformation numérique au service de la croissance

Jean-Pierre Corniou, juin 2011, 45 pages

L'engagement

Dominique Schnapper, juin 2011, 26 pages

Liberté, Égalité, Fraternité

André Glucksmann, mai 2011, 30 pages

Quelle industrie pour la défense française ?

Guillaume Lagane, mai 2011, 21 pages

La religion dans les affaires : la responsabilité sociale de l'entreprise

Aurélien Acquier, Jean-Pascal Gond et Jacques Igalens, mai 2011, 33 pages

La religion dans les affaires : la finance islamique

Lila Guermas-Sayegh, mai 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Allemagne

Patrick Moreau, avril 2011, 50 pages

Où en est la droite ? La Slovaquie

Étienne Boisserie, avril 2011, 35 pages

Qui détient la dette publique ?

Guillaume Leroy, avril 2011, 36 pages

Le principe de précaution dans le monde

Nicolas de Sadeleer, mars 2011, 33 pages

Comprendre le Tea Party

Henri Hude, mars 2011, 31 pages

Où en est la droite ? Les Pays-Bas

Niek Pas, mars 2011, 31 pages

Productivité agricole et qualité des eaux

Gérard Morice, mars 2011, 36 pages

L'Eau : du volume à la valeur

Jean-Louis Chaussade, mars 2011, 27 pages

Eau : comment traiter les micropolluants ?

Philippe Hartemann, mars 2011, 34 pages

Eau : défis mondiaux, perspectives françaises

Gérard Payen, mars 2011, 56 pages

L'irrigation pour une agriculture durable

Jean-Paul Renoux, mars 2011, 38 pages

Gestion de l'eau : vers de nouveaux modèles

Antoine Frérot, mars 2011, 28 pages

Où en est la droite ? L'Autriche

Patrick Moreau, février 2011, 36 pages

La participation au service de l'emploi et du pouvoir d'achat

Jacques Perche et Antoine Pertinax, février 2011, 28 pages

Le tandem franco-allemand face à la crise de l'euro

Wolfgang Glomb, février 2011, 34 pages

2011, la jeunesse du monde

Dominique Reynié (dir.), janvier 2011, 88 pages

Administration 2.0

Thierry Weibel, janvier 2011, 45 pages

Où en est la droite ? La Bulgarie

Antony Todorov, décembre 2010, 28 pages

Le retour du tirage au sort en politique

Gil Delannoi, décembre 2010, 34 pages

La compétence morale du peuple

Raymond Boudon, novembre 2010, 26 pages

L'Académie au pays du capital

Bernard Belloc et Pierre-François Mourier, PUF, novembre 2010, 222 pages

Pour une nouvelle politique agricole commune

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Sécurité alimentaire : un enjeu global

Bernard Bachelier, novembre 2010, 27 pages

Les vertus cachées du low cost aérien

Emmanuel Combe, novembre 2010, 36 pages

Défense : surmonter l'impasse budgétaire

Guillaume Lagane, octobre 2010, 30 pages

Où en est la droite ? L'Espagne

Joan Marcet, octobre 2010, 34 pages

Les vertus de la concurrence

David Sraer, septembre 2010, 40 pages

Internet, politique et coproduction citoyenne

Robin Berjon, septembre 2010, 28 pages

Où en est la droite ? La Pologne

Dominika Tomaszewska-Mortimer, août 2010, 38 pages

Où en est la droite ? La Suède et le Danemark

Jacob Christensen, juillet 2010, 40 pages

Quel policier dans notre société ?

Mathieu Zagrodzki, juillet 2010, 24 pages

Où en est la droite ? L'Italie

Sofia Ventura, juillet 2010, 32 pages

Crise bancaire, dette publique : une vue allemande

Wolfgang Glomb, juillet 2010, 22 pages

Dettes publiques, inquiétude publique

Jérôme Fourquet, juin 2010, 28 pages

Une régulation bancaire pour une croissance durable

Nathalie Janson, juin 2010, 30 pages

Quatre propositions pour rénover notre modèle agricole

Pascal Perri, mai 2010, 28 pages

Régionales 2010 : que sont les électeurs devenus ?

Pascal Perrineau, mai 2010, 52 pages

Pays-Bas : la tentation populiste

Christophe de Voogd, mai 2010, 43 pages

Quatre idées pour renforcer le pouvoir d'achat

Pascal Perri, avril 2010, 26 pages

Où en est la droite ? La Grande-Bretagne

David Hanley, avril 2010, 30 pages

Renforcer le rôle économique des régions

Nicolas Bouzou, mars 2010, 28 pages

Réduire la dette grâce à la Constitution

Jacques Delpla, février 2010, 54 pages

Stratégie pour une réduction de la dette publique française

Nicolas Bouzou, février 2010, 30 pages

Iran : une révolution civile ?

Nader Vahabi, novembre 2009, 16 pages

Où va la politique de l'Église catholique ? D'une querelle du libéralisme à l'autre

Émile Perreau-Saussine, octobre 2009, 26 pages

Agir pour la croissance verte

Valéry Morron et Deborah Sanchez, octobre 2009, 8 pages

L'économie allemande à la veille des législatives de 2009

Nicolas Bouzou et Jérôme Duval-Hamel, septembre 2009, 7 pages

Élections européennes 2009 : analyse des résultats en Europe et en France

Corinne Deloy, Dominique Reynié et Pascal Perrineau, septembre 2009, 50 pages

Retour sur l'alliance soviéto-nazie, 70 ans après

Stéphane Courtois, juillet 2009, 16 pages

L'État administratif et le libéralisme. Une histoire française

Lucien Jaume, juin 2009, 26 pages

La politique européenne de développement : une réponse à la crise de la mondialisation ?

Jean-Michel Debrat, juin 2009, 30 pages

**La protestation contre la réforme du statut des enseignants-chercheurs :
défense du statut, illustration du statu quo**

Suivi d'une discussion entre l'auteur et Bruno Bensasson David Bonneau, mai 2009, 40 pages

La lutte contre les discriminations liées à l'âge en matière d'emploi

Élise Muir (dir.), mai 2009, 65 pages

Quatre propositions pour que l'Europe ne tombe pas dans le protectionnisme

Nicolas Bouzou, mars 2009, 12 pages

Après le 29 janvier : la fonction publique contre la société civile ?

Une question de justice sociale et un problème démocratique

Dominique Reynié, mars 2009, 22 pages

La réforme de l'enseignement supérieur en Australie

Zoe McKenzie, mars 2009, 74 pages

Les réformes face au conflit social

Dominique Reynié, janvier 2009, 14 pages

Travailler le dimanche : qu'en pensent ceux qui travaillent le dimanche ?

Sondage, analyse, éléments pour le débat

Dominique Reynié, janvier 2009, 18 pages

Stratégie européenne pour la croissance verte

Elvire Fabry et Damien Tresallet (dir.), novembre 2008, 125 pages

**Défense, immigration, énergie : regards croisés franco-allemands
sur trois priorités de la présidence française de l'UE**

Elvire Fabry, octobre 2008, 35 pages

Depuis 2011, La Fondapol publie chaque année son ouvrage *Innovation politique*.

Depuis 2009, la Fondapol publie chaque année son ouvrage *L'opinion européenne*.

Entre octobre 2019 et octobre 2020, la Fondapol a publié 5 vagues de l'œuvre

Le risque populiste en France rédigée par Dominique Reynié (dir.).

Le débat public a besoin de la Fondapol et la Fondapol a besoin de vous !

Pour préserver son indépendance et conduire sa mission d'utilité publique, la Fondapol, institution de la société civile, a besoin du soutien des entreprises et des particuliers.

Reconnue d'utilité publique par décret en date du 14 avril 2004, la Fondapol peut recevoir des dons et des legs des particuliers et des entreprises.

Vous êtes une entreprise, un organisme, une association

Votre entreprise bénéficie d'une réduction d'impôt de 60 % du montant des dons versés imputer directement sur l'IS (ou le cas échéant sur l'IR), dans la limite de 5% du chiffre d'affaires HT (report possible durant 5 ans) (art. 238 *bis* du CGI).

Dans le cas d'un don de 10 000 €, vous pourrez déduire 6 000 € d'impôt, votre contribution aura effectivement coûté 4 000 € à votre entreprise.

Vous êtes un particulier

Au titre de l'IR, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 66 % du montant des dons versés, dans la limite de 20 % du revenu imposable (report possible durant 5 ans) ;

Au titre de l'IFI, vous bénéficiez d'une réduction d'impôt de 75 % du montant des dons versés, dans la limite de 50 000 €.

Dans le cas d'un don de 1 000 €, vous pourrez déduire 660 € de votre IR ou 750 € de votre IFI.

contact : Anne Flambert + 33 (0)1 47 53 67 09 _ anne.flambert@fondapol.org

Bulletin de soutien

FONDATION POUR
L'INNOVATION
POLITIQUE
fondapol.org

☐ **Je soutiens la Fondapol**

voici ma contribution de :

☐ 100 € ☐ 500 € ☐ 1000 € ☐ 5000 €
☐ 10000 € ☐ 50000 € ☐ Autre montant : _____ €

Je choisis de faire un don :

☐ À titre personnel

☐ Au titre de la société suivante : _____

Destinataire du reçu fiscal : _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____ Ville _____

☐ Par chèque, à l'ordre de
la **Fondation pour l'innovation politique**

☐ Par virement bancaire daté du : _____
au profit du compte
Fondation pour l'innovation politique
à la Caisse des dépôts et consignations : _____

IBAN : FR77 4003 1000 0100 0029 9345 Z16

BIC : CDCGFRPPXXX

À renvoyer à :

Fondation pour
l'innovation
politique
11, rue de
Grenelle
75007 Paris

Contact :

Anne Flambert
Responsable
administratif
et financier
01 47 53 67 09



anne.flambert@fondapol.org

LES GAUCHES ANTISÉMITES

(4) LE BASCULEMENT ANTISÉMITES DES EXTRÊMES GAUCHES ET SES CONSÉQUENCES

Par Stéphane COURTOIS et Jean-Louis PANNÉ

Depuis la fin du ^{xx}e siècle, l'antisémitisme s'est progressivement déplacé des marges de l'extrême droite vers une partie significative de l'extrême gauche et de la gauche radicale, sous couvert d'antisionisme, de décolonialisme et d'anticapitalisme. Longtemps marginal, ce phénomène s'est structuré à partir de la deuxième *intifada*, de la conférence de Durban et des attentats du 11 septembre 2001, qui ont favorisé l'émergence d'un récit global opposant un « Occident impérialiste », dont les Juifs seraient devenus l'archétype dominant, à des peuples supposés opprimés. La cause palestinienne a servi de vecteur central à cette recomposition idéologique, favorisant des convergences durables entre mouvements d'extrême gauche, réseaux islamistes, courants négationnistes et activisme identitaire.

Au fil des années, ce nouvel antisémitisme s'est diffusé dans les partis, les syndicats, l'université, les médias et la culture, banalisant les comparaisons nazies, la rhétorique du « génocide » et la délégitimation d'Israël. Le choc du 7 octobre 2023 en a révélé l'ampleur, en mettant au jour des mécanismes de justification, de déni et d'inversion morale. L'ouvrage montre ainsi comment, sous la direction idéologique de nouveaux entrepreneurs politiques, l'antisionisme est devenu une forme socialement acceptable d'antisémitisme, rompant avec l'héritage universaliste et républicain de la gauche française.

Les médias

**ANTHROPO
TECHNIE**
LES ENJEUX DE L'HUMAIN AUGMENTÉ



Le site internet

fondapol.org



Les données en open data

data.fondapol



ISBN : 978-2-36408-384-4

5 €

11, rue de Grenelle • 75007 Paris – France • Tél. : 33 (0)1 47 53 67 00 • contact@fondapol.org